



LES ENNEMIS D'INTERNET RAPPORT 2012



**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION



CARTE MONDIALE DE LA CYBER-CENSURE.....3

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....4

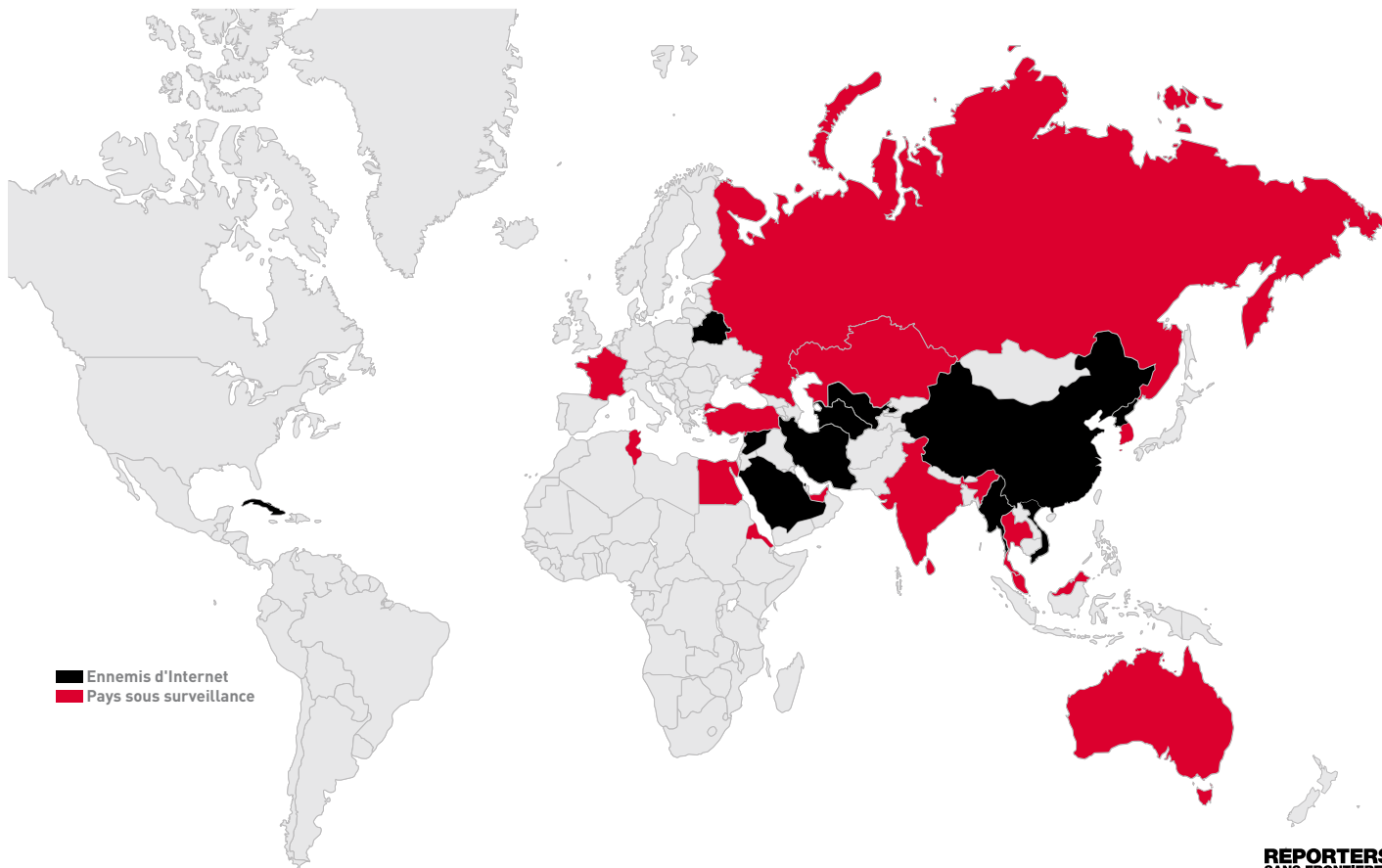
PAYS ENNEMIS D'INTERNET

ARABIE SAOUDITE.....	12
BAHREIN.....	14
BÉLARUS.....	16
BIRMANIE.....	18
CHINE.....	20
CORÉE DU NORD.....	24
CUBA.....	26
IRAN.....	28
OUZBÉKISTAN.....	32
SYRIE.....	34
TURKMÉNISTAN.....	37
VIETNAM.....	39

PAYS SOUS SURVEILLANCE

AUSTRALIE	41
CORÉE DU SUD.....	43
ÉMIRATS ARABES UNIS.....	45
ÉGYPTE.....	46
ÉRYTHRÉE.....	48
FRANCE.....	50
INDE.....	54
KAZAHKSTAN.....	57
MALAISIE.....	60
RUSSIE.....	62
SRI LANKA.....	65
THAÏLANDE.....	67
TUNISIE.....	69
TURQUIE.....	71

LA CARTE MONDIALE DE LA **CYBER-CENSURE**



ENTRE SURVEILLANCE ET FILTRAGE, LA BRÈCHE TÊNUE DES NET-CITOYENS

Ce rapport, qui dresse la nouvelle liste 2012 des pays “Ennemis d’Internet” et “sous surveillance”, est une actualisation du [rapport publié le 12 mars 2011](#)¹.

Le précédent rapport, publié en mars 2011, soulignait la consécration des réseaux sociaux et du rôle du Web comme outil de mobilisation et de transmission d’informations dans le contexte des mouvements de soulèvements populaires dans le monde arabe. Les mois qui ont suivi ont montré la surenchère de ripostes menées par les régimes répressifs à ce qu’ils considéraient comme des tentatives inadmissibles de “déstabilisation”. Les net-citoyens ont été, en 2011, au cœur des changements politiques qui ont affecté le monde arabe. Ils ont tenté de tenir le blackout en échec mais en ont, en contrepartie, payé le prix fort.

Parallèlement, des pays réputés démocratiques ont continué à céder aux tentations sécuritaires ou à prendre des mesures disproportionnées pour protéger le droit d’auteur. Les internautes des pays dits “libres” ont appris à se mobiliser pour conserver leurs acquis. La pression s’accroît sur les intermédiaires techniques, encouragés dans certains pays à jouer un rôle de police du Net. Des sociétés de surveillance deviennent les nouveaux mercenaires d’une véritable course à l’armement en ligne. Les hacktivistes apportent leur expertise technique aux net-citoyens pris dans les tenailles des appareils répressifs. Les diplomates entrent également en jeu. La liberté d’information en ligne représente plus que jamais un enjeu majeur de politique extérieure et intérieure.

QUAND LES NOUVEAUX MÉDIAS CONTINUENT DE REPOUSSER LES LIMITES DE LA CENSURE

Les réseaux sociaux compliquent la tâche des régimes autoritaires qui tentent d’étouffer toute information gênante. Sidi Bouzid, Khaled Saïd, etc. autant de pierres angulaires des révolutions arabes, autant de “sujets” qui ont pu sortir au grand

jour grâce à la mobilisation des net-citoyens. La révolution des micro-blogs, l’agrégation d’opinions et l’accélération de la diffusion de l’information qu’ils induisent, associés aux téléphones portables de plus en plus utilisés pour du livestreaming, multiplient les possibilités de libérer l’information de son carcan. Le mélange des genres entre journalisme et militantisme s’est accentué dans des contextes extrêmes comme celui de la Syrie, où de simples citoyens, révoltés par le massacre, se sont engagés dans une récolte d’informations, avec les moyens à disposition, à destination des médias internationaux, afin que soit connue l’ampleur de la répression sanglante.

Même en Corée du Nord, le “royaume ermite”, le blackout complet est remis en cause : les téléphones portables offrent aux habitants proches de la frontière chinoise la possibilité d’être reliés au reste du monde. La contrebande de l’information bénéficie de la perméabilité de la frontière par laquelle transitent téléphones, CD, DVD, et articles sur clés USB.

Au Turkménistan, l’explosion meurtrière d’un dépôt d’armes à Abadan, dans la banlieue d’Achkhabat, en juillet 2011, a marqué le début d’une guerre de l’information 2.0. Pour la première fois, des net-citoyens [sont parvenus à briser le mur du silence](#)² imposé par le régime [en postant sur Internet de simples vidéos réalisées grâce à leurs téléphones portables](#)³. Ils en ont ensuite payé le prix fort.

La censure implacable en Arabie Saoudite n’a pu empêcher le combat des femmes pour le droit de conduire ou de voter, à trouver un relais sur la Toile, attirer l’attention de la communauté internationale, et trouver un certain écho à l’intérieur du pays.

Les dénonciations de la corruption, des problèmes environnementaux et de la misère sociale ont beaucoup alimenté la Toile, de la lutte des paysans chinois du Wukan contre l’expropriation de leurs terres par des fonctionnaires peu scrupuleux à la documentation des fraudes électorales en Russie ou au traitement de l’impact catastrophique sur l’environnement de [l’exploitation des mines de bauxite au Vietnam](#)⁴.

1 12mars.rsf.org/2011/fr/

2 http://www.rferl.org/content/citizen_journalism_scores_breakthrough_in_turkmenistan/24266428.html

3 <http://www.fergananews.com/news.php?id=17017&mode=snews>

4 <http://blog.mondediplo.net/2009-07-03-Le-Vietnam-la-Chine-et-la-bauxite>

BANALISATION DES COUPURES D'INTERNET ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les régimes répressifs ont retenu la leçon. Pour assurer la réussite d'un blackout, il ne suffit plus d'écarter la presse, d'intimider les témoins et de bloquer quelques sites d'information et d'opposition. Une méthode bien plus efficace consiste à imposer un blocus sur un territoire pour empêcher l'arrivée de témoins gênants et la sortie de tout support numérique, ainsi qu'à couper les communications, en ayant recours à des blocages de SMS, des suspensions temporaires ou ciblées de l'accès au Web ou aux services de téléphonie mobile.

L'Égypte avait montré la voie, fin février, au plus fort des manifestations, en coupant l'accès à Internet pendant cinq jours, une première dans le pays. D'autres pays ont suivi cette voie, en période d'élections, de troubles ou même en amont. La République démocratique du Congo¹, le Cameroun² et le Kazakhstan³ en sont quelques exemples.

La Chine a mis en place une méthode bien éprouvée qui consiste à suspendre les communications dans les villes ou les provinces à problème, quand la situation lui échappe. Le Tibet⁴, le Xinjiang et la région de Mongolie intérieure en sont les premières victimes.

Mais la coupure d'Internet constitue une solution drastique, qui peut handicaper les autorités elles-mêmes et porter préjudice à l'économie des pays concernés. Le ralentissement de la bande passante est une méthode plus sournoise, mais redoutablement efficace, car elle rend impossible, de fait, le téléchargement et l'envoi de photos et de vidéos. L'Iran est passé maître en la matière. Les censeurs syriens jouent avec le niveau de la bande passante, les fluctuations de cette dernière témoignant, de fait, du degré de répression dans les zones affectées.

Le Bahreïn offre l'exemple d'une répression "réussie", avec le blackout de l'information rendu possible par un impressionnant arsenal de mesures de censure, à la fois techniques, judiciaires et humaines.

RENFORCEMENT DU FILTRAGE

Les plupart des régimes qui censurent le Net ont, dès le début des révolutions tunisienne et égyptienne, renforcé le filtrage pour tenter de circonvenir toute velléité de propagation de ces mouvements dans leur pays. D'autres ont intégré le filtrage comme outil de gouvernance, utile pour étendre leur emprise

sur le pouvoir. Les sites de livestreaming, et les réseaux sociaux ont souvent été parmi les plus touchés.

En Ouzbékistan, le régime a bloqué les forums de discussions dans lesquels de simples citoyens discutaient des révolutions arabes. Les mots "jasmin" et "occupy", suivi du nom d'une ville de Chine, ont été bloqués sur l'Internet dans ce pays. Le Bélarus, confronté à des manifestations de masse, a rendu le réseau social Vkontakte indisponible. Même réflexe disproportionné côté kazakhe, la plate-forme Livejournal a été bloquée dans son intégralité contre quelques sites jugés "extrémistes".

La Turquie a mis en place un système de filtrage du Web qui, bien que désormais facultatif, s'apparente à une forme de censure masquée.

Le nouveau gouvernement thaïlandais est lancé, au nom du lèse-majesté, dans une spirale de blocages de sites et de contenus, dangereuse pour la liberté d'expression. Le gouvernement se targue d'avoir bloqué en quelques mois plus de pages que les trois années précédentes.

La vigilance reste de mise en Tunisie. Ammar 404, surnom du système de filtrage et de surveillance du Web mis en place sous Ben Ali, pourrait renaître de ses cendres alors que la justice examine la possible mise en place d'un filtrage de sites pornographiques.

La Corée du Sud, en réponse à la propagande du Nord, a décidé d'augmenter le nombre de sites bloqués.

INFLATION DES RETRAITS DE CONTENUS, PRESSIONS SUR LES INTERMÉDIAIRES TECHNIQUES

Les censeurs tentent de plus en plus d'enrôler les entreprises privées dans la surveillance et la censure en ligne. Certaines collaborent, d'autres résistent.

Sous la pression des autorités, les sites de micro-blogging chinois comme Sina Weibo ont dû se doter de milliers de modérateurs, et requièrent désormais de leurs utilisateurs de s'enregistrer sous leur véritable nom.

Les hébergeurs font l'objet de pressions de plus en plus fortes afin d'effectuer des retraits de contenus sous la forme de la "notification-retrait", une méthode qui risque d'aboutir à des abus, comme l'a souligné Frank La Rue, rapporteur spécial des Nations unies pour la liberté d'expression. En Thaïlande, la responsable du site d'information Prachatai, Jiew, risque

1 <http://fr.rsf.org/rd-congo-levee-de-la-suspension-du-service-28-12-2011,41596.html>

2 <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/03/10/60668/>

3 <http://fr.rsf.org/kazakhstan-livree-a-la-repression-une-region-19-12-2011,41574.html>

4 <http://fr.rsf.org/chine-le-tibet-coupe-du-reste-du-monde-23-02-2012,41927.html>

vingt ans de prison pour des commentaires taxés de lèse-majesté et qu'il lui est reproché de ne pas avoir retiré suffisamment tôt après notification. La pression s'intensifie sur les intermédiaires techniques, que les autorités, en Inde par exemple, tentent de convaincre d'assurer une pré-visualisation des contenus postés sur leurs plate-formes afin de retirer ceux jugés "choquants" ou "susceptibles de provoquer des troubles intercommunautaires".

LE DROIT À L'OUBLI, UN DANGER POUR LA NEUTRALITÉ DU NET ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN LIGNE

Les demandes de particuliers fondées sur un prétendu "droit à l'oubli numérique" sont de plus en plus fréquentes concernant les articles archivés sur Internet. La commissaire européenne Viviane Reding a suscité de nouvelles inquiétudes en évoquant, le 8 novembre 2011, un projet de directive destiné à permettre à toute personne de solliciter le retrait, "pour des motifs légitimes", de données à caractère personnel. Pourtant, un droit général à l'oubli, consacré dans une loi, est difficilement conciliable avec la liberté d'expression et d'information sur Internet. Difficile à mettre en œuvre en pratique, il risque de mettre à la charge des éditeurs et hébergeurs une obligation impossible à tenir sur la Toile : la disparition totale d'un contenu. Une réflexion de fond doit être menée pour déterminer si les dispositions actuelles relatives à la protection de la vie privée, aux délits de presse, aux données personnelles et à l'arbitrage du juge judiciaire ne sont pas suffisantes pour garantir les droits des individus.

DES TACTIQUES DE SURVEILLANCE DE PLUS EN PLUS EFFICACES ET INTRUSIVES

Si le filtrage continue de progresser, c'est surtout la surveillance qui se développe. Les censeurs préfèrent consulter l'activité des dissidents et de leurs contacts sur la Toile plutôt que de les empêcher d'y accéder.

Les services de sécurité ne demandent plus seulement à un prisonnier interrogé et torturé le nom de ses complices, mais son mot de passe Facebook, Skype, VKontakte, etc. Ce scénario s'est reproduit en Iran, au Bahreïn, au Turkménistan, ou encore en Syrie. Les dissidents tentent de trouver toutes sortes de parades. La parade de certains dissidents consiste à créer de faux comptes ou à donner ses codes d'accès à un proche

pour qu'il prenne la main sur ses comptes en cas d'arrestation, et évite ainsi de mettre en danger ses contacts.

La protection des sources des reporters et des réseaux de dissidents est l'un des enjeux majeur de la lutte pour l'information. Reporters sans frontières a appelé les journalistes étrangers en reportage dans des pays sensibles à prendre des précautions particulières dans leurs communications, en fonction du contexte. Lors d'un départ en zone de guerre ou de conflit, le gilet pare-balles ne suffit plus, il faut se munir d'un "kit de survie numérique"¹, permettant le chiffrement des données, l'anonymisation des communications et éventuellement le contournement de la censure.

Du côté de la surveillance technique, des tentatives de hameçonnage des identifiants d'utilisateurs de réseaux sociaux ont été signalées en Syrie ou en Iran, ainsi que l'utilisation de faux certificats de sécurité. En Syrie, ces tentatives sont intervenues après la levée du blocage sur Facebook, qui n'a donc pas été décidée dans un esprit d'ouverture, mais pour faciliter la surveillance.

Priorité est également donnée à la neutralisation des outils de chiffrement, d'anonymisation ou de contournement. L'Iran est désormais capable de bloquer le https ou les ports utilisés par les VPN (réseaux privés virtuels). La Chine est en mesure de limiter le nombre d'adresses IP capables de se connecter au même moment au réseau international.

La surveillance se renforce à mesure que les régimes répressifs se fournissent auprès de sociétés spécialisées en matériel et logiciels de filtrage et d'écoute et de Deep Packet Inspection (DPI), toujours plus performants. Les SpyFiles publiés par WikiLeaks sont une mine d'informations sur le sujet. Ces entreprises sont très souvent occidentales. Elles bénéficient d'un marché très lucratif. Pour n'en citer que quelques-unes, la firme américaine BlueCoat a été épinglée pour ses activités en Syrie, la société française Amesys en Libye, et des poursuites ont été engagées par l'ONG Arabic Network for Human Rights Information (ANHRI) contre Vodafone en Égypte. L'entreprise italienne AreaSpa s'est finalement retirée de Syrie après une campagne internationale de dénonciation suite aux révélations de sa collaboration avec le régime².

La question de la responsabilité sociale des entreprises est au cœur des débats. Les sociétés qui se rendent complices de violations des droits de l'homme doivent être sanctionnées. Le Parlement européen a voté une résolution³ en faveur du durcissement des règles d'exportation vers les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme. Une proposition de loi examinée par le Congrès américain va également dans ce sens.

1 <http://jhack.info/wiki/doku.php>

2 <http://www.bloomberg.com/news/2011-11-09/syrian-monitoring-project-may-end-as-italy-firm-weighs-options.html>

3 <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/pressroom/content/201109271PR27586/html/Contr%99ler-les-exportations-%88-double-usage>

LE RÈGNE DE LA PROPAGANDE

La Corée du Nord a porté sa guerre de propagande contre son voisin du Sud sur le Net, en assurant sa présence sur les réseaux sociaux. La propagande cubaine ne cesse d'attaquer les blogueurs critiques du régime, accusés d'être des mercenaires au service de l'"Empire" américain.

La Chine a mis à contribution les "50 cents", ces blogueurs payés pour diffuser les messages avalisés par le parti, suite aux troubles provoqués en Mongolie intérieure par le décès d'un éleveur¹.

La cyberarmée syrienne est passée maîtresse dans l'art de polluer les murs Facebook des opposants et de noyer les commentaires critiques parmi une masse de louanges envers le régime de Bachar Al-Assad. Des comptes Twitter sont créés pour parasiter les informations² fournies par le hashtag #Syria, en envoyant des centaines de tweets dont les mots-clés renvoient à des résultats sportifs ou des photos du pays.

Le Bahreïn investit des millions pour soigner son image à l'étranger. Les autorités font leur possible pour que le Grand Prix de Formule 1 de Manama, qui aura lieu en avril 2012, donne l'illusion d'un retour à la normale.

CYBERATTAQUES

Ces cyberattaques sous la forme de dénis de services distribués (DDoS) se généralise. Les gouvernements sont souvent derrière les tentatives de hacking de sites d'information ou indépendants. Même l'Érythrée a été touchée. Des sites d'opposition ont été rendus inaccessibles alors que l'ONU adoptait des sanctions contre le pays. Des sites sri-lankais en ont également fait les frais. En Russie, à la veille des élections législatives, une série de cyberattaques coordonnées³ et d'arrestations de journalistes et de blogueurs ont tenté d'étouffer les discussions politiques qui ne peuvent se tenir librement que sur le Net.

Durant les manifestations au Bélarus, le fournisseur d'accès BelTelecom a redirigé les internautes cherchant à se connecter au réseau social Vkontakte vers des sites contenant des logiciels malveillants.

Chaque pays dispose désormais, à côté de son armée traditionnelle, d'une cyberarmée, officielle ou non. Les cyberarmées syrienne et iranienne occupent le devant de la scène. L'année

2011 aura également vu la montée en puissance de groupes de hackers comme Anonymous, qui, en réponse à la cybercensure et la répression, ont mené des cyberattaques contre les régimes tunisien, égyptien puis syrien.

SE DÉBARRASSER DES TÉMOINS GÊNANTS

2011 aura été une année particulièrement meurtrière pour les net-citoyens, d'une violence encore jamais égalée depuis la généralisation de l'usage du Net par les dissidents et défenseurs des droits de l'homme. Plusieurs d'entre eux ont perdu la vie au Bahreïn, au Mexique, en Inde et en Syrie. Des dizaines de cas restent probablement encore à identifier et d'autres viendront certainement alourdir le bilan, notamment en Syrie.

Au Mexique, les cartels s'en sont pris directement aux utilisateurs de réseaux sociaux. Trois net-citoyens et une journaliste ont ainsi été froidement abattus. Le corps décapité d'un internaute mexicain a été retrouvé, le 9 novembre 2011, à Nuevo Laredo. Surnommé "Rascatripas" (littéralement le "gratte-tripes") sur la Toile, l'internaute contribuait activement au site de dénonciation du crime organisé "Nuevo Laredo en vivo", dont il était le modérateur. Un message placé à côté du cadavre de "Rascatripas" proclamait : "Ceci m'est arrivé pour ne pas avoir compris que je ne dois pas publier des informations sur les réseaux sociaux".

Le 9 avril 2011, au Bahreïn, le net-citoyen Zakariya Rashid Hassan est décédé en détention⁴, sept jours après son arrestation pour "incitation à la haine", "publication de fausses nouvelles", "promotion du sectarisme", et "appel au renversement du régime sur des forums en ligne".

Au moins sept professionnels de l'information étrangers et syriens avaient déjà trouvé la mort en Syrie fin février 2012 en lien avec leurs activités. Des net-citoyens ont également payé de leur vie la diffusion d'informations. Parmi eux Basil Al-Sayed⁵, Ferzat Jarban et Soleiman Saleh Abazaid.

DE RAFLES EN COUPS DE FILETS

De plus en plus nombreux, les net-citoyens ont aussi été de plus en plus exposés. Au moins 199 d'entre eux ont été arrêtés en 2011 alors qu'ils étaient engagés dans une action d'information du public, soit une augmentation de 31% par rapport à l'année précédente.

1 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

2 <http://advocacy.globalvoicesonline.org/2011/04/18/spam-bots-flooding-twitter-to-drown-info-about-syria-protests/>

3 <http://fr.rsf.org/russie-le-debat-politique-perturbe-par-05-12-2011,41488.html>

4 <http://fr.rsf.org/bahrein-les-autorites-des-pays-en-proie-a-11-04-2011,40004.html>

5 <http://fr.rsf.org/syrie-un-second-journaliste-citoyen-tue-30-12-2011,41608.html>

À ce jour, au moins 120 net-citoyens sont emprisonnés pour leurs activités d'information en ligne. La Chine, suivie du Vietnam et de l'Iran, sont à nouveau, cette année, les plus grandes prisons du monde pour les net-citoyens.

Une véritable rafle¹ s'est produite le 16 février 2012 au Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, comme au Turkménistan après les événements d'Abadan. L'Iran et le Vietnam ont très souvent recours à cette méthode. Le Vietnam s'en est pris aux réseaux catholiques. La Chine arrête régulièrement net-citoyens et dissidents pour intimider leurs cercles d'influence. Le prix Nobel de la Paix Liu Xiaobo est toujours derrière les barreaux.

L'Égypte a connu son premier prisonnier politique de l'ère post-Moubarak, le blogueur Maikel Nabil Sanad, condamné pour ses critiques de l'armée.

Par ailleurs, les assignations à résidence et les fausses libérations se multiplient. La Chine en a fait sa spécialité. Le blogueur et dissident Hu Jia ou le militant des droits du peuple mongol Hada en ont fait les frais. Le Vietnam y a aussi recours.

TRAITEMENTS INHUMAINS, PRESSIONS ET TACTIQUES DÉLOYALES EN TOUS GENRES

De nombreux net-citoyens syriens et bahreïnais ont été torturés en détention. Les autorités iraniennes soutirent régulièrement des aveux aux dissidents sous la torture pour les diffuser ensuite à la télévision. En Égypte, des blogueurs ont fait état de traitements dégradants lors d'interrogatoires par les forces de l'ordre.

Les "UAE 5", ces cinq net-citoyens et militants emprisonnés aux Émirats arabes unis accusés de subversion en ligne, ont été, ainsi que leurs proches, décrits dans les médias émiraties comme des traîtres. Au Bahreïn, le célèbre dissident Nabeel Rajab se fait régulièrement traîné dans la boue par les médias, quand il n'est pas physiquement agressé.

À Cuba, une véritable bataille rangée se déroule entre les blogueurs pro-gouvernementaux et leurs vis-à-vis "alternatifs", critiques du régime. Ces derniers, et notamment Yoani Sanchez, ont été victimes de campagne d'injures et de diffamation dans les médias d'État ou sur des sites de propagande extérieurs.

CHAÎNES DE SOLIDARITÉ

Des passerelles se sont créées entre blogosphères. Des citoyens du monde entier ont commencé à relayer les appels à solidarité, les images les plus choquantes, les informations les

plus sidérantes. Global Voices a joué un rôle important dans le dialogue entre communautés en ligne, ainsi que diverses ONG de défense de la liberté d'expression.

Pour contrer des censeurs qui ont clairement amélioré leur expertise, des "hacktivistes", ces hackers militants, ont apporté une aide technique à des net-citoyens vulnérables face à la censure généralisée, pour les aider à faire circuler l'information. La campagne autour du blogueur égyptien Maikel Nabil Sanad, ou de la Syrienne Razan Ghazzawi, ont clairement dépassé les frontières. L'#OpSyria, lancée par Telecomix, a permis d'aider les Syriens à transmettre des vidéos de la répression.

L'année 2011 a vu le développement d'outils de contournement de la censure ou du blocage du Net, comme "Internet in a suitcase" ou les Freedom Box. Les défenseurs des libertés numériques travaillent d'arrache-pied pour répondre à des outils de censure de plus en plus efficaces.

QUAND LES DIPLOMATES ENTRENT EN JEU

La liberté d'expression sur Internet n'est plus le domaine réservé des seuls dissidents, geeks et censeurs. Les diplomates leur ont emboîté le pas. Les déclarations et textes communs d'organisation internationales et de coalition de pays sur la liberté d'Internet se multiplient, du rapport de Frank La Rue, rapporteur spécial pour la liberté d'expression des Nations unies, qui, en juin 2011, reconnaît l'accès à Internet comme un droit fondamental, à l'arrêt de la Cour européenne de Justice condamnant le filtrage et ses effets pervers sur la liberté d'expression.

La Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a pour sa part dénoncé les restrictions d'Internet dans certains pays et les arrestations de blogueurs, lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme, fin février 2012, tout en soulignant : "Internet a transformé les mouvements des droits de l'homme. Les États n'ont plus le monopole de l'information."

La secrétaire d'État américaine Hilary Clinton a appelé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à adopter une déclaration garantissant les libertés en ligne, estimant que "les droits exercés dans le cyberspace méritent autant de protection que ceux exercés dans l'espace réel".

De leur côté, la Chine, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont défendu, aux Nations unies, le principe d'un code de bonne conduite sur Internet. Une proposition qui vise, en fait, à légitimer la censure.

1 <http://fr.rsf.org/syrie-liberation-de-six-militantes-du-16-02-2012,41895.html>

LE BILAN PEU GLORIEUX DE CERTAINES DÉMOCRATIES

Les pratiques des démocraties sont loin d'être vertueuses. La liberté de circulation de l'information en ligne ne fait parfois pas le poids face à la sécurité intérieure, la lutte contre le terrorisme ou le cybercrime, ou encore la protection de la propriété intellectuelle.

La surveillance du Net s'intensifie en Inde depuis les attentats de Bombay en 2008. La Russie tend à caractériser comme "extrémistes" des sites tout simplement critiques du Kremlin pour mieux les fermer. Sous couvert de la lutte légitime contre la pédophilie, le Canada a adopté une loi liberticide pour le Net¹.

Le Royaume-Uni, dont le Digital Rights Bill, destiné à protéger le droit d'auteur, a été épinglé par Frank La Rue, a connu une période difficile pendant les émeutes du mois d'août 2011. La mise à disposition, par RIM, le fabricant de BlackBerry, des données personnelles de certains de ses utilisateurs à la police, sans ordre judiciaire préalable, constitue un précédent inquiétant.

Malgré les condamnations internationales, et le fait que ses lois sont dépassées, la France continue d'appliquer la Loppsi, qui met en place un filtrage administratif du Web et la loi Hadopi, qui prévoit la coupure de l'accès à Internet pour lutter contre le téléchargement illégal. Des décrets d'applications d'autres lois montrent que le réflexe des autorités est de recourir au filtrage. L'Australie n'a toujours pas renoncé à son système de filtrage national, même si les soutiens s'érodent et que le type de contenus concerné pourrait être restreint.

Le discours des officiels américains sur l'importance de la lutte contre la cybercensure et leur financement d'outils de contournement de la censure, est contredit par le traitement réservé à WikiLeaks (lire le rapport de RSF sur Les États-unis et Internet²). Le blocage de ses sources de financement - notamment Visa et MasterCard, a handicapé le fonctionnement du site. Bradley Manning, soupçonné d'être l'un des informateurs de WikiLeaks, a été détenu dans des conditions déplorables pendant plusieurs mois. Julien Assange, le fondateur de WikiLeaks, est, lui, sous le coup d'une "inculpation secrète" que Reporters sans frontières demande aux autorités américaines de clarifier.

LA RÉACTION DES INTERNAUTES ET CITOYENS "DU MONDE LIBRE"

Les internautes des pays occidentaux ont fait leurs armes sur les mouvements Occupy Wall Street. Ils ont été encore plus nombreux à descendre dans la rue pour dénoncer les projets de loi

américains liberticides SOPA et PIPA³, qui sacrifiaient la liberté d'expression en ligne à la protection du droit d'auteur. L'opération Stop SOPA et le blackout mis en place pendant 24 heures par de nombreux sites, dont Wikipedia, ont permis de mobiliser comme jamais les internautes du monde entier, potentiellement affectés par ces lois.

Cette mobilisation a rebondi et permis une nouvelle vague de mobilisation contre le traité anti-contrefaçon ACTA, qui jusqu'ici laissait le grand public relativement indifférent. Les net-citoyens de tous bords ont réalisé que ces textes internationaux pouvaient avoir des incidences sur leurs activités quotidiennes. Le fer de lance de la mobilisation a été l'Europe de l'Est. Plusieurs gouvernements ont reculé et suspendu la ratification. La résistance à l'ACTA n'a jamais été aussi forte et le traité pourrait connaître bientôt ses derniers jours. La vigilance doit maintenant rester de mise. La prochaine cible des internautes pourrait être la directive européenne anti-partage l'pred⁴ qui pourrait potentiellement mettre en place un filtrage massif du Web. Un coup de plus porté à la neutralité du Net.

LA "SOVERAINETÉ" D'INTERNET ET LE MORCELLEMENT DU WEB

La souveraineté d'Internet est une notion qui fait de plus en plus de chemin dans les esprits des dirigeants de pays plus ou moins répressifs. La plateforme nationale instaurée en Birmanie en 2010 a fait des émules. Mahmoud Ahmadinejad, fidèle à sa politique nationaliste, a annoncé à plusieurs reprises en 2011 le lancement d'un Internet national, avec son propre moteur de recherche et service de messagerie. Quitte à mettre en place deux formes d'accès différents, l'une pour les autorités, l'autre pour le reste de la population, comme le permet par exemple aujourd'hui la structure de l'Internet birman. Le Bélarus impose désormais aux sociétés commerciales d'enregistrer leurs sites web dans le pays. Les sites d'information ne semblent pas concernés. Pour le moment.

Dans les faits, certains pays, comme la Corée du Nord, le Turkménistan, l'Ouzbékistan ou Cuba, mais aussi l'Iran, censurent si bien l'accès à Internet qu'ils cantonnent leur population à des Intranets locaux sans commune mesure avec la Toile internationale. La décision de Twitter notamment, d'appliquer une censure géolocalisée confirme cette tendance au repli sur des Web nationaux.

En 2011, la partition du Web s'est renforcée. Les internautes accèdent à des informations différentes en fonction de leur lieu de connexion. La ségrégation digitale se répand. La solidarité entre défenseurs d'un Internet libre et accessible à tous est plus que jamais vitale pour bâtir ou préserver des passerelles entre les net-citoyens et faire en sorte que l'information continue à circuler.

1 <http://fr.rsf.org/canada-projet-de-loi-c-30-sur-l-acces-21-02-2012,41913.html>

2 <http://fr.rsf.org/etats-unis-la-liberte-d-expression-sur-02-11-2011,41323.html>

3 <http://fr.rsf.org/etats-unis-reporters-sans-frontieres-ferme-17-01-2012,41696.html>

4 <http://www.laquadrature.net/fr/directive-anti-partage-ipred>

LA NOUVELLE LISTE 2012 DES ENNEMIS D'INTERNET

Deux pays, le Bahreïn et le Bélarus, passent de la catégorie "pays sous surveillance" à celle des "Ennemis d'Internet". Le Venezuela et la Libye quittent la liste des pays sous surveillance, l'Inde et le Kazakhstan y font leur entrée.

LA LISTE DES "ENNEMIS D'INTERNET" S'ALLONGE

Le Bahreïn et le Bélarus rejoignent l'Arabie Saoudite, la Birmanie, la Chine, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, l'Ouzbékistan, la Syrie, le Turkménistan et le Vietnam, dans la liste des "Ennemis d'Internet". Ils conjuguent souvent problème d'accès, filtrage sévère, traque des cyberdissidents et propagande en ligne. L'Iran et la Chine ont particulièrement renforcé leurs capacités techniques en 2011 et la Chine accentue sa pression sur les acteurs privés du Net, afin de les mettre à son service. L'Iran a annoncé le lancement d'un Internet national. L'Iran et le Vietnam ont lancé de nouvelles vagues d'arrestations, tandis que le massacre en Syrie touche les net-citoyens de plein fouet et permet au régime, avec l'aide iranienne, de perfectionner sa maîtrise de la surveillance de la Toile. Le Turkménistan a connu sa première guerre de l'information 2.0, tandis que la Corée du Nord, qui développe sa présence en ligne à des fins de propagande, est confrontée à la croissance de la contrebande du matériel de communications, à la frontière chinoise. À Cuba, blogueurs critiques et pro-gouvernementaux s'affrontent en ligne. L'Arabie Saoudite continue d'appliquer une censure implacable, étouffant la couverture d'une révolte provinciale. L'Ouzbékistan a pris des mesures préventives pour empêcher que UzNet, du nom donné à l'Internet ouzbèke, soit un lieu de débat sur les printemps arabes. Une lueur d'espoir : la situation s'améliore en Birmanie, où la junte a permis la libération de journalistes et de blogueurs et le déblocage de sites d'information, mais il reste encore à se débarrasser des outils, notamment législatifs et techniques, de contrôle et de surveillance de la Toile.

Le Bahreïn offre l'exemple d'une répression réussie grâce au blackout de l'information rendu possible par un impressionnant arsenal de mesures répressives : mise à l'écart des médias étrangers ; harcèlement des défenseurs des droits de l'homme ; arrestations de blogueurs et net-citoyens (dont l'un est mort en détention) ; poursuites judiciaires et campagne de diffamation contre des militants de la liberté d'expression ; perturbations des communications, notamment pendant les grandes manifestations.

Au Bélarus, à mesure que le pays s'enferme dans l'isolement politique et le marasme économique, le régime du président Loukachenko tente de placer le Web sous coupe réglée. Internet, espace de mobilisation et d'information, a subi de plein fouet la violente réaction des autorités à la "révolution par les médias sociaux". La liste noire des sites bloqués s'est allongée, Internet a été partiellement bloqué au cours des "protestations silencieuses". Des internautes et blogueurs ont été arrêtés, d'autres invités par la police à des "conversations préventives" afin de les inciter à renoncer à manifester ou à couvrir les manifestations. Le gouvernement a, d'autre part, utilisé Twitter pour envoyer des messages d'intimidation aux manifestants ou relayé les visiteurs du réseau social Vkontakte vers des sites contenant des logiciels malveillants. Enfin, la [loi n°317-3¹](#), entrée en vigueur le 6 janvier 2012 au Bélarus, a entériné la surveillance du Net² et renforcé le dispositif de contrôle du Web au Bélarus, en y ajoutant un arsenal répressif.

DU MOUVEMENT DANS LA LISTE DES PAYS SOUS SURVEILLANCE

Figurent toujours dans la liste des pays "sous surveillance" l'Australie, dont les autorités n'ont pas l'intention de renoncer à un dangereux système de filtrage du Net ; la Corée du Sud, qui renforce la censure de la propagande de son voisin du Nord et conserve un arsenal législatif répressif ; les Émirats arabes unis, où la surveillance s'amplifie en réaction aux soulèvements populaires dans le monde, par esprit de prévention ; l'Égypte, où les autorités n'ont tiré aucune leçon de révolution et ont renoué avec des pratiques passées en s'en prenant directement aux blogueurs les plus critiques ; l'Érythrée, régime policier qui maintient ses citoyens à l'écart du Web et s'inquiète de la nouvelle mobilisation de sa diaspora sur le Web et dans les rues du monde entier ; la France, qui poursuit sa politique de lutte contre le téléchargement illégal via la "risposte graduée", et où le recours à un filtrage administratif du Web se banalise ; la Malaisie, où les blogueurs, plus crédibles que les médias traditionnels, sont maintenus sous pression à l'approche des élections générales ; la Russie, qui a eu recours à des cyberattaques et des arrestations de blogueurs et net-citoyens pour empêcher un véritable débat politique de se dérouler en ligne, en période électorale ; le Sri Lanka, où les journalistes et médias en ligne continuent d'être victimes de violences et de blocages ; la Thaïlande, où le nouveau gouvernement condamne des blogueurs

1 <http://pravo.by/main.aspx?guid=71393>

2 <http://fr.rsf.org/belarus-internet-belarusse-les-autorites-05-01-2012,41625.html>

à de la prison et renforce le filtrage au nom du crime de lèse-majesté ; la Tunisie, où, loin d'être acquise, la liberté d'expression demeure fragile et toute velléité de filtrer Internet n'a pas disparu ; la Turquie, où plusieurs milliers de sites restent inaccessibles, les autorités ont déployé des initiatives inquiétantes autour du filtrage, et les poursuites judiciaires contre des net-citoyens et journalistes en ligne continuent.

LE VENEZUELA ET LA LIBYE QUITTENT LA LISTE DES PAYS SOUS SURVEILLANCE

En Libye, les défis restent nombreux mais la disparition du colonel Kadhafi et la chute de son régime ont mis fin à une ère de censure. Avant sa chute, l'ex-prédateur de la liberté de la presse avait tenté de mettre en place un blackout de l'information, en coupant l'accès au Net.

Au Venezuela, l'accès au Web reste libre. L'autocensure est certes difficile à évaluer, mais l'adoption, en 2011, de législations potentiellement liberticides pour le Net n'a pour le moment pas été suivie d'effet particulièrement néfaste. Reporters sans frontières reste cependant vigilante, alors que les relations entre le pouvoir et les médias critiques sont tendues.

L'INDE ET LE KAZAKHSTAN

Depuis les attentats de Bombay en 2008, les autorités indiennes ont renforcé leur surveillance du Web et la pression sur les intermédiaires techniques, tout en rejetant publiquement les accusations de censure. La politique de sécurité nationale de la plus grande démocratie du monde fragilise la liberté d'expression en ligne et la protection des données personnelles des internautes.

Le Kazakhstan, qui se veut un modèle régional après avoir assumé la présidence tournante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2010, semble mettre de côté ses belles promesses pour s'engager résolument sur le chemin de la cybercensure. En 2011, un mouvement social inédit prolongé par une violente émeute, une vague d'attentats et les ennuis de santé du chef de l'État, ont contribué à crispier les autorités encore davantage et à renforcer le contrôle de l'information, notamment en ligne : blocage de sites d'information, coupure des communications dans la région autour de Janaozen au moment de troubles, nouvelles régulations liberticides pour le Net.

LA THAÏLANDE ET LA BIRMANIE AUX PORTES DES ENNEMIS D'INTERNET

La Thaïlande, si elle continue cette pente de la surenchère du filtrage et de condamnations de net-citoyens au nom du crime de lèse-majesté, pourrait rejoindre le clan des pays les plus liberticides envers le Web.

À l'inverse, la Birmanie pourrait prochainement quitter la liste des Ennemis d'Internet si elle prend les mesures nécessaires. Le pays est engagé dans une période d'ouverture encourageante, qui s'est caractérisée par la libération de journalistes et de blogueurs et la levée du blocage de sites d'informations. Il doit désormais concrétiser les réformes, abandonner complètement la censure, libérer les journalistes et blogueurs toujours détenus, démanteler l'appareil de surveillance développé autour de la plate-forme nationale, et abroger l'Electronic Act.

AUTRES SUJETS D'INQUIÉTODES

D'autres pays ont emprisonné des net-citoyens ou assuré une forme de censure du Net. Même s'ils ne figurent pas sur ces listes, Reporters sans frontières reste vigilante quant à la situation de la liberté d'information en ligne, notamment dans des pays comme l'Azerbaïdjan, le Maroc, le Tadjikistan.

À l'heure où nous bouclons ce rapport, le Pakistan a lancé, le 2 mars 2012, un appel d'offres¹ destiné au déploiement d'un système national de filtrage et blocage du Net² particulièrement inquiétant. Reporters sans frontières a demandé aux autorités d'abandonner un projet aussi liberticide, qui créerait une Grande muraille électronique. Dans le cas contraire, le Pakistan pourrait faire son entrée dans le rapport 2013 des Ennemis d'Internet.

1 <http://ictrdf.org.pk/RFP-%20URL%20Filtering%20%26%20Blocking.pdf>

2 <http://fr.rs.org/pakistan-le-gouvernement-cherche-a-mettre-02-03-2012,41975.html>

ARABIE

SAOUDITE

PAYS ENNEMI D'INTERNET

En 2011, le régime a tout fait pour dissuader la population d'être informée des soulèvements populaires dans les autres pays arabes. Inflexible face au bouillonnement du Web, il s'est appliqué à verrouiller encore davantage Internet afin de limiter la circulation de l'information et d'étouffer toute revendication politique et sociale.

CENSURE IMPLACABLE

Ne tolérant aucune critique, le gouvernement applique depuis plusieurs années une censure implacable, sous la forme d'un système de filtrage étendu, assorti de régulations liberticides¹, et d'une surveillance en ligne généralisée (lire le chapitre Arabie Saoudite² du rapport 2011 des Ennemis d'Internet).

Les autorités ont eu recours au blocage de sites, créés dans le sillage des manifestations en Tunisie et en Égypte, qui relaient les revendications des manifestants, comme Dawlaty.info³ et <http://www.saudireform.com>⁴. Une pétition⁵ a circulé en ligne pour réclamer directement au roi des réformes politiques, reprise sur Twitter grâce au hashtag #saudimataleb. Malgré la censure, elle a été signée par plusieurs centaines de personnes⁶, des militants, des écrivains mais aussi des universitaires.

Les forums et les réseaux sociaux ont fait l'objet d'une surveillance renforcée de la part des autorités, anticipant des manifestations⁷ organisées dans plusieurs villes du royaume, le 11 mars 2011, renommé "Jour de la Colère". La page Facebook "Revolutionary nostalgia", écho des appels aux réformes, a rejoint la longue liste des URL rendues inaccessibles dans le pays. Le site de l'ONG Amnesty International a été bloqué suite à la publication d'un projet de loi antiterroriste destiné à réprimer plus durement les critiques⁸ de la famille royale.

1 <http://fr.rsf.org/arabie-saoudite-nouvelles-regulations-liberticides-08-01-2011,39244.html>

2 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-arabie-saoudite,39703.html>

3 <http://www.37dc.net/vb/37dc-t82713.html>

4 <http://www.saudireform.com/>

5 <http://ar-ar.facebook.com/dawlaty>

6 <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/03/07/60232/>

7 https://www.youtube.com/watch?v=eqydZqvqLdE&feature=player_embedded

8 <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/07/27/74989/>

TENTATIVE DE BLACK-OUT SUR LES TROUBLES DANS L'EST DU PAYS

Les autorités ont tenté d'imposer un véritable black-out sur les manifestations dans le gouvernorat d'Al-Qatif, à l'est du pays, à majorité chiite. Elles ont agité le spectre de troubles confessionnels pour justifier la répression. Plusieurs manifestants ont été tués par balle. Les journalistes étrangers, pourtant munis de visa, ont été interpellés alors qu'ils tentaient de couvrir les manifestations dans la ville de Houfouf, toujours à l'est. Ce sont les net-citoyens qui ont diffusé des informations sur ces événements en ligne⁹, parfois à leurs risques et périls. Connus pour leurs activités sur la Toile, les blogueurs **Mustafa Al-Mubarak** et **Hussein Al-Hashim** ont été arrêtés en avril 2011 et leurs ordinateurs confisqués. Ils ont été libérés par la suite. En revanche, l'écrivain **Nazir Al-Majid** qui avait publié, en avril, un article intitulé "Je proteste, donc je suis un être humain" sur le site d'informations Rashid.com, est toujours emprisonné. Tout comme **Fadil Al-Manasef** et **Hussein Al-Youssef**, ainsi que l'écrivain et réformateur **Sheikh Mekhlef bin Dahham Al-Shammari**¹⁰. Détenu depuis juin 2010, il pourrait être poursuivi pour "terrorisme"¹¹. Son état de santé s'est considérablement dégradé.

EVITER TOUT RISQUE DE "DÉSTABILISATION SOCIALE"

Des mesures d'exception ont été prises pour éviter tout risque de "déstabilisation sociale" dans un contexte régional agité et ce, parallèlement aux promesses faites par le roi, en mars 2011, d'accorder des milliards de dollars de subvention pour améliorer les conditions de travail et de logement des Saoudiens, ainsi que leur couverture santé. Trois journalistes d'une télévision en ligne ont été arrêtés en octobre 2011¹² et détenus pendant plusieurs jours à la suite de la diffusion, dans l'émission "Malub Aleyna", d'un sujet sur les conditions de vie des plus démunis dans la capitale saoudienne. La vidéo¹³ a été vue plus de 500 000 fois en ligne. Le site Internet de Radio Nederland a été bloqué¹⁴ suite à la publication d'un article traitant de la maltraitance des immigrés en Arabie Saoudite.

9 <http://globalvoicesonline.org/2011/12/05/saudi-arabia-netizens-turn-to-online-activism-to-draw-attention-to-qatif-protests/>

10 <http://fr.rsf.org/arabie-saoudite-un-defenseur-des-droits-de-l-homme-22-07-2010,37999.html>

11 <http://abna.ir/data.asp?lang=3&id=239450>

12 <http://fr.rsf.org/arabie-saoudite-trois-journalistes-d-une-31-10-2011,41250.html>

13 http://www.youtube.com/watch?v=SISBqgW5xx0&feature=player_embedded

14 <http://www.rnw.nl/afrique/article/censure-les-saoudiens-priv%C3%A9s-de-radio-nederland>

Preuve de l'implacable intolérance des autorités à l'égard de la liberté d'expression : le journaliste **Hamza Kashgari** est emprisonné et poursuivi pour avoir partagé une opinion personnelle en ligne¹. Il risque la peine de mort pour des tweets jugés blasphématoires par les autorités.

Ces derniers mois, la bataille pour les droits des femmes s'est jouée en grande partie en ligne, seul espace d'information et de mobilisation sur ces problématiques. De la campagne Women2Drive pour le droit des femmes à conduire, lancée sur Facebook², Twitter³ et YouTube⁴ (l'une des organisatrices a été arrêtée pour s'être filmée en train de conduire⁵), à la campagne Baladi⁶ pour le droit de vote des femmes. Cette dernière s'est soldée par une victoire : l'obtention du droit de vote des femmes aux élections de 2015, d'autant plus cruciale qu'elle intervient dans un contexte marqué par un recul général des libertés.

1 <http://fr.rsf.org/arabie-saoudite-un-journaliste-poursuivi-pour-des-23-02-2012,41917.html>

2 <https://www.facebook.com/events/194855947226879/>

3 <https://twitter.com/#!/search?q=%23Women2Drive>

4 <http://www.youtube.com/user/SaudiWomen2Drive?ob=0>

5 http://www.youtube.com/watch?v=sowNSH_W2r0&feature=player_embedded

6 https://www.facebook.com/home.php?sk=group_126901933994463

BAHREÏN

PAYS ENNEMI D'INTERNET

Le Bahreïn offre l'exemple d'une répression réussie grâce au blackout de l'information rendu possible par un impressionnant arsenal de mesures répressives : mise à l'écart des médias étrangers ; harcèlement des défenseurs des droits de l'homme ; arrestations de blogueurs et net-citoyens (dont l'un est mort en détention) ; poursuites judiciaires et campagne de diffamation contre des militants de la liberté d'expression.

PLUS DE FILTRAGE EN RÉPONSE AUX TROUBLES POLITIQUES

Un filtrage ciblé est de fait exercé dans le pays depuis plusieurs années, visant les contenus politiques et religieux (lire le [chapitre Bahreïn](#)¹ du rapport 2011 sur Les Ennemis d'Internet). Depuis le 14 février 2011, date du début des manifestations pro-démocratiques, la censure s'est élargie à tous les sujets liés aux contestations populaires qui agitent le monde arabe.

Selon la société Arbor Networks, [à la mi-février 2011, le trafic vers et depuis le Bahreïn aurait diminué de 20%](#)², en comparaison des trois semaines précédentes, ce qui est révélateur [d'une augmentation du filtrage](#)³ en réponse aux événements dans le pays. L'Internet haut débit a été ralenti en vue d'entraver le téléchargement de vidéos et la diffusion en direct d'images des manifestations et de la répression. Dans le collimateur des autorités, des comptes de plateformes de streaming comme Bambuser et les réseaux sociaux. Des pages YouTube ou Facebook contenant des vidéos sur les événements ont été bloquées. Quelques mois plus tard, c'était au tour de PalTalk, un service de discussion en ligne par chat, audio et vidéo, dont le chatroom communautaire, "[Bahrain Nation](#)"⁴, était utilisé par les opposants pour communiquer. [Le site \[twitcam.livestream.com\]\(#\)](#)⁵, qui permet aux internautes de diffuser en temps réel de l'information sur Twitter, a lui aussi été rendu inaccessible.

[À la veille du premier anniversaire du soulèvement au Bahreïn, en février 2012, les autorités ont lancé une nouvelle vague de blocages de sites d'information indépendants](#)⁶, et notamment

1 <http://fr.rsf.org/surveillance-bahrein,39708.html>

2 http://www.computerworld.com/s/article/9210099/Bahrain_clamps_down_on_Web_traffic_as_violence_escalates

3 <http://www.bahrainrights.org/en/node/4101>

4 <http://bahrainmirror.com/>

5 <http://fr.rsf.org/bahrein-la-couverture-des-revolutions-01-09-2011,40885.html>

6 <http://fr.rsf.org/bahrein-a-la-veille-du-premier-10-02-2012,41836.html>

7 <http://live973.info/live.php?ch=1>

8 <http://www.livestation.com/>

9 <http://witnessbahrain.org/>

des sites de streaming, couplée à un nouveau ralentissement de la bande passante. [Le site \[Live973.info\]\(#\)](#)⁷, qui diffusait en direct des images d'une manifestation de groupes de l'opposition, a été bloqué, ainsi que la page "Wefaq live" du site de streaming audio Mixlr.com. [L'application iphone/ipad app du site \[Live Station\]\(#\)](#)⁸, lui-même bloqué, a été rendue inaccessible depuis le Bahreïn. Elle permet de diffuser des chaînes de télévision, telles que Lualua TV, brouillée depuis son lancement le 17 juillet 2011. Le 11 février dernier, le site [Witnessbahrain.org](#)⁹, qui dénonce les exactions, a été bloqué et ses militants arrêtés. Les quelques déblocages, début 2012, [des sites de sociétés politiques enregistrées](#)¹⁰, [Aldemokrati.org](#)¹¹, [Alwefaq.org](#)¹² et [Amal-islami.net](#)¹³, ne sont que de la poudre aux yeux.

La surveillance s'est également renforcée et généralisée aux militants des droits de l'homme et à leurs proches. L'entreprise Nokia Siemens Network (NSN) a été accusée d'avoir [fourni des données privées d'internautes aux autorités](#)¹⁴.

VAGUES D'ARRESTATIONS, DÉCÈS EN DÉTENTION ET PARODIE DE JUSTICE

Aux mesures techniques se sont greffées les [arrestations de net-citoyens et de cyberdissidents](#)¹⁵, qui se sont multipliées depuis février 2011. Le ministre de l'Intérieur a, en septembre 2011, prévenu que quiconque postant des messages en ligne appelant à manifester ou à commettre des actes de dissidence pourrait finir en prison. Il a tenu parole. Parmi les net-citoyens arrêtés puis relâchés ces derniers mois : les blogueurs **Abbas Al-Murshid**, **Mohamed Al-Maskati**¹⁶ et **Ali Omid**, ainsi que les administrateurs et modérateurs de forums **Fadel Al-Marzouk**, **Hossein Abdalsjad Abdul Hossein Al-Abbas**, **Jaffar Abdalsjad Abdul Hossein Al-Abbas**, **Hamza Ahmed Youssef Al-Dairi**, **Ahmed Youssef Al-Dairi**, **Fadhel Abdulla Ali Al-Marzooq**, **Hani Muslim Mohamed Al-Taif**, et **Ali Hassan Salman Al-Satrawi**. Également sur la liste des net-citoyens arrêtés, Hussein Ali Makki, administrateur des pages Facebook et Twitter de *Rasad News*, une importante source d'informations sur les violations des droits de l'homme au Bahreïn, arrêté le 9 juin 2011. Ainsi que la blogueuse et activiste **Zainab Al-Khawaja**¹⁷ ([@angryarabiya](#)¹⁸). Le [blogueur](#)¹⁹ et militant des droits de l'homme, **Sayid Yousif Al-Muhafdah**, est également porté disparu depuis le 19 mars.

10 <http://www.bahrainrights.org/en/node/3416>

11 <http://www.aldemokrati.org/>

12 <http://alwefaq.org/>

13 <http://amal-islami.net/>

14 <http://www.bloomberg.com/news/2011-08-22/torture-in-bahrain-becomes-routine-with-help-from-nokia-siemens-networking.html>

15 <http://fr.rsf.org/bahrein-une-inquietante-vague-de-30-06-2011,40555.html>

16 <https://twitter.com/#!/MohdMaskati>

17 <http://www.youtube.com/watch?v=XOQgww7TGjk&sns=fb>

18 <https://twitter.com/#!/angryarabiya>

19 <http://saidyousif.blogspot.com/>

Le 22 juin 2011, 21 militants des droits de l'homme et membres de l'opposition ont été condamnés, par un tribunal militaire, à de lourdes peines de prison¹, confirmées le 27 septembre par la justice, à l'issue d'un procès collectif censé faire exemple et marquer les esprits. Parmi eux, le blogueur **Abduljalil Al-Singace**, directeur du bureau des droits de l'homme du mouvement Al-Haq, a été condamné à la prison à perpétuité. **Ali Abdulemam**, blogueur réputé, considéré comme l'un des pionniers d'Internet dans le pays, a été condamné par contumace à quinze ans de prison ferme.

Une série de pressions et d'agressions contre des journalistes, blogueurs et activistes a contribué à renforcer l'autocensure. Fait anecdotique mais révélateur du climat actuel : plusieurs dizaines d'étudiants ont été expulsés d'une grande école pour un "like" sur Facebook². Plus grave, une campagne d'intimidation³ a été menée contre des blogueurs et militants des droits de l'homme bahreïnais. Leurs photos ont circulé sur Internet avec la mention "traîtres à la patrie". Nabeel Rajab, le directeur du Bahrain Center for Human Rights⁴, est en première ligne. Poursuivi, agressé à plusieurs reprises, subissant d'intenses pressions, il continue de dénoncer, auprès des médias internationaux, la répression qui sévit dans le pays.

L'un des cyberdissidents y a laissé la vie. Le 9 avril 2011, le net-citoyen Zakariya Rashid Hassan est décédé en détention⁵, sept jours après son arrestation pour "incitation à la haine", "publication de fausses nouvelles", "promotion du sectarisme", et "appel au renversement du régime sur des forums en ligne". Les autorités avaient d'abord nié leurs responsabilités, évoquant une drépanocytose. Depuis, un procès s'est ouvert, début janvier 2012⁶. Deux officiers accusés de l'avoir battu à mort risquent jusqu'à sept ans de prison.

CYNISME DES AUTORITÉS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La gestion de cette crise montre le profond cynisme des autorités, qui appellent au dialogue national, prétendent accepter les conclusions critiques d'une commission d'enquête indépendante fin novembre 2011, mais continuent à réprimer les manifestations quasi quotidiennes qui agitent le Royaume. Reporters sans frontières a exhorté la communauté internationale à réagir, en envoyant notamment un rapporteur spécial des Nations unies au Bahreïn.

Les sommes dépensées par le royaume pour soigner son image et la complaisance des États-Unis à l'égard ce pays dans lequel est basée leur principale base militaire au Moyen-Orient ont contribué à ce que les événements soient passés sous silence. Le Grand Prix de Formule 1 du Bahreïn⁷, qui doit se tenir en avril 2012, devrait être le point d'orgue de la campagne de communication offensive lancée par les autorités. Une occasion en or pour le régime de redorer son blason et de faire croire à un illusoire retour à la normale.

1 <http://fr.rsf.org/bahrein-un-blogueur-condamne-a-la-prison-a-22-06-2011,40506.html>

2 <http://www.indexoncensorship.org/2011/10/bahrain-where-a-facebook-like-gets-you-expelled/>

3 <http://fr.rsf.org/bahrein-volonte-des-autorites-bahreiniennes-04-04-2011,39943.html>

4 <http://bahrainrights.hopto.org/en/node/3825>

5 <http://fr.rsf.org/bahrein-les-autorites-des-pays-en-proie-a-11-04-2011,40004.html>

6 <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-16511685>

7 <http://www.bahraingp.com/Pages/default.aspx>

BÉLARUS

PAYS ENNEMI D'INTERNET

À mesure que le pays s'enferme dans l'isolement politique et le marasme économique, le régime du président Loukachenko montre son vrai visage. Internet, espace de mobilisation et d'information, a subi de plein fouet la violente réaction des autorités à la "révolution à travers les réseaux sociaux".

Internet a joué un rôle crucial dans un contexte de renforcement de la censure et de chasse aux journalistes¹. Les reporters étrangers, en particulier russes, sont devenus personæ non gratæ. Une centaine de journalistes bélarusses ont été interpellés pour la seule année 2011 et plus de trente ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, à l'image d'**Irina Khalip**, correspondante du journal russe indépendant *Novaya Gazeta*, et de **Natalia Radzina** du site Charter97.org, forcée à s'exiler en Lituanie. Les pressions sur les net-citoyens et les cyberattaques contre les médias en ligne se sont multipliées. La surveillance constante est devenue la norme.

Le filtrage du Net, prévu par le décret n°60 (voir le chapitre Bélarus² du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet), s'est accentué. La liste noire des sites bloqués n'a cessé de s'allonger depuis les troubles de décembre 2010. Elle inclut désormais notamment le site d'information Charter97.org³, le site d'opposition belaruspartisan.org⁴, celui de l'ONG de défense des droits de l'homme Viasna⁵, ou bien le blog de l'humoriste Yauhen Lipkovich⁶ sur LiveJournal.

RENFORCER LE BLACK-OUT EN PÉRIODE D'INSTABILITÉ

En décembre 2010, les manifestations contre la réélection de Loukachenko avaient poussé le régime à durcir la répression. Une nouvelle série d'événements déstabilisateurs l'ont conduit à vouloir imposer un véritable black-out de la couverture des attentats du métro de Minsk⁷ en avril 2011. Les journalistes jugés trop mobilisés par cette affaire, qualifiés de "scélérats" et "criminels", ont été accusés de "diffusion de fausses informations" et de "diffamation". Les sites Charter97.org et belaruspartisan.org,

connus pour être critiques envers la politique gouvernementale, ont été victimes de cyberattaques. Le 12 avril 2011, le procureur général Grigori Vassilievitch avait donné le ton en déclarant ouvertement vouloir "mettre de l'ordre" sur la toile.

En juin et en juillet 2011, des manifestations pacifiques contre le régime ont été violemment réprimées⁸ : des centaines de personnes ont été arrêtées, dont des dizaines de journalistes, et Internet a été partiellement bloqué au cours des "protestations silencieuses", sans slogans ni banderoles, qui se sont déroulés dans tout le pays. Les participants dénonçaient, outre le régime lui-même, la dégradation des conditions de vie et la dévaluation de leur monnaie. La "révolution à travers les réseaux sociaux", largement relayée sur Twitter via le hashtag #2206v1900, et sur l'équivalent russophone de Facebook, Vkontakte, a fait tache d'huile.

"CONVERSATIONS PRÉVENTIVES" ET MENACES DE REPRÉSAILLES SUR TWITTER

Face à l'ampleur de la mobilisation, les autorités sont passées à l'offensive sur Internet. Le groupe "Révolution à travers les réseaux sociaux", qui comptait 216 000 membres, a été fermé par Vkontakte à la veille des manifestations le 3 juillet 2011, avant de rouvrir le lendemain à une nouvelle adresse⁹, perdant de nombreux participants dans cette manœuvre. Le site Vkontakte a été rendu inaccessible durant plusieurs heures, le 13 juillet 2011, par certains fournisseurs d'accès à Internet, comme ByFly. Le 3 juillet, le site¹⁰ du service bélarusse de *Radio Free Europe/ Radio Liberty* a été l'objet d'une attaque par déni de service (DDoS), qui l'a rendu hors d'usage pendant plusieurs heures.

Sur le modèle des invitations à la chinoise à "prendre le thé", certains internautes ont été invités par la police à des "conversations préventives" afin de les inciter à renoncer à manifester. Malgré les pressions, de nombreux blogs et médias en ligne, comme euroradio.by¹¹, Babruiski Rehiyanalny Portal (à Babruisk), Silnye Novosti¹² (à Homyel), Ximik.info¹³ (à Novopolodok) ont couvert les manifestations. Youtube a été largement utilisé pour diffuser les vidéos des événements.

1 <http://fr.rsf.org/belarus-renforcement-de-la-pression-sur-25-03-2011,39887.html>

2 <http://fr.rsf.org/surveillance-belarus,39710.html>

3 <http://charter97.org/>

4 <http://belaruspartisan.org/bp-forte/>

5 <http://spring96.org/>

6 <http://lipkovichea.livejournal.com/>

7 <http://fr.rsf.org/belarus-les-journalistes-belarusses-dans-21-04-2011,40079.html>

8 <http://fr.rsf.org/belarus-recit-des-violations-de-la-liberte-08-07-2011,40576.html>

9 <http://vk.com/futuremovement>

10 <http://www.svaboda.org/>

11 <http://euroradio.by/report/aktsyya-pratestu-w-minsku-fotarepartazh>

12 odsgomel.org

13 <http://ximik.info/>

Censurant d'une part les contestations sur Internet, le gouvernement a, d'autre part, utilisé le web pour intimider les manifestants : ainsi, le ministère de l'Intérieur, qui a créé son compte Twitter (@mvd_by¹) en avril 2011, suivi du Département de la police de Minsk (@GUVD_Minsk²), n'a pas hésité à tweeter des messages d'avertissement lors des manifestations : "À tous ceux qui se rendent au square (...) : vous aurez à en répondre". Le fournisseur d'accès bélarusse BelTelecom a, quant à lui, redirigé les internautes cherchant à se connecter à Vkontakte vers des sites contenant des logiciels malveillants. Entre début mai et début juin 2011, au moins sept sites ont été fermés sur demande de la police, qui s'est vu attribuer de nouvelles prérogatives par la loi du 1er mars 2011.

POURSUIVRE LA LÉGALISATION DU CONTRÔLE ET DE LA SURVEILLANCE

Les autorités ont poursuivi l'offensive sur le terrain légal. Suite au décret n°60 de février 2010, la loi n°317-3³, entrée en vigueur le 6 janvier 2012 au Bélarus, a entériné la surveillance du Net⁴ et renforcé le dispositif de contrôle du Web au Bélarus, en y ajoutant un arsenal répressif. L'enrôlement forcé des fournisseurs d'accès Internet (FAI) et des cybercafés, chargés de récolter les données personnelles des internautes, la surveillance des citoyens, ainsi que la possibilité pour les autorités d'ordonner le blocage de tout site jugé "extrémiste" (une définition vague qui conduit aisément à un surblocage et à la fermeture de sites d'opposition) figuraient parmi les principales caractéristiques du décret n°60 de février 2010⁵. La nouvelle loi envisage des sanctions pour ceux qui violeraient ces dispositions. La loi impose aux sites de sociétés bélarusses d'être hébergés ou dûment enregistrés dans le pays. Si les entités non commerciales ne semblent pas directement concernées pour le moment, les autorités restent libres d'établir une liste de sites interdits, contrôlée par des organismes d'État.

L'Union européenne a renforcé, en janvier 2012, ses sanctions contre des individus et des entités bélarusses, touchés par des restrictions de voyage et un gel de leurs avoirs. Le régime ne trouvera pas le salut en sombrant dans une hystérie répressive qui ne fait qu'exacerber les tensions. Il est urgent qu'il entende les appels à la raison de la communauté internationale et mette un terme à la répression aveugle ainsi qu'à la guerre de l'information.

1 http://twitter.com#!/mvd_by

2 http://twitter.com#!/GUVD_Minsk

3 <http://pravo.by/main.aspx?guid=71393>

4 <http://fr.rsf.org/belarus-internet-belarusse-les-autorites-05-01-2012,41625.html>

5 <http://fr.rsf.org/belarus-les-autorites-multiplient-les-06-07-2010,37868.html>

BIRMANIE

PAYS ENNEMI D'INTERNET

L'assouplissement du régime se traduit par une amélioration de la situation de l'information sur Internet, même si la surveillance reste étroite. La communauté internationale et les défenseurs birmanes des droits de l'homme doivent rester vigilants et continuer de faire progresser les libertés. L'une des priorités est de revoir le cadre législatif, liberticide. Le chemin à parcourir est encore long mais les réformes engagées semblent difficilement réversibles.

LES DÉBUTS DE L'ÈRE THEIN SEIN INQUIÉTANTS POUR LA LIBERTÉ SUR INTERNET

En mars 2011, le président Thein Sein avait déclaré, dans son discours inaugural, que le rôle des médias devait être respecté. Pourtant, les restrictions concernant les cybercafés¹, déjà sévères (Lire le chapitre Birmanie² du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet) ont été renforcées en mai 2011. L'utilisation de disques durs externes, clés USB et CD avait alors été interdite, tout comme l'utilisation des services de téléphonie sur Internet (VoIP) pour appeler l'étranger, une mesure interprétée comme destinée à isoler davantage les dissidents.

LIBÉRATIONS DE JOURNALISTES ET BLOGUEURS ET DÉBLOCAGES DE SITES

Une série d'amnisties a permis, ces derniers mois, la libération de milliers de prisonniers, dont des centaines de prisonniers d'opinion. Parmi eux des journalistes et des blogueurs. Tous les journalistes de la *Democratic Voice of Burma*³ (DVB), y compris **Hla Hla Win**, **Ngwe Soe Lin**, **Win Maw**, **Sithu Zeya** et son père **U Zeya**, mais aussi deux journalistes indépendants, **Thant Zin Aung**, **Zaw Thet Htwe** et le blogueur **Nay Phone Latt**, ont été libérés, les derniers en janvier 2012⁴. Le blogueur et comédien Zarganar⁵ avait été relâché en octobre 2011.

Plusieurs sites Internet d'information, dont Youtube, *BBC*, *Reuters*, *The Bangkok Post*, *Straits Times*, *Radio Free Asia*, *Irrawaddy*, *Democratic Voice of Burma*, et la version birmane de Voice of America ont été débloqués⁶ au lendemain de la visite du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, au moment de la Journée internationale de la démocratie.

ENTRE OPTIMISME ET VIGILANCE

En novembre 2011, Reporters sans frontières a interrogé la célèbre dissidente Aung San Suu Kyi, à l'occasion d'une vidéo-conférence organisée par le Council on Foreign Relations aux États-Unis, sur la situation de la liberté de la presse en Birmanie. Selon elle, "il y a eu une amélioration progressive de la situation". Les autorités commencent à "lâcher du lest". "Je pense que cette détente s'applique à tout le monde en général", a-t-elle estimé. Depuis septembre 2011, son nom est autorisé à la publication dans les médias.

Nay Phone Latt, lauréat du Prix du blogueur de Reporters sans frontières avec Zarganar, a estimé, dans une interview⁸ accordée, en janvier 2012, après sa libération, à Reporters sans frontières, que les nouveaux médias et les blogueurs avaient contribué au changement politique en Birmanie tout en prévenant que "Nous ne sommes pas encore libres. (...) La répression est encore là". Dans un entretien avec la chaîne France 24⁹, il avait confié : "Je ne peux m'empêcher de trouver la rapidité de ces changements inquiétante". Et de rappeler : "Utiliser Gmail, lire des blogs, aller sur Facebook ainsi que visiter des sites d'information sont désormais possibles. Mais les textes sur les restrictions et les sites autorisés existent toujours. Il faut les abroger. (...) Nous ne serons pas entièrement en sécurité tant qu'il n'y a pas de loi protégeant la liberté d'expression".

En effet, pour enraciner les réformes et éviter un retour en arrière, c'est tout le cadre législatif qui doit être revu. Un signe positif : les autorités ont promis l'adoption, en 2012, d'une loi sur les médias qui mettra fin à la censure¹⁰. Elles devront ensuite s'atteler à la révision ou à l'abrogation de l'Electronic Act et de la loi sur l'état d'urgence. Des individus se font encore arrêter en vertu de la loi sur les associations illégales ou pour des accusations de trahison.

1 <http://fr.rsf.org/birmanie-renforcement-de-la-surveillance-17-05-2011,40295.html>

2 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-birmanie,39722.html>

3 <http://www.dvb.no/>

4 <http://fr.rsf.org/birmanie-amnistie-pour-des-video-13-01-2012,41673.html>

5 <http://fr.rsf.org/birmanie-interview-du-comedien-et-dissident-17-10-2011,41214.html>

6 <http://fr.rsf.org/birmanie-plusieurs-sites-internet-debloques-20-09-2011,41020.html>

7 <http://fr.rsf.org/birmanie-aung-san-suu-kyi-sur-la-liberte-de-07-12-2011,41520.html>

8 <http://fr.rsf.org/birmanie-interviews-de-deux-journalistes-de-23-01-2012,41705.html>

9 <http://observers.france24.com/fr/content/20120125-quatre-annees-prison-blogueur-liberation-nouvelle-birmanie-nay-phone-latt-Ind-rangoon>

10 http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iF5rZz5hmXNs4_1cpgogu7iJExzg?docId=CNG.1872a9273d52d8377655877efd638db6.491

Si certaines figures majeures de l'opposition, comme Min Ko Naing et Ashin Gambia, ont été relâchées, le blogueur **Kaung Myat Hlaing (Nat Soe)**¹, emprisonné depuis avril 2010, et quatre autres journalistes, restent derrière les barreaux. Tout comme plus de 450 prisonniers politiques selon les estimations de la Ligue nationale pour la démocratie. D'autres, comme le journaliste de la *DVB* **Sithu Zeya**, ont bénéficié d'une libération conditionnelle et peuvent potentiellement retourner en prison à n'importe quel moment, par exemple s'ils envoient une photo à la *DVB*. Certains considèrent que ces amnisties n'ont pas été assez loin, que le gouvernement utilise les prisonniers restants comme des otages dans leurs négociations avec la communauté internationale.

La structure même du nouvel Internet birman, telle que modifiée en 2010, octroie davantage de possibilités de surveillance aux autorités, tout en réservant les bénéfices d'un accès plus rapide et de meilleure qualité aux membres du régime, d'après un rapport exclusif² publié par Reporters sans frontières et la Burma Media Association. Des mouchards indétectables peuvent être placés sur le serveur destiné à la population civile, afin de récupérer différentes données confidentielles. Les autorités doivent faire preuve de transparence et autoriser un audit indépendant de l'infrastructure qui déterminerait les changements à apporter pour rassurer les utilisateurs et nettoyer la plateforme d'outils de surveillance abusifs. Elles doivent aussi s'expliquer sur le futur des fournisseurs d'accès à Internet (FAI) Myanmar Post and Telecommunication (MPT) et de Yatanarpon, l'emprise que l'État conserve sur ces deux structures et les potentialités et condition de privatisation. L'utilisation de technologies de l'entreprise Blue Coat en Birmanie, observée sur FAI Yatanarpon Teleport, soulève des questions quant à la politique de filtrage de la compagnie et ses possibilités de surveillance du Net.

Plusieurs rapports signalent une vitesse très lente de la bande passante. Si bien que le groupe Eleven Media a récemment lancé un système d'envoi d'informations par SMS pour mieux répondre aux besoins de ses lecteurs.

Le régime doit aussi développer l'accès à Internet à la population. Seul 1% de la population a accès à Internet, et le pays ne dispose que d'environ 500 cybercafés, situés principalement dans les grandes villes.

La normalisation des relations - notamment commerciales - avec l'Occident reste un élément clé qui explique l'évolution récente du régime birman, soucieux de sortir du marasme économique et de contre-balancer l'influence hégémonique chinoise.

La Birmanie convoitait depuis longtemps la présidence de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Les réformes engagées la lui garantissent pour l'année 2014. Un assouplissement des sanctions américaines pourraient intervenir prochainement mais le Congrès continue de se montrer très critique envers le régime pour le pousser à davantage de réformes et une véritable transition démocratique. Les yeux du monde seront rivés sur la Birmanie au moment des élections partielles d'avril 2012.

1 <http://fr.rsf.org/birmanie-dix-jours-de-suppliques-pour-le-08-02-2011,39497.html>

2 <http://fr.rsf.org/birmanie-reorganisation-et-modernisation-de-10-11-2010,38785.html>

CHINE

PAYS ENNEMI D'INTERNET

La croissance fulgurante du web participatif, et ses effets sur les débats sociaux et politiques, complique chaque jour davantage la tâche des censeurs. L'intensification du contrôle et de la répression à l'encontre des net-citoyens et de leurs outils en ligne est symptomatique de la nervosité du régime face au Printemps arabe et du rôle de caisse de résonance joué par Internet et les réseaux sociaux.

OBSESSION DU CONTRÔLE DEPUIS LE PRINTEMPS ARABE

Le système de filtrage et de surveillance chinois, l'un des plus aboutis au monde, a été utilisé pour éviter tout risque de contagion des mouvements de contestation, notamment en retirant la majeure partie des références au Printemps arabe et aux mouvements Occupy Wall Street de l'Internet chinois. (Lire le chapitre [Chine](#)¹ du rapport 2011 sur "Les Ennemis d'Internet"). Des blogs et micro-blogs ont été fermés, des [mots clés](#)² comme "jasmin"³ ou "Égypte" ont été interdits. Il est impossible de combiner le mot "occuper" suivi d'une ville chinoise (ex : "Occupy Beijing" (占领北京) pour effectuer une recherche web.

Le plénum du Parti communiste chinois (PCC), en octobre 2011, officiellement consacré aux "réformes culturelles", a été l'occasion pour le gouvernement de [légiférer à nouveau sur le contrôle du web](#)⁴. Une directive visant à préserver la "sécurité" et à élargir "l'influence" de la culture chinoise a été adoptée. Les mesures répressives sont justifiées par la nécessité de préserver un "Internet sain"⁵ pour les générations futures. La loi interdisant la divulgation de "rumeurs"⁶ sert en réalité de prétexte au gouvernement chinois pour faire taire les voix dissidentes et procéder à des arrestations arbitraires.

Le gouvernement a également imposé aux fournisseurs d'accès de réseaux publics Wi-Fi d'installer un logiciel, particulièrement

onéreux, de traçage des internautes. Non contentes de renforcer le contrôle du trafic Internet, les autorités mettent désormais en place une censure économique, en forçant des cybercafés à renoncer à leur offre Wi-Fi, faute de fonds pour implanter les nouvelles mesures.

INVITÉS À "BOIRE LE THÉ"...

Il s'agit d'un euphémisme utilisé pour signifier une convocation au poste de police. À la censure se sont conjuguées des vagues [d'arrestations de blogueurs et net-citoyens](#)⁷. Détentions arbitraires, procès inéquitables, régulations liberticides et lourdes condamnations se sont récemment multipliés et les cyberdissidents ont été particulièrement ciblés. Soixante-huit d'entre eux restent emprisonnés pour leurs activités d'information en ligne, faisant de la Chine la plus grande prison au monde pour les net-citoyens. Parmi eux :

- le prix Nobel de la paix [Liu Xiaobo](#)⁸ (刘晓波), toujours emprisonné.

- les cyberdissidents [Chen Xi](#)⁹ (陈西) et [Chen Wei](#)¹⁰ (陈卫) condamnés respectivement à onze et neuf ans de prison pour "subversion".

- le cyberdissident [Li Tie](#)¹¹ (李铁) condamné à 10 ans de prison pour subversion.

- [Liu Xianbin](#)¹² (刘贤斌) condamné à dix ans de prison, pour "incitation à la subversion de l'État".

- la militante des droits de l'homme et cyberdissidente [Govruud Huuchinhuu](#)¹³, passée à tabac en détention.

- l'avocate [Ni Yulan](#)¹⁴ (倪玉兰) et son époux Dong Jiqin (董继勤), en attente de leur verdict.

- le net-citoyen [Hu Di](#)¹⁵ (胡荻), interné de force.

1 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-chine,39714.html>

2 <http://chinadigitaltimes.net/2004/08/the-words-you-never-see-in-chinese-cyberspace/>

3 <http://breningstall.typepad.com/breningstall-on-typepad/2011/03/what-a-beautiful-jasmine-by-hu-jintao-and-the-confucius-institute.html>

4 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

5 <http://fr.rsf.org/chine-comment-la-chine-persiste-dans-son-31-08-2011,40883.html>

6 <http://chinadigitaltimes.net/2011/10/rumors-are-a-cancer-that-threatens-the-internet-and-society/>

7 <http://fr.rsf.org/chine-pas-de-repit-pour-les-dissidents-04-01-2012,39917.html>

8 <http://fr.rsf.org/chine-liu-xiaobo-prix-nobel-de-la-paix-07-10-2011,41149.html>

9 <http://blog.boxun.com/hero/chenxiwenji/>

10 <http://blog.boxun.com/hero/chenwei/>

11 http://www.loc.gov/lawweb/servlet/lloc_news?disp3_l205402982_text

12 <http://fr.rsf.org/chine-un-dissident-condamne-a-une-lourde-25-03-2011,39883.html>

13 <http://fr.rsf.org/chine-la-cyberdissidente-govruud-03-10-2011,41096.html>

14 <http://niyulan.blogspot.com/>

15 <http://twitter.com/#!/iamhudi>

Ceux libérés, comme **Ai Wei wei**¹ (艾未未), **Wang Lihong**² (王荔葳), **Zheng Yichun**³ (郑贻春), **Ding Mao** (丁矛), **Ran Yunfei** (冉云飞), **Wang Yi**, **Chen Guangcheng**⁴ (陈光诚) et **Hu Jia**⁵ (胡佳) sont souvent victimes de persécution, soumis à une surveillance constante, voire assignés à résidence⁶.

Le blog de l'activiste Wen Yu Chao, basé à Hong-Kong, et qui prend des positions courageuses en faveur de la liberté d'expression⁷ sur le réseau Internet chinois, est régulièrement attaqué. Son compte gmail a été piraté à plusieurs reprises et des photomontages participant à son lynchage médiatique ont été diffusés sur Internet.

La famille de l'avocat et militant des droits de l'homme Gao Zhisheng (高智晟), porté disparu depuis avril 2010, craint le pire⁸. Début janvier 2012, son frère Gao Zhiyi avait été informé par un courrier de la justice de sa détention dans une prison dans l'ouest du Xinjiang. Mais ses proches, qui se sont rendus sur place, n'ont pas été autorisés à le voir.

L'EXPLOSION DES SITES DE MICRO-BLOGGING

D'après des chiffres officiels⁹, la Chine compterait, à la fin 2011, 513 millions d'internautes, soit un taux de pénétration d'Internet de 38,3 %. 356 millions accèderaient à Internet via leur portable, et la moitié, soit plus de 250 millions, tiendrait des micro-blogs. Le blog Techrice¹⁰ publie quant à lui une liste des 15 réseaux sociaux les plus populaires ainsi que leur nombre d'utilisateurs annoncés et probables.

La révolution des micro-blogs, l'agrégation d'opinions et l'accélération de la diffusion de l'information qu'ils induisent ont amené le régime à prendre des mesures. Le Twitter chinois (Weibo) a été accusé par la police d'avoir une "influence néfaste sur la société"¹¹. Les leaders du Net chinois¹², dont Sina Corp (qui détient le site de micro-blogging Sina Weibo), Baidu (moteur de recherche) et Tencent (propriétaire du service de messagerie QQ), se sont engagés, en novembre 2011, à appliquer les directives du gouvernement en matière de surveillance

d'Internet. Les entreprises ont promis de lutter contre la pornographie en ligne, la fraude sur Internet et la diffusion de rumeurs et de fausses informations. Les micro-blogs avaient déjà dû se doter de modérateurs, mais cela ne semble pas avoir suffi.

Étape suivante : les autorités chinoises se sont attaquées à l'anonymat sur les sites de microblogging¹³. À partir du 16 mars, les internautes chinois inscrits sur les sites de microblogging hébergés en Chine devront utiliser leur vrai nom, et non plus un pseudonyme. Sans quoi ils ne pourront que consulter les micro-blogs des autres contributeurs mais toute participation active leur sera impossible. Les modalités d'implémentation de ce système d'identification (实名制¹⁴, shimingzhi) pour toutes les plateformes concernées, demeurent encore incertaines.

DES BLOCUS DE L'INFORMATION MIS EN ÉCHEC PAR LES RÉSEAUX SOCIAUX

L'appareil de censure chinois a tout fait pour étouffer les informations sur la rébellion dans la petite ville de Wukan¹⁵, dans la province de Canton. Les autorités locales ont violemment réprimé des manifestations contre les saisies de terre, et suite au décès de leur leader, les citoyens sont descendus par milliers dans la rue pour dénoncer les expropriations et réclamer justice, tout en utilisant les réseaux sociaux pour faire connaître leur cause. Les autorités ont imposé un véritable blocus de la ville offline et online. Ils ont bloqué le mot-clé "Wukan" sur Internet, surveillé de près les "hot tweets" et appliqué une censure sur les sites de micro-blogging Sina et Tencent Weibo¹⁶ de toutes les images et vidéos montrant des rassemblements de la population¹⁷. Celle-ci a réussi à faire entendre sa colère et à mobiliser l'opinion publique grâce à Internet et Pékin a dû se résoudre à négocier avec elle. Lin Zulian, chef de file des insurgés, a été nommé chef du Parti communiste local, le 16 janvier 2012.

En juillet 2011, le Département de la propagande a tenté d'imposer de graves restrictions à l'information¹⁸ en relation avec la couverture de la catastrophe ferroviaire du 23 juillet 2011, à Wenzhou, qui a coûté la vie à une quarantaine de personnes.

1 <http://fr.rsf.org/chine-ai-weiwei-relache-par-les-22-06-2011,40512.html>

2 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

3 <http://fr.rsf.org/chine-la-peine-de-prison-du-30-12-2005,15122.html>

4 <http://fr.rsf.org/chine-chen-guangcheng-passe-a-tabac-pour-11-02-2011,39532.html>

5 <http://fr.rsf.org/chine-le-militant-des-droits-de-l-homme-27-06-2011,40524.html>

6 fr.rsf.org/chine-les-autorites-chinoises-decidees-a-03-03-2011,39666.html

7 http://shanghaiist.com/2012/02/03/wen_yunchao_on_what_hong_kongers_ne.php

8 <http://www.liberation.fr/depeches/01012389876-chine-la-femme-du-dissident-gao-zhisheng-craint-pour-la-vie-de-son-epoux>

9 <http://www.linformaticien.com/actualites/direct-afp/id/23108/chine-513-millions-d-internautes-les-microblogs-se-developpent-massivement.aspx>

10 <http://techrice.com/2011/03/08/chinas-top-15-social-networks/>

11 http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2011/06/16/le-twitter-chinois-accuse-par-la-police-d-avoir-une-influence-nefaste-sur-la-societe_1536740_3216.html

12 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

13 <http://www.ecrans.fr/La-Chine-met-fin-a-l-anonymat-sur,14040.html>

14 <http://hktv.cc/cd/hanyupinyin/?q=%E5%88%B6>

15 <http://fr.rsf.org/chine-les-autorites-imposent-le-blocus-16-12-2011,41565.html>

16 <http://research.jmsc.hku.hk/social/index.py/singleSinaWeibo?id=3392260378627418>

17 http://www.youtube.com/watch?v=QUK-QFFnOoY&feature=player_embedded

18 <http://fr.rsf.org/chine-la-presse-interdite-de-faire-son-03-08-2011,40735.html>

Il a ordonné "à tous les médias, y compris les journaux, revues et sites Web de privilégier les rapports provenant des autorités sur les conséquences positives de la catastrophe ferroviaire". En réaction, les critiques ont fusé sur le web, des millions de commentaires ont réclamé, sur Weibo, des explications aux autorités sur la sécurité ferroviaire en Chine.

LES MOBILISATIONS EN LIGNE CONTINUENT - QUELQUES EXEMPLES

Dans la ville de Dalian, des dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés grâce à des messages diffusés sur Weibo contre une usine de produits chimiques¹. Celle-ci a fini par être délocalisée.

Wu Lihong² (吴立红), surnommé le gardien du lac Tai, a été arrêté à cause de son activisme, notamment en ligne, contre la pollution. Il reste sous étroite surveillance. Sa connexion Internet a été coupée.

Mais les autorités ont dû prendre des mesures pour améliorer la qualité de l'eau du lac.

Pendant la détention de Ran Yunfei (冉云飞), des utilisateurs de Twitter ont créé un blog pour diffuser les écrits du cyberdissident, traduits en anglais.

Une formidable mobilisation pour Ai Weiwei s'est formée en ligne pour l'aider à payer le montant de 15,22 millions de yuan (soit environ 1,8 millions d'euros) réclamé par les autorités pour fraude fiscale. Il a réussi à rassembler la moitié de la somme grâce à un Internet fundraising³ auquel plus de 20 000 personnes ont contribué. Par ailleurs, de nombreux internautes se sont dénudés en ligne⁴ lorsqu'Ai Weiwei a été accusé de "pornographie" pour une photo.

DISCRIMINATIONS RÉGIONALES : CENSURE GÉOLOCALISÉE

Le régime a choisi la manière forte pour répondre aux troubles en Mongolie intérieure et au Tibet. À la fin janvier 2012, un blackout des communications⁵ a été mis en place pour empêcher la couverture médiatique de la répression de mouvements de protestations au Tibet. Les médias indépendants et étrangers ont été tenus à l'écart, la désinformation a régné afin de cacher aux yeux du monde l'ampleur du soulèvement. Internet est une victime collatérale de la répression : coupures de la connexion⁶, renforcement du blocage et retraits de contenus liés aux troubles. Les plate-formes collaboratives locales⁷ ont particulièrement été visées afin de couper court à toute tentative de mobilisation en ligne. Les sites Internet de médias tibétains exilés sont inaccessibles, ainsi que des forums ou des blogs en langue tibétaine⁸, telles que Sangdhor.com⁹ et Rangdrol.net.

La stratégie des autorités chinoises d'isoler médiatiquement et virtuellement certaines provinces ou régions, pour mieux réprimer en silence, n'est pas nouvelle. Le Tibet a déjà fait l'objet de restrictions de communications particulièrement sévères¹⁰. Le Xinjiang avait été coupé du monde pendant plusieurs mois¹¹ en 2009 suite à des émeutes interethniques.

En mai 2011, Internet avait également essuyé les plâtres de la répression des manifestations en Mongolie Intérieure¹². Les autorités ont à nouveau accentué leur contrôle du Net en Mongolie intérieure suite aux protestations consécutives au décès d'un éleveur mongol¹³ le 20 octobre 2011. De nombreux sites mongols avaient appelé à manifester contre les tentatives du gouvernement d'étouffer l'affaire, et plusieurs ont été bloqués dès le 27 octobre 2011, comme Boljoo, Mongolian BBS et Medege. Le cyberdissident Hada et sa famille sont toujours emprisonnés, leurs proches harcelés¹⁴.

1 <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-pacific-14520438>

2 <http://www.nytimes.com/2007/10/14/world/asia/14china.html?pagewanted=all>

3 <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15694101>

4 <http://www.rue89.com/rue69/2011/11/21/tous-nus-pour-soutenir-lartiste-chinois-ai-weiwei-226749>

5 <http://fr.rsf.org/chine-le-tibet-coupe-du-reste-du-monde-23-02-2012,41927.html>

6 <http://www.guardian.co.uk/world/2012/feb/03/china-internet-links-tibetan-unrest>

7 <http://cmp.hku.hk/2012/02/03/18575/>

8 <http://globalvoicesonline.org/2012/02/01/china-several-tibetan-language-blogsites-shut-down/>

9 <http://sangdhor.com/404.htm>

10 <http://fr.rsf.org/tibet-recherche-du-controle-total-d-10-08-2010,38107.html>

11 <http://fr.rsf.org/chine-le-xinjiang-n-est-toujours-pas-29-01-2010,36237.html>

12 <http://fr.rsf.org/chine-internet-victime-collaterale-de-la-31-05-2011,40378.html>

13 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

14 <http://fr.rsf.org/chine-la-femme-et-le-fils-de-hada-10-05-2011,40252.html>

LA STRATÉGIE OFFICIELLE : PROPAGANDE, CYBERGUERRE ET REFUS D'INGÉRENCE

Les autorités tentent d'occuper le terrain : elles affirment disposer de 40 000 micro-blogs¹ pour publier des informations "autorisées" et recueillir les commentaires des internautes.

Suite aux troubles provoqués en Mongolie par le décès d'un éleveur², des messages de propagande, provenant probablement des "50 cents", ces blogueurs payés par le gouvernement, ont fleuri sur Internet. Un post annonce notamment : "chers étudiants et amis, ce n'était qu'un accident de la route. Certaines personnes mal intentionnées l'interprètent comme un conflit ethnique, ou en lien avec le pétrole ou le gaz. Le gouvernement prend ce cas très au sérieux. (...). Nous espérons que les étudiants ne croiront pas les rumeurs (...)".

L'armée chinoise s'est dotée d'une unité d'élite³ chargée de déjouer des cyberattaques d'après le quotidien Global Times, cité par l'Agence France-Presse. En août 2011, les experts en sécurité de McAfee ont révélé une série de cyberattaques de grande ampleur⁴, en cours depuis 2006. La Chine est encore une fois fortement suspectée. Elle serait notamment derrière les attaques contre Google⁵. Mi-août 2011, suite à l'immolation d'un jeune moine, les autorités chinoises auraient également mené une vague de cyberattaques contre les médias tibétains.

Le régime a lancé une offensive contre les logiciels de contournement de la censure, de plus en plus utilisés en Chine, comme le signale Global Voices⁶. La Grande muraille électronique serait désormais en mesure de contrôler les flux de données des adresses Internet (IP) locales et de restreindre le nombre d'IP autorisées à se connecter au réseau international⁷ au même moment. Les entreprises multinationales auraient fait passer en interne le message à leurs employés de ne pas utiliser de VPN et de ne visiter des sites étrangers que s'ils ont un rapport avec leur travail.

Prenant en compte la dimension économique de la censure du Net, les États-Unis ont demandé, le 19 octobre 2011, des éclaircissements sur les "restrictions à l'Internet en Chine", en violation des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La porte-parole de la diplomatie chinoise, Jiang Yu, a opposé une fin de non-recevoir à la requête américaine, déclarant : "Nous nous opposons à ce que la liberté sur Internet serve d'excuse pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays". Elle a ajouté : "Le gouvernement chinois encourage et soutient activement Internet et protège la liberté d'expression des citoyens".

Le gouvernement n'est pas prêt à relâcher son emprise sur Internet, mais il est de plus en plus dépassé par les possibilités offertes par le web participatif. Le bras de fer entre régime et cyberdissidents continue de plus belle. La période de transition en cours, qui aboutira très probablement à l'automne 2012 au remplacement de Hu Jintao par son successeur Xi Jinping⁸, n'est pas propice à une période d'assouplissement, et encore moins à un printemps chinois.

1 http://www.china.org.cn/china/2011-10/15/content_23634487.htm

2 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

3 <http://fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-09-11-2011,41302.html>

4 <http://fr.rsf.org/chine-comment-la-chine-persiste-dans-son-31-08-2011,40883.html>

5 <http://fr.rsf.org/chine-nouveau-tour-de-vis-des-censeurs-21-03-2011,39832.html>

6 <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/05/13/68061/>

7 <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/05/13/68061/>

8 <http://fr.rsf.org/chine-reporters-sans-frontieres-relaie-15-02-2012,41890.html>

CORÉE

DU NORD



PAYS ENNEMI D'INTERNET

Le contrôle absolu des médias dans le pays le plus fermé au monde s'est illustré lors du décès de Kim Jong-il et la soigneuse mise en scène de sa succession. Parallèlement, les marchés officiels et officieux des télécommunications prolifèrent. La politique du nouveau dirigeant, Kim Jong-un, en ce qui concerne les libertés fondamentales, semble s'inscrire dans la continuité de celle de son père, et inquiète à juste titre la communauté internationale.

L'annonce de la mort de Kim Jong-il a montré l'emprise totale du pouvoir sur les médias et l'information dans le pays. Elle a finalement été révélée par la télévision d'État nord-coréenne après avoir été tenue secrète pendant deux jours.

LA CORÉE DU NORD EN LIGNE, LA THÉORIE DU JUCHE NUMÉRIQUE

La Corée du Nord a récemment fait son entrée officielle sur le World Wide Web pour y mener une guerre de propagande contre la Corée du Sud et les États-Unis. Le régime s'est doté d'une armée de hackers, chargée de destruction de sites et d'espionnage. Ceux-ci sont notamment formés au Mirim College¹, véritable centre de formation de hackers, ultra sécurisé et secret. Parallèlement, les autorités maintiennent soigneusement la grande majorité de la population à l'écart du Web, voire de l'intranet national, pourtant très limité et ultracensuré. (Lire le chapitre Corée du Nord² du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet).

Le développement des nouvelles technologies figurait parmi les objectifs du dernier "Editorial de la Nouvelle Année", qui établissait les priorités des mois à venir, en accord avec la théorie du juche³, de l'auto-suffisance du pays. Martyn Williams, sur le blog NorthKoreaTech.org⁴, a signalé la parution, dans les médias officiels, d'une mise en scène d'ouvriers inspectant des ordinateurs dans une usine. Simple propagande ?

Pourtant, de plus en plus de médias nord-coréens lancent leurs sites Internet, comme *Voice of Korea*. Le journal du parti des travailleurs, *Rodong Shinmun*, semble s'adapter aux nouvelles technologies en transmettant des informations par téléphones portables à ses abonnés⁵. L'envoi serait fait sous forme de MMS pour pallier à l'absence des smartphones.

LE SUCCÈS DES TÉLÉPHONES PORTABLES

Le développement des télécommunications pourrait-il être nourri par des considérations économiques ? En janvier 2011, l'accueil réservé par Kim Jong-il au patron d'Orascom⁶, le businessman égyptien Naguib Sawiris, qui a développé la téléphonie mobile dans le pays par le biais de la joint venture Koryolink, a été compris comme un signal à l'attention des élites et du grand public en faveur d'une plus grande utilisation des réseaux, approuvée par les services de sécurité. À condition bien sûr que cela ne remette pas en cause le régime. La Corée du Nord prévoirait d'autoriser l'accès à Internet et aux téléphones portables dans la zone touristique spéciale érigée autour du Mont Kumgang, qui faisait précédemment l'objet d'un accord d'exploitation avec Hyundai.

L'explosion des téléphones portables - un million d'abonnés à la 3G début février 2012⁷ pour une population de 24 millions d'habitants - pourrait constituer un facteur d'ouverture. Mais le réseau fonctionne uniquement dans le pays et reste sous étroite surveillance. Pourtant, désormais incapable de tout surveiller, le gouvernement fait quelques exemples pour contraindre le reste des utilisateurs à rester dans le rang.

Parallèlement au réseau officiel, les Nord-Coréens qui vivent près de la frontière avec la Chine, dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres environ, ont la possibilité de se connecter illégalement au réseau mobile chinois. Les autorités ont renforcé la répression et les amendes⁸ pour avoir passé de simples coups de fil à l'étranger pourraient atteindre 1 million de wons (environ 750 euros), assorties d'une semaine de détention. En plus du brouillage des réseaux téléphoniques, le régime nord-coréen a établi un système de surveillance des appels émis depuis la Corée du Nord. Le coût élevé des communications et les contraintes géographiques limitent la généralisation des téléphones portables à l'ensemble de la population.

1 <http://www.dailynk.com/english/read.php?catald=nk02900&num=7656>

2 <http://fr.rsfs.org/internet-enemie-coree-du-nord,39719.html>

3 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Juche>

4 <http://www.northkoreatech.org/>

5 <http://blogs.wsj.com/korearealtime/2011/11/29/news-on-the-go-even-in-pyongyang/>

6 http://www.nautilus.org/publications/essays/napsnet/reports/DPRK_Digital_Transformation

7 <http://www.northkoreatech.org/2012/02/03/koryolink-hits-a-million-subscribers/>

8 <http://www.asiapress.org/rimjingang/english/002C/index.html>

CONTREBANDE À LA FRONTIÈRE CHINOISE

La contrebande de l'information se joue à la frontière chinoise et crée une dynamique difficile à enrayer¹, mais plusieurs unités spéciales comme "le groupe 109"², ont été créées, certaines par Kim Jong-un lui-même, avant de prendre la tête du pays, pour contrecarrer ces activités clandestines. Le gouvernement surveille aussi les citoyens qui effectuent des déplacements en Chine. Toute personne critiquant le régime ou s'adonnant à des activités répréhensibles, telles que l'utilisation de l'Internet chinois, pourtant loin d'être libre, peut faire l'objet d'une dénonciation.

Malgré le renforcement de la répression et leur caractère illégal, les marchés sont très actifs et de plus en plus répandus. Ils sont le lieu de transit des DVD et CD de séries coréennes ou américaines, mais aussi de clés USB. Des associations coréennes diffusent aussi par d'autres moyens des "stealth usb", qui contiennent des informations sur la démocratie et les droits de l'homme et visent à attirer l'attention des dissidents, des étudiants et des élites intellectuelles du pays.

De nombreuses interrogations demeurent quant au futur du pays et de ses communications. Kim Jong-un sera-t-il un successeur plus ouvert ? Ou juste une façade à un régime dirigé de facto par la junte militaire ? Son passif à la tête d'une unité chargée de contrôler dans la terreur la contrebande de médias "impurs" suscite l'inquiétude. Mais une chose est sûre : le développement d'une économie souterraine et la perméabilité de la frontière sino-coréenne, associés à un développement de la téléphonie mobile, sanctionnée ou non par le régime, sont des facteurs déterminants pour la perspective d'une ouverture progressive du pays.

1 <http://fr.rsf.org/coree-du-nord-le-combat-de-la-liberte-d-10-10-2011,41152.html>

2 <http://tempsreel.nouvelobs.com/mort-de-kim-jong-il/20111219-OBS7108/le-violent-groupe-109-de-kim-jong-un.html>

CUBA

PAYS ENNEMI D'INTERNET

Une guerre froide digitale se joue sur fond de diabolisation d'Internet et des réseaux sociaux, jugés déstabilisateurs et accusés d'être orchestrés par l'ennemi américain. L'arrivée du câble vénézuélien remettra-t-il en cause le "rationnement" d'Internet, qui reste hors de portée de la majorité de la population ? La naissance d'un Web 2.0 cubain très encadré tend à démontrer que le régime n'est pas près de lâcher du lest sur le terrain des communications.

PRESSIONS EN TOUS GENRES ET CAMPAGNES DE DIFFAMATION CONTRE LES BLOGUEURS CRITIQUES

La bataille ne cesse de faire rage sur Internet entre les blogueurs pro-gouvernementaux¹ et les blogueurs "alternatifs", critiques des autorités. Le régime empêche la majeure partie de ses concitoyens d'avoir accès à Internet et occupe le terrain pour ne pas laisser le cyberespace aux dissidents (lire le chapitre Cuba² du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet). Pourtant, si moins de 2% des Cubains ont accès au réseau Internet international, ils sont de plus en plus nombreux à savoir déjouer la censure, à accéder au Web et à consulter les réseaux sociaux.

En mars 2011, la diffusion à la télévision, d'un documentaire officiel "Les Raisons de Cuba"³, accusant les blogueurs critiques, qualifiés de "cybermercenaires", d'être manipulés par les États-Unis, avait été contrée par la publication, sur Vimeo, d'une vidéo dissidente : "Raisons citoyennes"⁴. La blogueuse **Yoani Sanchez** y expliquait que la "diabolisation de l'Internet" battait son plein parce que le gouvernement était "sur les nerfs" et craignait qu'Internet ne joue un rôle similaire à celui tenu lors du printemps arabe. La dissidente a, par la suite, déclaré dans un entretien accordé le 2 janvier au quotidien péruvien *El Comercio*⁵, être très "sceptique" quant aux chances d'un mouvement de contestation cubain sur le modèle tunisien ou égyptien, car la société est "très fragmentée" et la capacité de mobilisation encore "minime" à travers les réseaux sociaux.

Yoani Sanchez a fondé une école de blogueurs pour briser le carcan de l'information officielle. D'autres blogueurs comme **Claudia Cadelo**, **Laritz Diversent** et **Orlando Luis Pardo Lazo**, se sont aussi érigés en défenseurs des "libertés numériques" et du droit à l'information des Cubains. La couverture de la mort du dissident Juan Wilfredo Soto Garcia⁶, par les blogueurs alternatifs, n'a pas plu à un gouvernement furieux de voir la version officielle des faits contestée.

L'ENJEU DES RÉSEAUX SOCIAUX

En novembre 2011, le monde entier a été témoin de ce qui semble être la première confrontation directe entre un membre de la famille du dirigeant cubain, en l'occurrence Mariela Castro, la fille du président Raul Castro, et un dissident, ici Yoani Sánchez⁷. Pour son baptême du feu sur Twitter, Mariela Castro a perdu son sang-froid face aux arguments de ses détracteurs, qualifiés de "parasites méprisables". Yoani Sánchez a, par la suite, salué, lors d'une interview pour BBC Mundo⁸, le rôle de facilitateur joué par les réseaux sociaux : "Sur Twitter, personne ne donne de leçons à personne. Les présidents ne donnent pas d'ordres aux citoyens, ni les personnalités aux petites gens. Ils apprennent tous les uns des autres". La dissidente a été à nouveau empêchée de quitter le territoire⁹, alors qu'elle comptait se rendre au Brésil en février 2012.

Le ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a appelé, le 1er décembre 2011, les réseaux sociaux à développer une nouvelle stratégie¹⁰ pour se débarrasser de la "dictature des grands groupes américains" du secteur. Quelques jours plus tard, le gouvernement accusait Twitter d'avoir relayé des rumeurs annonçant la mort de Fidel Castro¹¹.

Sans plus attendre, le régime a lancé RedSocial, une version cubaine de Facebook¹², accessible seulement depuis l'Intranet cubain, la Red Cubana. Conçue comme "un lieu de rencontre virtuel pour les universités cubaines", il demeure un outil de contrôle. Lors de son inscription, l'utilisateur doit fournir son mot de passe de messagerie. Ce réseau social "made in Cuba" comptait plusieurs milliers d'inscrits à la fin 2011.

1 <http://bloguerosrevolucion.ning.com/>

2 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-cuba,39727.html>

3 <http://razonesdecuba.cubadebate.cu/>

4 www.desdecuba.com/generaciony_fr?p=1358

5 <http://elcomercio.pe/mundo/1355667/noticia-yoani-sanchez-comercio-ya-estoy-viviendo-poscastrismo>

6 <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/05/12/67901/>

7 <http://www.diariodecuba.com/cuba/7996-mariela-castro-llama-parasitos-despreziables-yoani-sanchez-y-otros-twitteros-disidentes>

8 http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2011/11/111108_debate_twitter_yoani_mariela_castro_lav.shtml

9 <http://www.reuters.com/article/2012/02/03/us-cuba-blogger-idUS TRE8121UH20120203>

10 <http://www.elespectador.com/tecnologia/articulo-314436-cuba-invita-revolucion-cibernetica>

11 <http://www.rfi.fr/ameriques/20120105-enquete-rumeur-mort-fidel-castro-cuba-twitter-photo>

12 <http://www.courrierinternational.com/article/2011/12/21/les-fruits-defendus-d-internet>

LE CÂBLE VÉNÉZUÉLIEN, L'UEUR D'ESPOIR ?

Les enjeux s'intensifient alors que l'arrivée du câble sous-marin Alba en fibre optique reliant Cuba au Venezuela multipliera par 3 000 la capacité de connexion de l'île au reste du monde. Annoncée pour l'été 2011, sa mise en place a été repoussée sans explications. Début 2011, le régime expliquait que cet accès à la Toile resterait réservé à un "usage social" : institutions, universités et certaines professions telles que médecins et journalistes. Il permettrait aussi de poursuivre la création de centres d'accès collectifs à Internet. Fin janvier 2012, le Congrès du Parti Communiste Cubain¹ a soigneusement évacué la question du développement d'Internet, à rebours des attentes.

Certains estiment que le câble n'améliorera pas les conditions de connexion des Cubains au réseau mondial - ou seulement de ceux qui y ont déjà accès ; en revanche, d'autres espèrent que des fibres du câble seront détournées vers le marché noir de l'accès à Internet². Le régime reste, par ailleurs, mobilisé contre les options de contournement de la censure. En novembre 2011, Cuba a accusé les États-Unis de soutenir des connexions Internet parallèles dans l'île, via l'importation illégale de matériel et la mise à disposition de connexions satellites. Un citoyen américain³, accusé d'implication dans ces manœuvres, a été arrêté en décembre 2009.

1 <http://www.infolatam.com/2012/01/29/cuba-raul-castro-defiende-el-sistema-de-partido-unico/>

2 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-cuba,39727.html>

3 www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/01/17/97001-20120117FILWWW00612-cuba-pret-a-negocier-pour-alan-gross.php



IRAN



PAYS ENNEMI D'INTERNET

Le lancement annoncé de l' "Internet national" a fait couler beaucoup d'encre. Parallèlement, les autorités ont renforcé le filtrage et leur capacité technique d'assurer une véritable surveillance de la Toile. Les arrestations, individuelles ou sous la forme de rafles, visent à identifier et à neutraliser les réseaux de dissidents et à intimider les blogueurs et journalistes. Pour la première fois, quatre net-citoyens ont été condamnés à la peine de mort, trois d'entre eux risquent à tout moment d'être exécutés. La répression, déjà très forte, est encore montée d'un cran.

CONDAMNÉS À MORT POUR LEURS ACTIVITÉS EN LIGNE

Pour la première fois, des net-citoyens ont été condamnés à la peine capitale. Le 29 janvier 2012, l'agence iranienne *Farsnews*, proche des Gardiens de la Révolution, [a confirmé la condamnation à mort](#)¹ de **Saeed Malekpour**, informaticien et résident permanent au Canada, pour "agitation contre le régime" et "insultes contre l'Islam". Il avait arrêté le 4 octobre 2008 lors d'un séjour en Iran.

Vahid Asghari, étudiant en technologies de l'information, et **Ahmadreza Hashempour**, un administrateur de sites Internet, ont également vu leurs peines confirmées par la Cour suprême iranienne début 2012. Un autre net-citoyen, le développeur web et humoriste **Mehdi Alizadeh**, a été informé, début février 2012, de sa condamnation à mort par la 15ème chambre du tribunal de la Révolution.

Ces quatre net-citoyens, âgés de 25 à 40 ans, sont victimes d'une machination orchestrée par le "Centre de surveillance des délits organisés", un organe instauré illégalement par les Gardiens de la Révolution en 2008. Sous la torture, les accusés ont reconnu leurs liens avec des sites critiques vis-à-vis de l'Islam et du régime en place, ainsi que leur intention de "détourner" la jeunesse iranienne par la diffusion de contenus pornographiques. Ils ont également été forcés d'avouer leur participation à un complot soutenu par les États-Unis et Israël.

LES VAGUES D'ARRESTATIONS SE POURSUIVENT

Ces vagues d'arrestations sont parfois motivées par des anniversaires susceptibles d'occasionner des troubles. Elles peuvent

1 <http://fr.rsf.org/iran-peine-capitale-confirmee-pour-un-17-01-2012,41657.html>

2 <http://balochistan-s.blogfa.com/>

également être liées à des tensions internes entre les différents cercles du pouvoir. Il arrive qu'elles se produisent également de manière imprévisible afin de dérouter les dissidents, gêner leurs publications indépendantes et créer un climat de suspicion permanent. Les plus marquantes de ces derniers mois se sont déroulées en mai et juin 2011, au moment de l'anniversaire de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, ainsi qu'au début de l'année 2012, à la veille de l'anniversaire de la Révolution islamique et des deux grandes manifestations du 14 février et du 1er mars 2012.

Reporters sans frontières a comptabilisé 29 arrestations de net-citoyens entre le 1er mars 2011 et le 1er mars 2012. Onze net-citoyens ont été condamnés à des peines allant de trois à six ans de prison. Quinze net-citoyens sont en situation de libération conditionnelle. En attente de leur procès ou de leur verdict comme une épée de Damoclès au-dessus de leur tête.

Mehdi Khazali, fils d'un important dignitaire religieux conservateur, qui dirige le blog Baran sur lequel il critique régulièrement le président iranien, a été condamné à 4 ans de prison ferme en février 2012.

Sakhi Righi, administrateur du blog [balochistan-s](#)², arrêté le 18 juin 2009 à Zahedan, sa ville natale, a été condamné à la plus lourde peine de prison jamais prononcée contre un blogueur en Iran - vingt ans de prison ferme - pour "publication de fausses informations" et "action contre la sécurité nationale".

Pour plus de détails, lire le récit des violations de la liberté d'information en Iran depuis le [1er janvier 2012](#)³ et en [2011](#)⁴.

TRAITEMENTS INHUMAINS ET DÉGRADANTS ET PRESSIONS EN TOUS GENRES

Les tortures et mauvais traitements en détention sont récurrents, ainsi que les campagnes de diffamation et les aveux forcés diffusés sur les chaînes iraniennes.

De nombreux journalistes et net-citoyens, détenus arbitrairement, sont privés de soins médicaux, alors même qu'ils sont malades et très affaiblis physiquement et psychologiquement. L'état de santé de plusieurs d'entre eux est particulièrement inquiétant, notamment **Masoud Bastani**, **Issa Saharkhiz**, **Mohammad Sadigh Kaboudvand**, **Hossein Ronaghi Maleki**, **Said Matinepour**, **Mehdi Mahmudian**, **Kivan Samimi Behbani**, et **Arash Honarvar Shojai**. Leurs vies sont en jeu.

Les autorités n'hésitent pas à faire pression sur les proches ou à séparer des familles. **Parvin Mokhtare**, la mère du blogueur

3 <http://fr.rsf.org/iran-recit-des-violations-de-la-liberte-28-02-2012,41713.html>

4 <http://fr.rsf.org/iran-recit-des-violations-de-la-liberte-03-12-2011,39380.html>

emprisonné **Kouhyar Goudarzi**, a été condamnée à vingt-trois mois de prison ferme par le tribunal de la révolution de la ville de Kerman.

Sans compter le véritable racket financier imposé à ceux qui bénéficient d'une libération provisoire. **Parastoo Dokoohaki**, blogueuse et militante pour les droits des femmes et **Sahamoldin Borghani**, journaliste et collaborateur du site d'information [Irdiplomacy](http://www.irdiplomacy.ir)¹, ont été libérés fin février 2012 après versement d'une caution de 300 et 200 millions de tomans respectivement (soit 18 000 et 12 000 euros). Arrêtés le mois précédent, ils avaient été placés à l'isolement dans les sections 209 et 2 A de la prison d'Evin, gérées par le ministère des Renseignements et les Gardiens de la Révolution.

Un jour avant leur libération, le Centre de surveillance des délits organisés des Gardiens de la Révolution les a accusés, dans un communiqué publié sur le site [Gerdab](http://www.gerdab.ir)², de "collaboration avec la BBC, les services de renseignement britanniques et l'opposition basée à l'étranger". Les Gardiens de la Révolution avaient annoncé que "l'opération œil de renard" avait permis le démantèlement d'un réseau qui collectait de l'information et produisait des contenus pour la BBC en Iran. La chaîne britannique BBC a démenti avoir des collaborateurs en Iran. Les chaînes diffusées par satellite en Iran ont été régulièrement brouillées par le passé, notamment la BBC et la chaîne américaine *Voice of America*. Le 5 mars 2012, les aveux des victimes de cette opération, qui sont en fait des extraits de leurs interrogatoires, ont été diffusés sur les chaînes nationales et relayés par la *Press TV*, la chaîne en langue anglaise de la République islamique.

Début mars 2012, quelques jours avant la Journée de la femme, le régime a accru les pressions sur les cyberféministes, notamment **Noushin Ahmadi Khorasani**³, fondatrice du site l'Ecole féministe (<http://www.feministschool.com/>), l'une des organisatrices de la campagne "One Million Signatures for Equality", appelant à réformer les lois discriminatoires à l'égard des femmes. Les cyberféministes font régulièrement l'objet de menaces et d'arrestations⁴.

Signe de l'intransigeance des autorités : elles refusent la venue d'Ahmed Shaheed, rapporteur spécial des Nations unies chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Iran.

DE NOUVELLES RÉGULATIONS VIENNENT RENFORCER L'ARSENAL LÉGISLATIF

Le 28 décembre 2011, le jour de l'inscription des candidats aux élections législatives de mars 2012, Abdosamad Khoramabadi, le conseiller juridique du procureur général d'Iran, a annoncé

dans un point de presse "une liste des 25 délits d'Internet en relation avec l'élection". Les actes considérés comme des "délits" sont par exemple les appels au boycott des élections ou la publication des logos ou contenus de sites contre-révolutionnaires et d'opposition.

Le 3 janvier 2012, la police de l'Internet iranien a publié de nouvelles régulations pour les cybercafés. Les vingt articles en question obligent les clients à présenter une carte identité. Les gérants doivent installer des caméras dans les locaux, en conserver les enregistrements pendant six mois, tout comme les coordonnées complètes des usagers et la liste des sites visités. L'utilisation de logiciels pour contourner le filtrage ou de réseaux privés virtuels (VPN) est interdite, tout comme l'utilisation de clés USB. Le 1er janvier, dans la ville de Birjand (la province de Khorasan, au sud du pays), six cafés internet ont été fermés pour "non respect des mesures de sécurité et utilisation de logiciels de contournement de la censure". La police avait perquisitionné 43 établissements dans cette ville.

Dernière initiative de Téhéran pour contrôler les activités des internautes : le 7 mars 2012, l'ayatollah Ali Khamenei a ordonné la création du Conseil suprême du cyberspace chargé de surveiller Internet. Il sera dirigé par le président Mahmoud Ahmadinejad et composé de hautes personnalités militaires et politiques, dont le président du Parlement, le chef du système judiciaire, les ministres de la culture et du renseignement, le commandant des Gardiens de la révolution ainsi que plusieurs experts d'Internet.

LA DIABOLISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX

Le régime poursuit sa diabolisation des nouveaux médias, les accusant de servir les intérêts étrangers, et d'être des "moyens de subversion". Le 29 juillet 2011, le ministre des Renseignements, Heydar Moslehi, a souligné la "vulnérabilité de la société face aux réseaux sociaux, introduits dans le pays par l'ennemi". Deux jours plus tôt, le ministre de l'Intérieur, Mostafa Najjar, avait déclaré que "les satellites et Facebook sont les moyens électroniques d'une 'guerre douce' des Occidentaux pour provoquer l'effondrement de la famille iranienne".

L'annonce par les États-Unis, en juin 2011, du développement d'un "Internet fantôme"⁵, ou "Internet dans une valise", pour permettre aux citoyens du monde entier d'avoir accès au Web, même en cas de coupure du réseau par les gouvernements, a provoqué le durcissement de la position de l'Iran⁶, qui avait immédiatement réagi à l'annonce américaine, affirmant avoir les moyens de contrer cette avancée technologique.

1 www.irdiplomacy.ir

2 <http://www.gerdab.ir/fa/news/>

3 en.wikipedia.org/wiki/Noushin_Ahmadi_Khorasani

4 fr.rsf.org/iran-le-gouvernement-durcit-encore-le-03-08-2011,40737.html

5 <https://www.nytimes.com/2011/06/12/world/12internet.html>

6 fr.rsf.org/iran-le-gouvernement-durcit-encore-le-03-08-2011,40737.html

LA CYBER-CENSURE AVANCE À GRANDS PAS

La cybercensure constitue un investissement primordial pour le régime (lire le chapitre Iran du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet pour plus d'informations sur le sujet). Les améliorations techniques constatées ces derniers mois en sont la preuve. La surveillance devient de plus en plus pointue, elle avance d'ordinateur en ordinateur. Les censeurs sont capables de corréliser un email suspect avec l'adresse IP de l'expéditeur. De nombreux dissidents sont très au fait des précautions à prendre en ligne, mais la moindre erreur ou baisse de vigilance peut être fatale.

En août 2011, des utilisateurs de Gmail ont été victimes d'intrusion¹ de type man-in-the-middle² (ce type d'attaque a pour but d'intercepter les communications entre deux parties sans qu'elles s'en rendent compte) via un certificat de sécurité Internet falsifié, délivré originellement par la compagnie néerlandaise DigiNotar, qui l'a finalement annulé. Selon la société de sécurité informatique F-Secure, citée par l'Agence France-Presse, "il est probable que le gouvernement iranien utilise ces techniques pour surveiller des dissidents".

Les coupures de connexion ou ralentissements de bande passante, destinées à gêner les communications, sont devenues routinières en périodes de tension. Elles sont de plus en plus ajustées aux événements, les autorités parvenant à cibler les villes ou quartiers à déconnecter.

En février 2012, les censeurs ont réussi à bloquer pendant plusieurs jours l'accès au protocole sécurisé https, qui chiffre les communications, privant de fait des millions d'Iraniens d'accès à leur compte email Gmail et Yahoo. Les ports utilisés par les VPN ont également été bloqués, handicapant les nombreux Iraniens utilisant ces outils de contournement de la censure. Le réseau Tor est, lui aussi, très difficile d'accès.

LA COLLABORATION D'ENTREPRISES OCCIDENTALES

La répression orchestrée par le régime de Téhéran s'appuie sur l'aide apportée par des sociétés étrangères, notamment occidentales. Malgré les sanctions adoptées par les instances européennes et américaines à l'encontre de l'Iran, Reporters sans frontières s'étonne que le régime puisse contourner ces mesures³ avec les "sociétés-écrans" qu'il a créées. Une révision des règles qui gouvernent l'exportation de matériels utilisés

à des fins de censure et de surveillance s'impose. Les procédures de traçage du matériel et des logiciels concernés doivent être renforcées, afin d'éviter que des produits "interdits" ne se retrouvent entre les mains de dictateurs, via un pays tiers ou une société obscure.

D'après l'agence Bloomberg⁴, la société israélienne Allot, spécialisée en sécurité informatique, a vendu pendant des années des logiciels de surveillance et de géolocalisation des utilisateurs du net et de téléphones portables à une compagnie danoise, RanTek, qui les réexpédiait ensuite en Iran. Une société irlandaise, AdaptiveMobile Security, vient d'annoncer l'arrêt de la vente de ses systèmes de filtrage et de blocage des SMS au régime iranien.

L'INTERNET NATIONAL, SOUVENT ANNONCÉ, TOUJOURS REPOUSSÉ À UNE DATE ULTÉRIEURE...

Le blocage du protocole https a été interprété comme une répression générale avant le lancement de l'Internet national, coupé du World Wide Web, et annoncé déjà au printemps 2011.

Pourtant, les internautes qui, pour l'occasion, ont utilisé les boîtes emails iraniennes ne semblent pas avoir été convaincus de la qualité du service. Les censeurs auraient-ils encore fort à faire ?

Dans les faits, les Iraniens qui n'arrivent pas ou n'osent pas contourner les filtres des censeurs sont de fait condamnés à consulter une version du Web autorisée par le régime, donc nettoyée de critiques politiques, sociales ou religieuses. L'Internet national est déjà depuis des années une réalité, l'annonce de son lancement appartient davantage à une logique politique et nationaliste.

Début juillet 2011, le ministre des Communications et des Technologies de l'information, Reza Taqipour Anvari, a annoncé le lancement de la première étape de "l'Internet national"⁵, aussi appelé "Web propre". Lors de cette première phase, le ministre a affirmé que les consommateurs auraient accès d'abord à un haut débit de 8 Mo, puis de 20 Mo. L'Iran devrait également lancer son propre moteur de recherche, "Ya Haq". Le ministre rappelle que le projet a pour but de "mieux gérer les emails nationaux, la collecte des informations à l'intérieur du pays, et d'améliorer la sécurité". La surveillance des boîtes mail des dissidents n'en sera donc qu'accrue.

1 <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hg3bg9FbZ-AcSAgpmE-1deGgQitg?docId=CNG.3064197b18373026040b9c81ca21df0a.2a1>

2 <http://www.techopedia.com/definition/4018/man-in-the-middle-attack-mitm>

3 <http://fr.rsf.org/iran-reporters-sans-frontieres-appelle-23-01-2012,41749.html>

4 <http://www.bloomberg.com/news/2011-12-23/israel-didn-t-know-high-tech-gear-was-sent-to-iran-via-denmark.html>

5 <http://fr.rsf.org/iran-le-gouvernement-durcit-encore-le-03-08-2011,40737.html>

Le pays peut-il se permettre de mener un tel projet ? Outre les coûts de développement et de fonctionnement induits, l'Iran a besoin, pour ses transactions économiques et financières, de rester connecté avec l'Internet mondial. On se souvient des 90 millions de dollars que cinq jours de coupure Internet avaient coûté à l'Égypte en février et mars 2011. Le régime s'orienté-t-il vers un Internet à deux vitesses, avec d'un côté un accès au World Wide Web pour le gouvernement, les leaders religieux, les Gardiens de la Révolution et les grandes entreprises, et de l'autre côté l'immense majorité de la population qui devrait se cantonner à un Intranet censuré ? Dans ce cas, les autorités se rendraient coupables de grave discrimination à l'encontre des Iraniens, d'un véritable apartheid digital.

OUBÉKISTAN

PAYS ENNEMI D'INTERNET

Lancement d'un réseau social national, renforcement de la censure et de la surveillance, engagement de façade en faveur des libertés... Le régime tente d'encadrer les internautes pour contrer les effets du printemps arabe. Et mène l'offensive pour exporter son modèle sur le plan international.

LE CYNISME DE LA RHÉTORIQUE OFFICIELLE

À l'occasion de la Journée des Collaborateurs des médias, le 27 juin 2011, le président Karimov a affirmé que le gouvernement "soutient totalement le désir de ses concitoyens d'utiliser le Web". "Nous n'acceptons absolument pas la mise en place de murs, de limitations dans le monde de l'information, qui conduisent à l'isolation", a-t-il déclaré, avant de dénoncer les "forces destructrices" qui "tendent à manipuler les jeunes".

La rhétorique officielle est d'un cynisme à toute épreuve : en réalité, l'Ouzbékistan est l'un des pays de la région les plus répressifs envers Internet (lire le chapitre [Ouzbékistan](#)¹ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet).

LE PRINTEMPS ARABE, NOUVEAU BOUC ÉMISSAIRE DES CENSEURS

La censure et la surveillance en ligne se sont renforcées en 2011, en réaction au printemps arabe. Premier rouage : renforcement du filtrage :

- le site de l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR) et celui du magazine d'investigation russe [Russky Reporter](#)², parmi les dernières sources d'information indépendantes encore accessibles dans le pays, ont été [rendus inaccessibles](#)³.

- le 9 août 2011, à la veille du "[Festival d'Internet du domaine national UZ](#)"⁴, consacré au [20^e anniversaire de l'indépendance de l'Ouzbékistan](#)⁵, plus d'une cinquantaine de sites majeurs, notamment des portails d'information étrangers comme ceux du *New York Times*, *Reuters*, *Bloomberg*, *Lenta.ru*, mais

aussi le moteur de recherche Google, le site de Reporters sans frontières, etc., ont été bloqués pendant plusieurs jours.

- les forums de discussion ouzbeks sur les événements en Égypte, en Tunisie ou au Bahreïn, comme [arbutz.com](#), ont été rendus inaccessibles, des contributeurs arrêtés.

- les articles ou informations liés aux manifestations et aux mouvements de contestation sont bloqués, notamment la controverse autour des résolutions des Nations Unies sur la Syrie. Le site de la *BBC* a été débloqué fin 2011, mais depuis la fin janvier 2012, des pages spécifiques traitant du printemps arabes sont bloquées.

Les autorités ont accentué la pression sur les intermédiaires techniques. Les fournisseurs d'accès à Internet et les opérateurs de téléphonie mobile sont désormais contraints de [signaler les envois en masse de "contenu suspect"](#)⁶ et de [déconnecter leurs réseaux](#)⁷ sur simple demande des autorités. L'objectif est clair : empêcher toute diffusion et rassemblement de masse.

SURVEILLANCE TOUS AZIMUTS

Le dispositif de surveillance du Net, déjà très développé, s'est encore renforcé avec la création en août 2011 d'une "Commission d'experts sur l'information et les communications de masse". Exclusivement composée de fonctionnaires d'État, cette nouvelle structure semble surtout destinée à analyser et interpréter les résultats du contrôle permanent opéré par le Centre de [surveillance des communications de masse](#)⁸, de manière à en tirer des enseignements et des propositions de loi.

Des tentatives d'hameçonnage ont été détectées. Un site miroir du [service en ouzbek de Radio Free Europe/Radio Liberty](#)⁹ (RFE/RL), [ozod.orca.uz](#)¹⁰, est suspecté d'avoir été mis en place pour récupérer les données personnelles des internautes qui consultent le site.

Le 1^{er} septembre 2011, le régime a lancé un Facebook national, Muloqot ("Dialogue"), aux [conditions d'utilisation drastiques](#)¹¹. Certains observateurs y voient une tentative de limiter l'influence de Facebook, voire un prélude à son blocage. Le service ouzbek de RFE/RL a réussi à s'enregistrer le jour du lancement de Muloqot et y a poster des contenus de RFE/RL via plusieurs profils. Ces profils ont été fermés dans le quart d'heure qui a suivi. Un autre profil créé par RFE/RL, qui avait posté des commentaires positifs sur la fille du président, Gulnara Karimova, n'avait, lui, pas été désactivé.

1 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-ouzbekistan,39705.html>

2 <http://rusrep.ru/>

3 <http://iwpr.net/report-news/cyber-censorship-uzbekistan>

4 http://www.ouzbekistan.fr/news/2011/08.08-14.html#_9

5 <http://www.ouzbekistan.fr/news/2011/08.08-14.html>

6 <http://www.eurasianet.org/node/63076>

7 <http://www.rbcdaily.ru/2011/03/15/media/562949979862486>

8 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-ouzbekistan,39705.html>

9 http://www.rferl.org/content/attack_of_the_cloned_websites_this_time_in_uzbekistan/24485124.html

10 <http://ozod.orca.uz/>

11 http://www.rferl.org/content/uzbekistan_launches_its_own_facebook_except_its_not_for_everyone/24308909.html

Deux militantes des droits de l'homme, Saida Kurbanova¹ et Gulbahor Turaeva ont été harcelées et intimidées après avoir dénoncé en ligne, pour la première, les problèmes d'utilisation des cartes bancaires, pour la seconde, le triste sort des personnes âgées et les dysfonctionnements du dispositif de ramassage des ordures.

ENTRE RÉFORME INCERTAINE ET EXPORTATION DU MODÈLE DE CONTRÔLE

La réforme de la législation sur les médias² est en cours. Derrière le discours officiel de soutien de la liberté des médias, elle laisse craindre un renforcement des obstacles à la circulation de l'information. En intégrant les nouvelles technologies, elle doit être, selon l'OSCE³, l'occasion d'accroître la liberté des médias, et non de la restreindre.

L'Ouzbékistan exporte ses pratiques liberticides. Le pays s'est érigé, sur le plan international, en champion de la cause du renforcement du contrôle du Web. Non content de mettre en garde ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) contre le "terrorisme" et la "contagion révolutionnaire" en ligne, Tachkent a aussi signé, avec la Chine et la Russie notamment, un code de bonne conduite sur Internet⁴ destiné à garantir la "cybersécurité", qu'il souhaiterait faire adopter aux Nations unies.

1 http://www.rferl.org/content/uzbek_activist_detained_over_article_critical_of_bank_cards_system/24297714.html

2 <http://iwpr.net/report-news/uzbeks-denounce-destructive-web>

3 <http://www.osce.org/fom/84825>

4 <http://www.numerama.com/magazine/19924-la-chine-et-la-russie-reclament-un-code-de-bonne-conduite-sur-le-net.html>

SYRIE

PAYS ENNEMI D'INTERNET

En mars 2011, les Syriens, inspirés par les soulèvements populaires dans le monde arabe, sont descendus dans la rue pour réclamer des changements démocratiques. Le régime de Bachar Al-Assad a répondu par la violence. Au fil des semaines, les autorités ont renforcé le contrôle des moyens de communication et la surveillance des dissidents. Grâce à leur cyber-armée, elles se sont engagées dans une véritable bataille de la désinformation. Les net-citoyens syriens, seuls témoins encore présents dans les zones les plus touchées, continuent héroïquement d'informer le monde, au péril de leur vie. Ces témoins gênants sont devenus, avec les journalistes, syriens ou étrangers, des ennemis d'État.

Avant le début de la révolution syrienne, le pays était déjà connu pour sa censure de la Toile (lire le chapitre [Syrie](#)¹ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet). Face aux mouvements de contestation, la répression violente dans les rues s'est accompagnée d'une répression en ligne sans pitié.

LE RÔLE ESSENTIEL DES (NET-)CITOYENS POUR CONTRECARRER LE BLACK-OUT

Dès le début du soulèvement, une fois la presse étrangère expulsée, des blogueurs et net-citoyens révoltés par la réaction du pouvoir ont assuré l'information. À mesure que le massacre s'intensifiait, de simples citoyens sont entrés en piste. Ils se sont improvisés à la fois journalistes et militants, en réalisant un véritable travail de documentation comparable à celui d'un professionnel des médias mais dans une perspective clairement engagée. Cette tendance, déjà constatée au cours des révolutions tunisienne et égyptienne notamment, mais aussi dans d'autres pays, a atteint son paroxysme en Syrie. Ainsi, l'activité militante s'est mêlée au travail d'information.

Ces individus, à la fois citoyens, journalistes, et militants, rivalisent d'imagination pour que l'information circule : les vidéos sont filmées sur des portables et diffusées en streaming ou bien par vidéo caméra, les fichiers sont copiés sur des clés USB passées de mains en mains avant de se retrouver sur la Toile. Skype est très utilisé, ainsi que Mumble. Les Syriens qui habitent près des frontières utilisent souvent des serveurs libanais ou turcs pour avoir accès à Internet et aux réseaux téléphoniques, afin d'échapper à la surveillance des autorités.

Les centres des médias des comités de coordination locaux ont établi un maillage de contributeurs sur l'ensemble du territoire afin de faciliter la diffusion de l'information dans un contexte de renforcement de la censure. Ils parviennent à publier leurs vidéos sur YouTube, notamment sur la chaîne [LCC Syria](#)². Ils ont aussi contribué à transmettre du contenu aux médias étrangers très en demande, tout comme d'autres réseaux tels Sham News Network, Avaaz, etc...

La diaspora syrienne joue également un rôle clé de relais des informations auprès des journalistes et politiciens dans les pays où ils résident. Des défenseurs des droits de l'homme du monde entier se sont joints à cette chaîne de solidarité internationale. Des initiatives participatives comme [Syria Tracker](#)³ cherchent à documenter les crimes commis en Syrie.

Des "hacktivistes", hackers engagés, sont venus en aide aux Syriens afin de faire sortir des vidéos du pays. Telecomix a ainsi mis en place une vaste opération [#OpSyria](#)⁴ dans la nuit du 4 au 5 septembre 2011. Ce groupe a réussi à détourner tout le trafic Internet du pays vers une page spéciale et propose des conseils pour contourner la censure : comment installer le logiciel Tor ou utiliser la connexion sécurisée https, etc. De plus en plus d'individus se sont ensuite connectés au canal de Telecomix sur le système de messagerie instantanée protégée IRC. Ils prodiguent également des conseils à des individus se connectant au canal de Telecomix sur le système de messagerie instantanée protégée IRC et les aident à faire circuler vidéos, photos et témoignages.

UNE VIOLENCE AVEUGLE ENVERS LA POPULATION ET LES ÉMETTEURS D'INFORMATIONS, TÉMOINS GÊNANTS

Depuis mars 2011, [le bilan est accablant](#)⁵. Au 4 mars 2012, selon le Strategic Research and Communication Centre cité par Amnesty International, la répression aurait fait 10 207 tués dont 710 enfants, et on compterait 65 000 disparus. Plus de 212 000 personnes auraient été arrêtées.

Au moins sept professionnels de l'information avaient déjà trouvé la mort en Syrie fin février 2012 en lien avec leurs activités. Des net-citoyens ont également payé de leur vie la diffusion d'informations. **Basil Al-Sayed**⁶, journaliste-citoyen, a été tué à Homs le 29 décembre, alors qu'il filmait un énième bain de sang dans le quartier de Bab Amr. Il avait commencé dès le début du soulèvement populaire à filmer les manifestations et leur répression par les forces de sécurité.

1 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-syrie,39729.html>

2 http://www.youtube.com/user/All4OurCountry?ob=0&feature=results_main

3 <https://syriatracker.crowdmap.com/main>

4 <http://reflets.info/opsyria-when-the-internet-does-not-let-citizens-down/>

5 <http://www.bbc.co.uk/news/world-17241897>

6 <http://fr.rsf.org/syrie-un-second-journaliste-citoyen-tue-30-12-2011,41608.html>

Voir la dernière vidéo¹ qu'il a tournée. Le photographe et vidéaste **Ferzat Jarban** a quant à lui été assassiné le 20 novembre dernier, après avoir été arrêté la veille à Homs. Enfin, l'administrateur de la page Facebook "Liberated people of Horan", **Soleiman Saleh Abazaid**, a été assassiné d'une balle dans la tête en juillet 2011. Le sort de l'écrivain et activiste Hussein 'Issou², dont on est sans nouvelles, reste incertain. Le pire est à craindre.

De nombreux journalistes et blogueurs syriens ont été enlevés ou arrêtés, et torturés en détention. Une véritable rafle³ s'est produite le 16 février 2012 au Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, condamnée par un groupe de quatre experts des Nations unies. Au total, 16 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles **Mazen Darwish**, directeur du Centre, ainsi que des employés de l'organisation et des visiteurs : **Yara Badr**, **Razan Ghazzawi**, **Hanadi Zahlout**, **Hussein Greir**, **Hani Z'itani**, **Sana Z'itani**, **Rita Dayoub**, **Joan Farso**, **Bassam Al-Ahmad**, **Mayada Al-Khalil**, **Maha Al-Assablani**, **Mansour Hamid**, **Abdelrahman Hamadah**, **Ayham Ghazzoul** et **Shady Yazbek**. Les détenues ont été libérées le 18 février⁴, mais elles doivent se présenter quotidiennement aux services de renseignements des forces aériennes pour les besoins de l'enquête. Neuf hommes restent donc en détention.

Ahmed Hadifa, blogueur syrien de 28 ans, plus connu sous le nom d'Ahmad Abu Al-Kheir, a été interpellé à nouveau⁵ le 24 mars 2011 par les services de sécurité, à Damas, "en raison de ses activités sur Facebook en faveur des protestations à Deraa".

Autres arrestations notables : les cyberactivistes **Alaa Shueiti** et **Qais Abatili**, le militant kurde **Shabâl Ibrahim**, **Anas Al-Ma'arawi**, journaliste, blogueur et fondateur du premier site en arabe spécialisé dans le système Android, arrêté le 1er juillet dans la banlieue de Damas, le blogueur et journaliste **Mohamed Ghazi Kannass**⁶, particulièrement actif sur Facebook, arrêté en janvier 2012 à Damas. Il avait son propre blog Kalemah Insan ("Parole d'homme"). Le blogueur Jihad Jamal ("Milan"), arrêté en octobre 2011, a été libéré fin décembre 2011 alors que la mission des observateurs de la Ligue arabe se trouvait en Syrie. Le blogueur **Othman Mohamed Issa**⁷ a lui été arrêté le 21 novembre dernier à son domicile à Damas.

Le cinéaste et cyberactiviste **Firas Fayyad**, arrêté en décembre 2011 pour "propagation de fausses informations" et "appartenance à un courant de l'opposition", a été libéré en février 2012. (Consulter la liste non exhaustive des blogueurs détenus au 14 janvier 2012)⁸.

Tal Al-Mallouhi, une étudiante et blogueuse d'une vingtaine d'années, est incarcérée depuis la fin du mois de décembre 2009, a comparu de nouveau, le 17 janvier 2011, devant la Haute Cour de sécurité de l'État. Elle serait accusée d'"espionnage" au profit des États-Unis et détenue à la prison de Douma, près de Damas. Les internautes du monde entier se sont mobilisés en ligne pour réclamer sa libération⁹.

Par ailleurs, Reporters sans frontières a eu connaissance de cas de dizaines de Syriens arrêtés et torturés après avoir témoigné auprès de médias étrangers sur la répression dans leur pays. D'autres ont été arrêtés pour avoir travaillé avec des journalistes. Les services de sécurité syriens ont ainsi lancé une véritable chasse à tous ceux qui aident ou communiquent avec des reporters étrangers. L'organisation a appelé les rédactions et journalistes à faire preuve de la plus grande prudence dans leurs contacts avec des Syriens¹⁰.

LES COMMUNICATIONS TRÈS PERTURBÉES DANS LE PAYS

Début juin 2011, le régime a mis en place temporairement un blocage quasi général d'Internet¹¹. Puis ce blocage a été levé et l'accès au Web a été ralenti quasiment chaque vendredi, jour de la grande manifestation hebdomadaire. Cette mesure est devenue plus récurrente dans les zones de résistance, pour empêcher le téléchargement et l'envoi des vidéos réalisées au cours des rassemblements et de leur répression. Des rapports ont fait état de coupures d'Internet et de la téléphonie mobile à Homs au plus fort de la répression contre le quartier de Bab Amr.

Médias et ONG trouvent une parade en distribuant des téléphones satellitaires à certains habitants de villes difficilement accessibles, ou cibles de coupures fréquentes du réseau. Cela n'est pas sans danger. Les contrôles aux frontières étant renforcés, il est aujourd'hui très difficile de faire entrer de telles technologies dans le pays. Sans compter les possibilités de géolocalisation offertes par l'utilisation de ces téléphones, et les problèmes de batterie. Le régime coupe régulièrement l'électricité pour freiner la diffusion des informations.

Le site suédois Bambuser, qui permet de diffuser sur Internet des vidéos filmées avec un téléphone portable, utilisé par l'opposition pour publier des vidéos de la répression, est bloqué en Syrie depuis le 16 février 2012. Le président du site a confirmé cette information le lendemain, ajoutant que "les dictateurs

1 http://www.youtube.com/watch?v=W7865hS8LM&feature=player_embedded.

2 <http://fr.rsf.org/syrie-un-activiste-et-ecrivain-decede-en-10-02-2012,41844.html>

3 <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=11848&LangID=E>

4 <http://fr.rsf.org/syrie-liberation-de-six-militantes-du-16-02-2012,41895.html>

5 <http://ahmadblogs.net/>

6 <https://www.facebook.com/freedom.for.kannas?ref=nf&sk=wall>

7 <http://fr.rsf.org/syrie-malgre-la-presence-des-14-01-2012,41679.html>

8 <http://fr.rsf.org/syrie-malgre-la-presence-des-14-01-2012,41679.html>

9 <http://freetal.com/>

10 <http://fr.rsf.org/syrie-reporters-sans-frontieres-appelle-15-11-2011,41389.html>

11 <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702304563104576363763722080144.html>

n'aiment pas Bambuser” et que le régime d'Assad le considère comme une “sérieuse menace”. Récemment, des images du bombardement à Homs postées sur le site avaient été reprises par les principales chaînes de télévision du monde entier. Bambuser avait déjà été bloqué en Égypte en janvier 2011, et l'est toujours au Bahreïn.

SURVEILLANCE ET PROPAGANDE

La cyber-armée, chargée de traquer les cyberdissidents sur les réseaux sociaux, semble avoir redoublé d'activité depuis fin juin. Ses membres agissent en inondant de messages pro-Assad les pages et les sites de soutien aux manifestations. Des comptes Twitter sont créés pour parasiter les informations fournies par le hashtag #Syria¹, en envoyant des centaines de tweets dont les mots-clés renvoient à des résultats sportifs ou des photos du pays. Elle cherche également à discréditer le soulèvement populaire, en postant des appels à la violence sur les pages des opposants et en faisant croire qu'ils en sont les auteurs.

Les membres de la cyber-armée affirment, selon l'*Agence France-Presse*, vouloir pallier les insuffisances des médias officiels. Le régime se livre ainsi à une véritable guerre de l'information à destination des Syriens dans le pays et ceux à l'étranger.

Pour mieux surveiller les dissidents, les autorités récupèrent leurs données personnelles en utilisant la technique du phishing et des attaques “man-in-the-middle”, d'interception de données. Ainsi, le 5 mai 2011, l'Electronic Frontier Foundation (EFF) a lancé un avertissement aux utilisateurs syriens de Facebook²: de faux certificats de sécurité, mis en place par le ministère des Télécommunications, auraient permis de récupérer les identifiants de plusieurs net-citoyens et militants présents sur Facebook. Des conversations privées auraient été enregistrées. Les internautes souhaitant se connecter à la version https du réseau social voyaient apparaître un message les avertissant que leur connexion n'était pas sécurisée. S'ils n'en tenaient pas compte et décidaient de rentrer leurs codes d'accès dans le leurre proposé, leurs conversations pouvaient être surveillées, et leurs données personnelles volées. L'EFF a incité les Syriens à utiliser des proxys basés à l'étranger ou à se connecter via le réseau Tor. Depuis, l'organisation a signalé que certains fournisseurs d'accès syriens bloquaient l'accès à Tor. Une autre option demeure l'utilisation de VPN (réseaux privés virtuels).

Les autorités syriennes auraient profité de l'expertise iranienne en matière de surveillance en ligne, ainsi que de matériel de filtrage fourni par l'entreprise américaine BlueCoat. Cette dernière se défend en expliquant qu'il était destiné à l'Irak³. La Syrie est sous le coup de sanctions américaines. Cette affaire illustre à quel point le suivi de l'exportation de matériel de censure et de surveillance du Net s'impose plus que jamais.

UNE MASCARADE JURIDIQUE

Le président Bachar Al-Assad a instauré, le 3 décembre 2011, par décret, un Conseil national de l'information, avec pour objectif de réguler les médias de l'audiovisuel et la Toile. La création de cet organe souligne le jeu macabre et schizophrénique des autorités syriennes envers tous ceux qui font oeuvre d'informer.

Le Président avait promulgué, le 28 août 2011, un décret législatif sur les médias⁴ qui appelait au “respect des libertés fondamentales présentes dans la déclaration universelle des droits de l'homme et des conventions internationales”. Les dispositions prévues à l'article 11 stipule que “toute attaque contre un professionnel des médias sera assimilée à une attaque à l'encontre d'un fonctionnaire de l'État syrien”. Personne n'est dupe.

Les dernières vidéos qui nous sont parvenues de Bab Amr à Homs sont autant de preuves des crimes contre l'humanité perpétrés par le régime. Aujourd'hui, les risques pris par les journalistes et les blogueurs, les sacrifices faits par de simples citoyens pour que l'information continue à circuler, d'une manière ou d'une autre, témoignent de la plus grande peur des dissidents syriens : que le massacre se déroule à huis clos.

1 <http://advocacy.globalvoicesonline.org/2011/04/18/spam-bots-flooding-twitter-to-drown-info-about-syria-protests/>

2 <https://www.eff.org/deeplinks/2011/05/syrian-man-middle-against-facebook>

3 <http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203687504577001911398596328.html>

4 <http://fr.rsf.org/syrie-schizophrenie-a-la-syrienne-29-08-2011,40865.html>

TURKMÉNISTAN

PAYS ENNEMI D'INTERNET



Pour la première fois, des net-citoyens sont parvenus à ouvrir quelques brèches dans le système de censure de l'un des pays les plus fermés au monde. Ils ont subi en retour une violente répression du régime, prêt à tout pour conserver son pouvoir absolu, quitte à considérer les possesseurs d'antennes paraboliques ou de téléphones portables comme des ennemis en puissance.

Les espoirs d'ouverture suscités par l'arrivée au pouvoir du président Gurbangouly Berdimoukhammedov en 2007 ont fait long feu.

Le Turkménistan, un des pays les plus hostiles à la liberté d'expression, continue d'empêcher techniquement et financièrement le développement d'Internet et d'imposer une censure drastique qui fait du "Turkmenet" une plateforme épurée de toute sujet politique ou social (Lire le chapitre [Turkménistan](#)¹ du rapport 2011 sur Les Ennemis d'Internet). De fait, seuls 2,2% des Turkmènes sont connectés. Mais pour ceux qui n'utilisent pas d'outil de contournement, les réseaux sociaux, en particulier Facebook, Twitter et YouTube, vus comme des fauteurs de troubles, sont bloqués. Ce filtrage a été étendu à Gmail en février 2012.

ABADAN : DÉBUT DE LA GUERRE DE L'INFORMATION 2.0

L'explosion meurtrière d'un dépôt d'armes à Abadan, dans la banlieue d'Achkhabat, en juillet 2011, a marqué le début d'une guerre de l'information 2.0 au Turkménistan. Pour la première fois, des net-citoyens sont parvenus à briser le mur du silence² imposé par le régime en relayant et en postant sur Internet de simples vidéos réalisées grâce à leurs téléphones portables³, malgré les avertissements des autorités. La plupart du temps, ces vidéos ont été envoyées par email à des contacts à l'étranger qui ont pu les mettre en ligne plus aisément. Des photos et vidéos auraient notamment circulé via des messagerie instantanée teswirlor.com. Les autorités, qui n'iaient d'abord les faits, ont été contraintes de les reconnaître tout en cherchant à les minimiser. Mais elles ont ensuite rapidement réagi par une vague de perquisitions et d'interpellations dont il est impossible d'estimer l'ampleur.

1 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-turkmenistan,39698.html>

2 http://www.rferl.org/content/citizen_journalism_scores_breakthrough_in_turkmenistan/24266428.html

3 <http://www.fergananews.com/news.php?id=17017&mode=snews>

4 <http://fr.rsf.org/turkmenistan-un-correspondant-de-rfe-rl-en-04-10-2011,41111.html>

Des dizaines de net-citoyens auraient été arrêtés. Un officier de police aurait, d'après Institute for War and Peace Reporting, déclaré que tous les individus possédant des téléphones portables et des abonnements à Internet via l'entreprise d'État Altyn Asyr étaient soumis à des vérifications. **Dovletmyrat Yazguliev**, correspondant de *RFE/RL*, l'un des premiers à couvrir cet accident, a été condamné à cinq ans de prison⁴ puis grâcié sous la pression internationale. Le portail d'information indépendante *Khronika Turkmenistana*⁵, hébergé à l'étranger, a été victime de cyberattaques⁶. L'identité des contributeurs et commentateurs a été publiée en lieu et place du site, les données des abonnés auraient été piratées.

Le régime est aussi parvenu à faire passer son message sur le Net. Des vidéos et des photos postées sur Facebook et Twitter décrivent "l'âge d'or du Turkménistan" et son "président héros" et circulent largement, via les réseaux sociaux, entre Turkmènes basés à l'étranger. Dans les forums de discussion, certains utilisateurs non identifiés menacent les militants et les membres de l'opposition.

TÉLÉPHONES PORTABLES ET PARABOLES SOUS SURVEILLANCE

La qualité de connexion s'est détériorée depuis le départ forcé du pays de la compagnie russe de télécommunication MTS. D'après le rapport *Central Asia: Censorship and Control of the Internet and Other New Media*⁷, réalisé par plusieurs ONG, le régime, insatisfait de l'entreprise d'État Altyn Asyr, en situation de monopole une fois son seul concurrent éliminé, a fait appel, en avril 2011, à l'entreprise chinoise Huawei Technologies (Chine) et à la société germano-finlandaise Nokia Siemens Networks⁸, pour améliorer le réseau et proposer de nouveaux services. Reste maintenant à voir comment ces entreprises vont pouvoir évoluer dans un pays où la surveillance des utilisateurs va de soi pour le régime.

D'après la télévision d'État, le président Gurbangouly Berdimoukhammedov, qui avait déjà déclaré, en 2008, la guerre aux antennes paraboliques, a appelé, en mai 2011, à en limiter le nombre, se plaignant qu'elles "gâchent l'apparence des bâtiments". Autant dire que cette initiative visait surtout à empêcher la population d'échapper à la propagande incessante des médias d'État en accédant aux chaînes russes, turques ou arabes.

5 <http://www.chrono-tm.org/>

6 <http://www.eurasianet.org/print/63899>

7 <http://www.chrono-tm.org/en/wp-content/uploads/ENG-internet-briefing-paper-Nov-2011.pdf>

8 <http://www.turkmenistan.ru/en/articles/14781.html>

LES AMBITIONS TECHNOLOGIQUES SE HEURTENT AU MUR DE LA CENSURE

Lors d'un discours prononcé en janvier 2012, juste avant sa réélection programmée¹, le Président aurait exprimé l'envie de former "une nouvelle génération de spécialistes qui maîtrisent toutes les communications modernes et les technologies multimédias" dans une future "société de l'information très développée" qui élèverait la civilisation grâce à "l'envol sans retenue de la pensée humaine". Le Président semble avoir réalisé la nécessité pour le pays de se moderniser mais n'est pas prêt à remettre en cause pour autant le système de contrôle qui le maintient au pouvoir, alors qu'il renforce son propre culte de la personnalité. Le site Eurasianet en dresse le constat suivant : "Berdymukhamedov² a manqué le développement du Net".

1 <http://fr.rsf.org/turkmenistan-longue-vie-au-parti-unique-10-02-2012,41847.html>

2 <http://www.eurasianet.org/node/64817>

VIETNAM

PAYS ENNEMI D'INTERNET

Avec à l'esprit les révoltes arabes, les autorités vietnamiennes, paranoïaques, ont accru la répression et le contrôle pour parer à toute déstabilisation du régime. Comme le montrent les protestations anti-chinoises de l'été 2011, d'abord tolérées, puis rapidement réprimées par crainte d'un glissement des revendications des manifestants, la surveillance et les arrestations à la chaîne ont été privilégiées au renforcement du filtrage.

Le nombre exponentiel de Vietnamiens qui accèdent à Internet a de quoi inquiéter les autorités, conscientes qu'elles perdent le contrôle du Net. Les cybercafés sont bondés, les smartphones très en vogue. Plus de 111 millions de téléphones portables sont répertoriés dans le pays alors que la population totale s'élève à 86 millions de personnes.

LES NET-CITOYENS BRISENT LE MUR DE LA CENSURE

Les journalistes citoyens ont continué d'occuper la place laissée vacante par les médias officiels, soumis à une lourde censure. Traiter de l'exploitation des mines de bauxite¹ par la Chine et de son impact catastrophique sur l'environnement demeure dangereux. La région des Hauts Plateaux est de fait verrouillée. Les rares visiteurs ne peuvent y entrer avec caméras, smartphones ou appareils photos. Le but est d'empêcher la diffusion d'images embarrassantes. Malgré tout, le site Bauxitevietnam.info² parvient à obtenir des informations et tente, tant bien que mal, de couvrir la situation sur place.

Autre sujet de prédilection pour les internautes : les violences policières. Un policier a été suspendu de ses fonctions après la diffusion, sur YouTube, d'une vidéo³ le montrant en train de malmener un manifestant. Les autorités avaient initialement nié les faits. La preuve concrète fournie par cette vidéo les a contraintes à agir.

Le régime a appris à tolérer, voire à instrumentaliser, les mouvements de mobilisation en ligne tant qu'ils servent ses intérêts. Des appels à manifester contre la présence de la Chine dans le sud du Vietnam (territoires contestés des îles Paracels et

Spatleys⁴) ont circulé pendant plusieurs semaines, à partir de juin 2011, sur Facebook, et se sont soldés par des rassemblements publics. D'abord tolérés, ces mouvements de protestation contre "la violation de la souveraineté maritime du Vietnam par la Chine", qui ont réuni plusieurs centaines de personnes à Hanoï et plusieurs milliers à Saïgon, ont ensuite été encadrés puis réprimés.

Le filtrage demeure sévère (lire le chapitre Vietnam⁵ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet) mais n'a pas été drastiquement renforcé. Le niveau des cyberattaques contre les sites sensibles semble s'être maintenu. Le gouvernement privilégie davantage la surveillance que le blocage. Facebook continue d'être inaccessible par intermittence, mais n'est pas bloqué en permanence pour ses deux millions d'utilisateurs. C'est aussi pour les autorités un moyen de suivre les activités des internautes et de reconstituer leurs réseaux.

Face à la menace que constitue le caractère collaboratif du Web pour les censeurs, le régime avait décidé de reprendre la main sur les réseaux sociaux en lançant son Facebook national⁶, en mai 2010. Il requiert, pour toute ouverture de compte, une identification des utilisateurs par leurs véritables noms, ainsi que le numéro de leur carte d'identité. Le ministre de l'Information et de la Communication, Le Doan Hop, a, selon The Wall Street Journal⁷, exhorté sur son blog les jeunes Vietnamiens à visiter le site à la recherche de "culture" et de "valeurs". Son objectif ? Plus de 40 millions de membres, soit près de la moitié de la population, d'ici 2015. Pour ce faire, le réseau table notamment sur la mise à disposition en ligne de jeux vidéos populaires auprès des internautes. À la mi 2011, le nombre d'inscrits tournait autour de trois millions.

Les vagues d'arrestations de blogueurs, net-citoyens et journalistes se succèdent depuis quelques années au Vietnam, mais en 2011, la répression est encore montée d'un cran. Signe révélateur de l'intransigeance des autorités, sur les quelque 10 000 détenus amnistiés à l'approche du 66ème anniversaire de la proclamation de l'indépendance, le 2 septembre 2011, on compte une poignée de prisonniers politiques seulement. Le blogueurs **Nguyen Van Tinh** et le poète **Tran Duc Thach**, condamnés respectivement à trois ans et demi et trois ans de prison en 2009 pour "propagande contre l'État", ont certes été libérés mais ces rares bonnes nouvelles cachent une triste réalité : les arrestations de net-citoyens se sont multipliées ces derniers mois faisant du pays la deuxième prison du monde pour les net-citoyens après la Chine⁸.

1 <http://blog.mondediplo.net/2009-07-03-Le-Vietnam-la-Chine-et-la-bauxite>

2 <http://bauxitevietnam.info/>

3 http://www.youtube.com/watch?v=Gx1c_Oitqjc

4 <http://trungdungvo.blog.lemonde.fr/2011/06/05/vietnam-paracels-et-spratley-quelques-milliers-de-manifestants-dans-la-rue-ce-dimanche-contre-la-chine/>

5 <http://fr.rsf.org/internet-ennemie-viet-nam,39696.html>

6 http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703305004575503561540612900.html?mod=wsj_share_twitter

7 online.wsj.com/article/SB10001424052748703305004575503561540612900.html?mod=wsj_share_twitter

8 <http://fr.rsf.org/barometre-de-la-liberte-de-la-presse-net-citoyens-emprisonnes.html?annee=2012>

Plusieurs blogueurs et militants liés aux réseaux catholiques vietnamiens¹ ont été pris dans un coup de filet des autorités entre fin juillet et mi-août 2011. Le blogueur Paulus Lê Sơn² a été arrêté le 3 août 2011, à Hanoï, dans le cadre d'un véritable "kidnapping policier". Tout laisse à penser que son arrestation est en lien avec sa tentative de couvrir le procès du célèbre net-citoyen **Cu Huy Ha Vu**³. Le père **Nguyen Van Ly** a été renvoyé derrière les barreaux⁴ malgré son âge et son état de santé inquiétant. Le blogueur Lu Van Bay⁵ a été condamné en septembre 2011 à quatre ans de prison. Deux net-citoyens, **Ho Thi Bich Khuong** et le pasteur **Nguyen Trung Ton**, ont été condamnés respectivement à trois et deux ans d'assignation à résidence pour avoir dénoncé la corruption au sein du parti. Trois militants du droit à la terre⁶, Nguyen Ngoc Cuong, son fils et sa belle-fille, ont été condamnés à sept ans de prison pour propagande anti-gouvernementale en ligne.

L'annonce de la possible expulsion de l'avocat Le Cong Dinh vers les États-Unis n'a pour le moment pas été suivie d'effet. Le blogueur franco-vietnamien Pham Minh Hoang est certes sorti de prison⁷ au terme d'une peine de 17 mois, mais il demeure assigné à résidence pour trois ans.

Les proches du blogueur Dieu Cay⁸ sont sans nouvelles de lui depuis des mois. Les rumeurs les plus folles ont circulé. Fondées ou non, les inquiétudes sur son sort et sa santé restent légitimes tant que les autorités continuent de refuser à sa famille tout droit de visite.

La priorité du gouvernement est son maintien au pouvoir. Quitte à ternir l'image du pays. Les leviers internationaux s'amenuisent, à l'exception de la Chine qui semble resserrer son étau, mais dont les relations avec le Vietnam demeurent ambivalentes. Le Congrès américain pourrait jouer un rôle de premier plan dans la protection des libertés. Les parlementaires examinent, début 2012, une proposition de loi qui conditionnerait une partie de son aide financière, non liée à des projets "humanitaires", ainsi que la coopération militaire entre les deux pays, à une amélioration de la situation des droits de l'homme, en particulier les libertés d'expression et de religion. L'agence américaine pour le développement (USAID) avait versé 134 millions de dollars au Vietnam en 2010.

1 <http://www.frontlinedefenders.org/node/16295>

2 <http://fr.rsf.org/viet-nam-dans-un-contexte-de-plus-en-plus-04-08-2011,40748.html>

3 <http://fr.rsf.org/viet-nam-7-ans-de-prison-pour-des-propos-04-04-2011,39944.html>

4 <http://fr.rsf.org/viet-nam-le-petre-dissident-nguyen-van-ly-28-07-2011,40710.html>

5 <http://fr.rsf.org/vietnam-lu-van-bay-condamne-a-quatre-ans-26-09-2011,41058.html>

6 <http://thuytinhvo.wordpress.com/2011/10/23/vietnam-jails-land-rights-activists-for-propaganda-bangkok-post/>

7 <http://fr.rsf.org/vietnam-proces-de-pham-minh-hoang-28-11-2011,41478.html>

8 <http://fr.rsf.org/viet-nam-detention-illegale-et-nouvelles-21-10-2010,38632.html>

AUSTRALIE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

Le gouvernement, qui n'a pas renoncé à faire adopter son système national obligatoire de filtrage du Net, a convaincu des fournisseurs d'accès de mettre en place un filtrage volontaire. Il vient de recevoir des recommandations d'une commission des lois qui préconise une définition plus restreinte des contenus concernés et s'appliquerait à tous les médias. Parallèlement, les conclusions d'un rapport d'enquête sur les médias, en particulier l'établissement d'un Conseil "indépendant" des médias, pourrait se révéler dangereuse pour la liberté d'information des blogueurs.

VERS UNE PRIVATISATION DE LA CENSURE ?

Dans le chapitre Australie¹ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet, Reporters sans frontières s'inquiétait de la volonté du gouvernement de mettre en place un système de filtrage du Net liberticide, qui serait géré, de manière opaque, par une autorité administrative, et basé sur une classification très large.

Le filtrage obligatoire semble rester l'objectif du gouvernement, qui ne dispose pas pour l'instant du soutien politique nécessaire. Pour contourner le statu-quo politique, l'association des entreprises du secteur de l'Internet a mis en place, en juillet 2011, un système de filtrage volontaire, en se basant sur la liste noire d'Interpol plutôt que sur celle d'ACMA, l'autorité administrative en charge de la censure. Déjà appliqué par les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) Telstra, Optus et Primus, il bloque des noms de domaine ou des URL². Tout comme le système national de filtrage, il bloque l'accès aux contenus jugés inappropriés par le gouvernement, tels que la pédopornographie et les abus sexuels. D'après le sénateur Conroy, cette initiative a pour le moment été rejetée par un seul FAI, avec lequel le gouvernement continue de négocier

C'est la première fois en Australie que, grâce à la collaboration d'intermédiaires techniques, la police fédérale est en mesure d'utiliser la section 313 de la Loi sur les Télécommunications³ pour bloquer des noms de domaines et des URL en identifiant et en compilant du matériel sensible en ligne à censurer. Elle ordonne ainsi aux fournisseurs d'accès d'enlever le contenu concerné, appliquant de fait un système de censure obligatoire.

1 <http://fr.rsf.org/surveillance-australie,39713.html>

2 <http://libertus.net/censor/isp-blocking/au-ispfiltering-voluntary.html>

3 www.theaustralian.com.au/australian-it/confusion-on-child-pornography-site-blocking-scheme/story-e6frgaxx-1226087523741

4 <http://www.efa.org.au/projects/>

La branche australienne de l'ONG Electronic Frontier Foundation⁴, qui milite contre la censure du Net, a demandé aux autorités de faire preuve de plus de transparence sur la procédure de mise en place des listes noires de noms de domaine, URL et sites Internet.

D'après Enterprise Features, un site Internet spécialisé dans les technologies et les affaires, l'Australie dépense 2,7 millions de dollars par an pour la censure d'Internet⁵. Cependant, la majeure partie de cet argent est utilisé pour régler les plaintes déposées par les sites blacklistés.

VERS UNE RÉVISION DU TYPE DE CONTENUS CONCERNÉS PAR LE FILTRAGE ?

Officiellement, l'application de ce système est en suspens depuis juillet 2010, en lien avec la révision, ordonnée par le gouvernement, et réalisée par la commission australienne de réforme des lois (ALRC), de la catégorie "RC"⁶ (refused classification) qui constituerait le critère de filtrage.

Le ministre de la Justice Robert McClelland avait ordonné à l'ALRC⁷ de revoir cette catégorie à la fois en conduisant des recherches auprès du public et en évaluant les pratiques et les codes des entreprises du secteur.

L'ALRC a rendu son rapport, à la toute fin du mois de février 2012, avec des recommandations qui préconisent de restreindre le type de contenus visé par le filtrage à la pédophilie. Les autres types de contenus seraient bloqués par les fournisseurs d'accès à Internet seulement après avoir été classés comme "interdits"⁸.

L'ALRC a recommandé au gouvernement de revoir les interdictions sur "la représentation de contenus sexuels dans les films et les instructions détaillées sur l'utilisation des drogues interdites", ainsi que d'affiner les interdictions sur les contenus qui "encouragent, incitent ou instruisent en matière de crime" pour qu'elles se limitent aux "crimes graves".

La nouvelle législation couvrant la classification de tous les médias en Australie, indépendamment de la plate-forme, s'intitulerait loi de classification du contenu des médias et énoncerait la manière dont les fournisseurs de contenu, y compris les fournisseurs d'accès à Internet, devraient voir classés les contenus interdits. L'ALRC a déclaré qu'en raison de la grande quantité

5 <http://enterprisefeatures.com/2011/09/australian-internet-censorship-where-does-it-currently-stand/>

6 <http://libertus.net/censor/isp-blocking/au-govplan-refusedclassif.html>

7 <http://www.alrc.gov.au/publications/national-classification-scheme-review-dp-77/proposals-and-questions>

8 <http://www.itnews.com.au/News/292258,law-review-proposes-refined-mandatory-internet-filter.aspx>

de médias en ligne, il ne serait pas possible de tout classer, et que les fournisseurs devraient plutôt “prendre des mesures raisonnables” pour identifier le contenu illicite, y compris en permettant aux utilisateurs de signaler ces contenus en ligne.

Reporters sans frontières rappelle son opposition à tout système de filtrage généralisé et obligatoire. Le filtrage du Net porte atteinte à la liberté d'information, selon la Cour de justice de l'Union européenne¹. Dans l'arrêt² de la Cour, il est clairement affirmé que “des mesures qui obligeraient un fournisseur d'accès à Internet (FAI) à procéder à une surveillance générale des informations qu'il transmet sur son réseau” sont contraires au droit européen, et violent les droits fondamentaux.

Frank La Rue, le rapporteur spécial des Nations unies pour la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a recommandé dans son rapport publié en juin 2011 (lien), “des restrictions aussi limitées que possible sur la circulation de l'information via Internet, sauf dans des circonstances précises, exceptionnelles et limitées, en accord avec les standards internationaux”. Il a également déclaré que “le droit à la liberté d'expression devrait être la norme et les limitations, des exceptions”.

ENQUÊTE SUR LES MÉDIAS, LES BLOGUEURS EXPOSÉS AU HARCÈLEMENT JUDICIAIRE

Le rapport d'enquête des médias³ de Ray Finkelstein (et Ricketson), publié le 4 mars comporte une recommandation fondamentale, dangereuse pour la liberté d'information des blogueurs.

La recommandation que soit établi un Conseil “indépendant” des médias, en fait annuellement financé à hauteur d'au moins 2 millions de dollars par le gouvernement, constitue un danger pour les organisations et les individus les plus vulnérables d'un point de vue financier. En effet le conseil aurait le pouvoir d'ordonner, sans aucun recours interne possible, la modification d'un contenu publié, la publication d'un droit de réponse de la personne ou organisation se plaignant du contenu, ainsi que la publication d'excuses. En cas de refus d'obtempérer de l'auteur, média ou blogueur, celui-ci pourrait être accusé d'insulte au Conseil, et être jugé par un tribunal qui pourrait prononcer des peines d'emprisonnement.

L'impact du scandale de the News of the World, a renforcé l'idée, chez ceux qui préconisent ce nouveau conseil, qu'il fallait une autorité habilitée à réguler les médias car ces derniers auraient tendance à abuser de leur pouvoir.

Le coût financier que se verrait imposé un internaute désireux de faire appel, une fois l'affaire portée en justice, pourrait enlever de facto toute possibilité de défense équitable pour l'auteur des publications incriminées.

Comme le souligne Mark Pearson, professeur de journalisme à la Bond University, “que se passerait-il si un tel conseil ordonnait à un site d'information sur l'environnement ou un magazine de publier des excuses à un magnat des mines pour manquement à la déontologie en publiant un rapport “biaisé” et inexact sur les pratiques de l'entreprise en terme d'élimination des déchets, basé sur des informations sensibles, obtenues de sources confidentielles? Dans une telle situation, qui (ndlr : du plaignant ou du défendant) disposerait du pouvoir et des ressources devant une cour d'appel ?”

Cette proposition revient en fait à convertir le code de déontologie du Media Entertainment and Arts Alliance (MEAA), syndicat professionnel des médias australiens, en lois imposables par des tribunaux.

Les petits éditeurs et les blogueurs pourraient bien être victimes d'intimidation, obligés d'opérer des corrections ou présenter des excuses parce qu'ils n'auraient ni le temps, ni l'énergie ou les ressources nécessaires pour se défendre face à une accusation d'outrage devant les tribunaux.

1 <http://fr.rsrf.org/union-europeenne-le-filtrage-du-net-porte-atteinte-28-11-2011,41471.html>

2 http://www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id_article=3272

3 <http://fr.rsrf.org/australie-conseil-de-la-presse-regulation-ne-16-11-2011,41401.html>

CORÉE

DU SUD



PAYS SOUS SURVEILLANCE

Alors que le monde entier avait les yeux rivés sur Pyongyang lors de la passation de pouvoir en Corée du Nord, la Corée du Sud a donné un nouveau tour de vis sur les contenus en ligne liés à son voisin, qui continue de développer sa présence sur le Net à des fins de propagande. La censure concerne aussi l'expression politique en ligne, un sujet important en cette année électorale. La loi sur la sécurité nationale doit être revue de toute urgence.

INFLATION DES RETRAITS DE CONTENUS

Sous le gouvernement conservateur de Lee Myung Bak, au pouvoir depuis 2009¹, le nombre de demandes de retrait de contenus auprès de la Commission de régulation des moyens de communication (KCSC) s'est envolé. D'après le blog NorthKoreaTech², avant 2009, elles tournaient autour de 1500 par an. Elles auraient atteint 80 449 en 2010. La procédure manque de transparence³, en raison de l'opacité qui caractérise le fonctionnement de la commission. Parallèlement, le nombre d'enquêtes est passé de 58 avant 2009 à 91 en 2010. En août 2011, on en comptabilisait déjà 150. Le Bureau du procureur donne quant à lui le chiffre de 122 sites pro-nord-coréens faisant l'objet d'une enquête entre août 2010 et septembre 2011. Soixante dix-huit auraient été fermés.

LA CENSURE DU NORD

La censure des informations liées à la Corée du Nord se renforce et prend une signification toute particulière dans le contexte de transition actuelle à Pyongyang. Les réseaux sociaux sont le nouveau champ de bataille entre les deux Corées, toujours officiellement en guerre en l'absence d'un traité de paix.

La KCSC, chargée de réguler les contenus sur Internet, a ainsi été chargée, à la fin de l'année 2011, de fixer des normes aux utilisateurs de Facebook et de Twitter, ainsi qu'aux propriétaires de smartphones. Les utilisateurs devront effacer les contenus "nuisibles ou illégaux" associés à la pornographie, aux jeux d'argent et à la consommation de drogues, ou diffusant des fausses informations ou des propos calomnieux, mais aussi ceux qui font l'apologie de la Corée du Nord. Le président de cette commission a déclaré à l'Agence France-Presse⁴ : "les posts et les sites qui font l'apologie de la Corée du Nord ou glorifient ses leaders sont aussi la cible de notre travail car ils ont augmenté rapidement cette année".

Outre l'actualité, très riche, cette mesure répond à l'offensive de charme menée en ligne par la Corée du Nord⁵. Le pays a fait son entrée en 2010 sur les réseaux sociaux, pour mieux y mener sa guerre de propagande. En revanche, l'immense majorité de la population ignore jusqu'à l'existence du Web (Lire le chapitre Corée du Nord⁶ du rapport 2011 des "Ennemis d'Internet"). Le site Internet uriminzokkiri.com⁷ s'apparente à une présence officielle du Nord sur le Web. Il a développé, fin 2011, des visuels hostiles envers la Corée du Sud et les États-Unis, encourageant ses partisans à les diffuser sur les réseaux sociaux (lire le chapitre Corée du Nord du rapport 2012 sur les Ennemis d'Internet).

La réplique du Sud ne se cantonne pas à des actions en ligne, elle passe par l'arrestation et l'intimidation d'internautes jugés favorables au Nord. La loi sur la sécurité nationale, qui date de 1948, lui en donne les moyens légaux.

Dernier cas en date, qui illustre le caractère dépassé et arbitraire de cette loi et de son application : **Park Jeong-geun**⁸, arrêté en janvier 2011, pour avoir re-tweeté des messages tels que "Longue vie à Kim Jong-il", risque jusqu'à sept ans de prison. Le jeune homme se défend en évoquant l'aspect satirique de ses messages, destinés à ridiculiser les dirigeants nord-coréens.

Un autre Sud-Coréen, **Kim Myung Soo**⁹, arrêté en 2007 puis libéré sous caution, est toujours poursuivi, accusé d'avoir "aidé l'ennemi", pour avoir vendu des livres favorables au Nord en ligne. L'armée a par ailleurs lancé des enquêtes sur environ soixante-dix officiers qui auraient été abonnés à un site communautaire pro nord-coréen. D'après le ministère de la Défense, sept ou huit d'entre eux se seraient livrés à une conduite "problématique" en postant des messages sur ce site et vont faire l'objet d'enquêtes approfondies. Le reste se serait inscrit par simple curiosité.

1 www.northkoreatech.org/2011/09/18/south-koreas-online-blocking-sharply-rose-in-2010/

2 <http://www.northkoreatech.org/>

3 <https://www.eff.org/deeplinks/2011/08/south-korea-only-thing-worse-online-censorship>

4 <http://www.tdg.ch/high-tech/web/Facebook-et-Twitter-mal-vus-en-Coree-du-Sud/story/13674195>

5 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-coree-du-nord,39719.html>

6 <http://fr.rsf.org/internet-enemie-coree-du-nord,39719.html>

7 <http://uriminzokkiri.com/>

8 <http://www.theaustralian.com.au/media/digital/>

activist-mockingly-re-tweets-north-koreas-official-twitter-feed/story-fna03wxu-1226260689829

9 http://www.nytimes.com/2012/01/06/world/asia/06iht-korea06.html?_r=2

POLITIQUE ET INTERNET : DES RELATIONS “COMPLIQUÉES”

L'un des membres du KCSC, qui testait les limites de la censure, a lui-même été censuré¹. Il utilisait son blog pour éduquer les internautes sur le type de contenu potentiellement visé.

Les commentaires politiques sont très sensibles et sujets à surveillance en Corée du Sud. La commission nationale électorale a levé, le 13 janvier 2012, l'interdiction d'utilisation de Twitter et des réseaux sociaux² pour faire de la politique. Cette interdiction avait été jugée “inconstitutionnelle”. Deux scrutins sont prévus en 2012. Plus d'une centaine de personnes seraient poursuivies pour violation de la loi électorale.

L'un des commentateurs politiques les plus influents du pays, **Kim Eo-jun**³, éditeur du journal en ligne Ddanzi Ilbo, et plusieurs autres personnes, sont sous le coup de poursuites judiciaires⁴. Ils sont accusés d'avoir diffusé de fausses informations au sujet de Na Kyung-won, le candidat malheureux du Grand Parti National (GPN) au pouvoir aux élections municipales de Seoul. Dans son podcast “I'm a Ggomsu” (“Je suis un tricheur”)⁵, l'un des plus populaires au monde, suivi par des millions de personnes, il critique et se moque, avec d'autres commentateurs, des personnalités du GNP, dont le président Lee Myung-bak. De son côté, le célèbre blogueur **Minerva**, de son vrai nom

Park Dae-sung, a engagé des poursuites contre l'État, auquel il réclame des dommages et intérêts pour son incarcération en 2009 en raison de ses critiques de la politique économique du gouvernement (Lire le chapitre Corée du Sud⁶ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet).

Le rapporteur spécial des Nations unies pour la liberté d'expression, **Frank La Rue**⁷, a qualifié, en mai 2011, les régulations en ligne en Corée du Sud de “sujet de grande inquiétude”.

La loi sur la sécurité nationale, en particulier, date de 1948 et n'est plus en adéquation avec l'évolution de la société sud-coréenne et son ancrage démocratique. Elle doit être révisée ou abolie au plus vite, pour que le pays le plus connecté au monde cesse de se livrer à une censure rétrograde et inefficace, et laisse ses citoyens juger par eux-mêmes de l'inanité de la propagande du Nord ou critiquer librement en ligne leurs dirigeants politiques.

1 <https://www.eff.org/deeplinks/2011/08/south-korea-only-thing-worse-online-censorship>

2 http://www.channelnewsasia.com/stories/afp_asiapacific/view/1176554/1.html

3 <http://www.lesinfluences.fr/Naneun-Ggomsuda-la-satire-qui.html>

4 <http://www.koreaherald.com/national/Detail.jsp?newsMLId=20111028000632>

5 http://www.koreatimes.co.kr/www/news/nation/2011/10/113_97459.html

6 <http://fr.rsf.org/surveillance-coree-du-sud,39723.html>

7 http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/17session/A.HRC.17.27_en.pdf

ÉMIRATS

ARABES UNIS

PAYS SOUS SURVEILLANCE

Le gouvernement a profité du contexte politique tendu dans la région pour renforcer le contrôle de l'information et des communications dans le pays. Les net-citoyens du groupe "UAE 5", emprisonnés pendant plusieurs mois, ont appris à leurs dépens que la priorité des autorités était d'assurer la stabilité du régime, quitte à faire des exemples.

UNE SURVEILLANCE DÉCOMPLEXÉE

Les Émirats ont été épargnés par les manifestations qui ont rythmé la vie politique de certains de leurs voisins au cours de l'année 2011. Le régime n'a pas hésité à augmenter les salaires pour se prémunir contre tout risque de mécontentement social. Il a décidé de tout mettre en œuvre pour sonder l'humeur de la population et a publiquement assumé le système de surveillance mis en place dans ce but.

Le colonel Abdul Rahim bin Shafi, directeur du département de lutte contre le crime organisé au sein du ministère de l'Intérieur, a déclaré à l'agence de presse *Reuters*¹, en août 2011, que la police surveillait de près les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook : "Tous les médias sont surveillés, les réseaux sociaux également. Les gens peuvent exprimer leurs opinions sans être en infraction avec les normes (sociales)", a-t-il déclaré, en précisant que si Twitter et Facebook étaient "utilisés défavorablement, les responsables devraient être punis par la loi". Dans la ligne de mire des autorités, les individus qui "répandent de fausses informations ou diffusent de la propagande apte à démoraliser la sécurité publique" pourraient écoper de peines de prison ferme. L'officier supérieur reconnaît qu'une attention particulière est portée à la large communauté des travailleurs étrangers qui se sont déjà mis en grève dans le passé pour réclamer de meilleures conditions de travail.

DES ARRESTATIONS ARBITRAIRES POUR INTIMIDER LES DISSIDENTS POTENTIELS

Pour dissuader des dissidents potentiels de relayer les appels au changement, le régime a procédé à l'arrestation, en avril 2011, de cinq net-citoyens, surnommés "UAE 5"². Le quintet comprend : le célèbre blogueur Ahmed Mansour, administrateur du forum de débat démocratique Al-Hewar ("Le dialogue"), le blogueur Farhad Salem Al-Shehh, co-administrateur de ce forum, l'écrivain et professeur à l'université Paris-Sorbonne Nasser bin Ghaith et les militants des droits de l'homme Hassan Ali Al-Khamis et Ahmed Abdul Khaleq. Tous s'exprimaient librement en ligne. Ils avaient aussi signé une pétition forte d'une centaine de signatures pour demander aux autorités de procéder à des réformes. Ahmed Mansour a été arrêté après avoir accordé une interview à la chaîne Al-Hurra TV.

Les blogueurs et leurs familles ont été victimes de menaces de mort et de campagnes de diffamation particulièrement violentes, orchestrées par les autorités dans les médias et sur Internet. Ceux qui ont tenté de prendre leur défense ont subi à leur tour les foudres du régime. Rowda Hamed³, une utilisatrice de Twitter, a été menacée et convoquée pour leur avoir apporté son soutien.

Leur procès a été une parodie de justice⁴, les amenant à refuser de comparaître. Les net-citoyens ont fait une grève de la faim, pour protester notamment contre les mauvais traitements et les mauvaises conditions de leur détention. Ils ont finalement été condamnés, le 27 novembre 2011, à deux ans de prison ferme pour "insulte aux dirigeants émiratis", et "appel à manifester contre le régime", à l'exception d'Ahmed Mansour qui a écopé de trois ans de prison. Ils ont été grâciés⁵ le lendemain par le chef de l'État, Cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, puis libérés. Reporters sans frontières réclame que leurs condamnations soient effacées de leurs casiers judiciaires et que leur matériel et leurs passeports leur soient rendus.

Parallèlement, le feuilleton Blackberry a connu un nouveau rebondissement. De nouvelles limitations ont été imposées en mai 2011⁵ aux smartphones produits par Research in Motion. Les autorités ont décidé de limiter l'accès au système BlackBerry Enterprise Server (BES), hautement sécurisé, aux entreprises qui peuvent justifier de plus de 20 utilisateurs. Une décision susceptible d'agacer certains chefs d'entreprises, en discriminant les petites structures. L'image du pays auprès des entrepreneurs risque de pâtir du renforcement du contrôle de la société en réaction au printemps arabe.

1 <http://www.reuters.com/article/2011/08/17/us-emirates-social-media-police-idUSTRE77G3PB20110817>

2 <http://fr.rsf.org/emirats-arabes-unis-les-autorites-limitent-l-usage-des-28-04-2011,40122.html>

3 <http://globalvoicesonline.org/2011/11/19/uae-female-twitter-user-rowda-hamed-summoned-for-interrogation/>

4 <http://fr.rsf.org/emirats-arabes-unis-ahmed-mansour-et-quatre-activistes-24-10-2011,40635.html>

5 <http://fr.rsf.org/emirats-arabes-unis-les-autorites-limitent-l-usage-des-28-04-2011,40122.html>

ÉGYPTTE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

L'Égypte a célébré le premier anniversaire de la révolution dans un climat d'incertitude et de tensions entre un pouvoir militaire critiqué, un mouvement contestataire à la recherche d'un nouveau souffle et des islamistes triomphants. Les blogueurs et net-citoyens critiques de l'armée ont subi pressions, menaces et parfois arrestations. Le blogueur Maikel Nabil Sanad a été le premier prisonnier de conscience de l'ère post-Moubarak.

Lire le chapitre [Égypte](#)¹ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis le départ du pouvoir d'Hosni Moubarak en février 2011, tardant à passer le relais aux forces politiques nouvellement élues, n'a pas tenu ses promesses. Il a fallu attendre la veille des célébrations du 25 janvier 2012 pour voir l'état d'urgence, en vigueur depuis 1981, partiellement levé. Intouchable en Égypte, l'armée pratique toujours les mêmes méthodes de censure et d'intimidation. Le Conseil a non seulement perpétué les méthodes d'Hosni Moubarak pour contrôler l'information, mais les a renforcées. De nombreux journalistes et blogueurs cherchant à dénoncer les exactions commises par certains éléments de l'armée ou de la police militaire au cours du soulèvement pro-démocratique ont été poursuivis devant des juridictions militaires, parfois emprisonnés pendant des mois. Le CSFA a en effet affirmé qu'il n'aurait "aucune tolérance envers les insultes lancées contre [lui]". C'est le cas à chaque élection, manifestation ou commémoration potentiellement sujets à des troubles.

AGRESSIONS MULTIPLES, MENACES DE POURSUITES... ET ENCORE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Cas emblématique, le blogueur **Maikel Nabil Sanad** a été le premier prisonnier politique de l'ère post-Moubarak. Cet objecteur de conscience a été condamné par une cour martiale à trois ans de prison, en avril 2011, pour "insulte à l'institution

militaire". Il lui était reproché d'avoir publié un [rapport](#)², sur son [blog](#)³, remettant en cause l'apparente neutralité de l'armée lors des manifestations de janvier et février 2011. Détenu au secret, il a [entamé une grève de la faim](#)⁴ qui a fait craindre pour sa santé. Le juge avait même décidé de son placement en hôpital psychiatrique. Bénéficiant d'une amnistie accordée le 21 janvier dernier à près de 2 000 détenus, il a finalement été libéré le 24 janvier 2012, [après dix mois de détention](#)⁵. À peine libéré, il contestait à nouveau la légitimité des forces armées et critiquait leur bilan, à la veille du premier anniversaire de la révolution égyptienne.

Le journaliste australien **Austin Mackell**, qui relate dans ses articles et son blog, "[The Moon under water](#)"⁶, les événements de la révolution en Égypte, a été arrêté alors qu'il couvrait un mouvement de grève, à Mahalla le 11 février 2012, date anniversaire du départ de l'ancien président Hosni Mubarak. Cette arrestation confirme la nervosité des autorités égyptiennes vis-à-vis des mouvements de grèves déclenchés il y a un an. Le pouvoir militaire, qui assure la transition depuis la chute de l'ancien raïs, redoute les effets de contagion de ces mouvements, alors que la colère monte dans les rues.

La blogueuse **Asmaa Mahfouz** a également été [interrogée et menacée de poursuites](#)⁷ pour insultes à l'encontre du CSFA. L'armée a finalement fait marche arrière après une campagne en ligne très virulente qui fait dire aux internautes égyptiens qu'elle a été "[relâchée grâce à un hashtag](#)"⁸.

Le 15 mai 2011, la blogueuse **Botheina Kamel** a été convoquée devant la cour militaire, peu de temps après avoir critiqué l'institution dans une émission de la chaîne *Nile TV*.

Le blogueur et activiste **Alaa Abdel Fattah**⁹, incarcéré fin octobre 2011, pour avoir refusé de répondre aux accusations d'"incitation à la violence", "vol d'arme", "agression de militaires", "destruction de biens militaires", "meurtre avec préméditation" et "intention de commettre un acte terroriste" lors des manifestations de Maspero, a été inculpé, fin novembre, par la Haute Cour de sécurité nationale, puis libéré fin décembre 2011. Reporters sans frontières a demandé [l'abandon des charges](#)¹⁰ qui pèsent à son encontre. L'armée a montré qu'elle était encore capable de violences lors de ces affrontements qui ont opposé manifestants coptes et forces de l'ordre dans le quartier de Maspero au Caire : elle s'en est directement prise à des médias et des journalistes et est également intervenue pour couper temporairement l'électricité, les lignes de téléphone et la connexion Internet dans les bureaux du journal *Al-Shorooq*.

1 <http://fr.rsf.org/surveillance-egypte,39725.html>

2 <http://www.maikelnabil.com/2011/03/army-and-people-wasnt-ever-one-hand.html>

3 <http://www.maikelnabil.com/>

4 <http://fr.rsf.org/egypte-le-blogueur-et-objecteur-de-11-04-2011,39998.html>

5 <http://fr.rsf.org/egypte-le-blogueur-maikel-nabil-sanad-est-25-01-2012,41765.html>

6 <http://austingmackell.wordpress.com/>

7 <http://fr.rsf.org/egypte-asmaa-mahfouz-accusee-de-16-08-2011,40792.html>

8 <http://www.pbs.org/mediashift/2011/09/online-journalism-booms-in-egypt-but-not-without-restriction262.html>

9 <http://manalaa.net/>

10 <http://fr.rsf.org/egypte-liberation-provisoire-du-blogueur-26-12-2011,41601.html>

Le 22 octobre 2011, **Ayman Youssef Mansour** a été condamné à trois ans de prison assortis de travaux forcés pour avoir "intentionnellement insulté, attaqué et tourné en ridicule la dignité de la religion islamique" sur Facebook. Le net-citoyen avait été arrêté en août dernier.

Les agressions¹ et mauvais traitements contre blogueurs et professionnels de l'information se sont multipliées. Parmi les blogueurs concernés : **Mona Al-Tahtawy**², **Maged Butter**, ou **Malek Mostafa**³, qui a perdu un oeil⁴ lors du "nettoyage" de la place Tahrir fin novembre 2011.

LE CSFA CONTINUERAIT DE JOUER AVEC LA VITESSE DE LA BANDE PASSANTE ?

À la fin du mois de novembre 2011, alors que le pays connaissait un nouvel épisode révolutionnaire à l'approche des élections parlementaires, plusieurs sources indépendantes ont signalé à Reporters sans frontières un ralentissement de la vitesse de connexion à plusieurs reprises, et ce, au moment des manifestations. L'accès à Internet depuis les téléphones portables Vodafone et autres appareils numériques aurait également été restreint.

L'armée aurait-elle donné son feu vert pour la suspension d'Internet au plus fort de la révolution ? Le maréchal Tantaoui⁵ a été accusé par l'ancien président Hosni Moubarak d'avoir été impliqué dans cette décision, ce que le CSFA aurait démenti.

JUSTICE POUR KHALED SAÏD ?

Le procès des policiers Mahmoud Salah Amin et Awad Ismaïl Souleimane⁶, meurtriers présumés du blogueur égyptien **Khaled Saïd**, assassiné le 6 juin 2010, devant un cybercafé d'Alexandrie, s'est soldé par leur condamnation à sept ans de prison chacun. Selon le rapport médical, le net-citoyen aurait bien été battu à mort, avant d'être asphyxié, contredisant la thèse des deux suspects qui prétendaient que le jeune homme était mort en ingérant volontairement de la drogue lors de son arrestation.

Le verdict a été jugé trop clément⁷ par de nombreux net-citoyens. La mort de Khaled Saïd avait provoqué de vives réactions parmi la blogosphère égyptienne et il était devenu l'un des symboles de la Révolution, autour de la page Facebook "We are all Khaled Saïd"⁸.

LA BLOGOSPHERE RESTE MOBILISÉE

La société égyptienne reste divisée, entre ceux qui pensent que la révolution est terminée, ceux qui souhaitent poursuivre la lutte pour la démocratie et les plus nombreux, les indécis. Dans un pays qui connaît une transition difficile, la majorité des blogueurs n'a pas l'intention d'abandonner les claviers. Ils se disent déterminés à poursuivre leur "mission d'information" face aux défis qui attendent l'Égypte, en particulier en vue des élections présidentielles qui doivent se tenir d'ici fin juin 2012.

1 <http://fr.rsf.org/egypte-multiplication-des-agressions-de-23-11-2011,41438.html>

2 <http://www.monaeltahawy.com/blog/>

3 <http://alientroops.blogspot.com/>

4 <http://globalvoicesonline.org/2011/11/19/egypt-have-activists-and-journalists-been-targeted-in-tahrir-square-clearing/>

5 http://www.romandie.com/news/?404;http://www.romandie.com:80/news/archives/_Egyptecensure_des_telecoms_l_armee_dement_toute_implication_de_Tantaoui050820112308

6 <http://fr.rsf.org/bahrein-bain-de-sang-au-yemen-sur-fond-de-26-09-2011,41061.html>

7 <http://globalvoicesonline.org/2011/10/26/egypt-revolution-call-renewed-after-khaled-said-murder-trial-verdict/>

8 <https://www.facebook.com/elshaheed.co.uk>

ÉRYTHRÉE




PAYS SOUS SURVEILLANCE

Le printemps arabe a donné une nouvelle vigueur aux aspirations au changement de la diaspora, de plus en plus active en ligne. Le régime, qui verrouille complètement le pays et qui poursuit sa politique de répression aveugle envers la population, est quelque peu dépassé par l'influence du Net sur les Érythréens basés à l'étranger. Il a porté sa guerre de propagande sur les réseaux sociaux. Les sites proches de l'opposition ont fait face à des cyberattaques d'une ampleur inédite.

AUTOCENSURE, ACCÈS DIFFICILE AU WEB ET TERREUR SANS FRONTIÈRES

Dans ce pays privé de toutes les libertés et qui a suspendu sa presse privée en septembre 2001¹, Internet demeure le seul espace d'expression possible. Son utilisation reste cependant embryonnaire. Le dictateur Issaias Afeworki fait régner un climat de terreur, qui incite à l'autocensure les rares Érythréens qui osent se connecter malgré les obstacles techniques et la surveillance mise en place dans les cybercafés (Lire le chapitre Érythrée² du rapport 2011 sur Les Ennemis d'Internet).

Les principaux sites de la diaspora, tels Assenna.com³, Asmarino.com⁴ et Awate.com⁵, sont inaccessibles principalement en raison de la lenteur de la bande passante. Aucun site indépendant n'est opéré depuis l'Érythrée. Ceux qui écrivent, à l'étranger, sur les sites "interdits", font très souvent le choix de l'anonymat, par mesure de sécurité.

En effet, non content de terroriser la population dans son pays, le président tente de s'en prendre aux dissidents exilés. Il profite en cela de l'aide de certains gouvernements de pays amis. **Jamal Osman Hamad**, éditorialiste et journaliste érythréen⁶ basé au Soudan, et responsable du site Internet Adoulis.com⁷, a été libéré par les forces de sécurité soudanaises le 16 décembre 2011, à Khartoum, après plus de huit semaines de détention. Connu pour ses critiques du président érythréen Issaias Afeworki, il avait été arrêté moins d'une semaine après la visite officielle de ce dernier sur le territoire soudanais, le 24 octobre 2011, visite au cours de laquelle le président érythréen et son

homologue soudanais avaient inauguré l'ouverture d'une route reliant les deux pays. Le 17 octobre, trois cents ressortissants érythréens avaient été renvoyés vers leur pays d'origine⁸ sans que le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies n'ait pu se pencher sur leurs cas.

UN PRINTEMPS ÉRYTHRÉEN GÉNÉRÉ PAR LES NOUVEAUX MÉDIAS ?

Le régime a vu d'un très mauvais œil les révoltes arabes et la chute de présidents amis comme Hosni Moubarak et Mouamar Kadhafi. Il a forcé les médias d'État à les ignorer et serait prêt à couper l'accès à Internet, comme le régime égyptien l'avait fait au plus fort de la révolution, en cas de troubles internes. Le potentiel des réseaux sociaux en terme de mobilisation des Érythréens de la diaspora inquiète le pouvoir. Ces derniers sont, davantage que leurs concitoyens restés au pays, très au fait de l'actualité des révolutions arabes, qui redonnent à beaucoup l'espoir d'un changement politique dans la Corée du Nord de l'Afrique. L'activité déployée ces derniers mois par l'opposition, dans les rues du monde entier et sur le plan diplomatique, est un phénomène nouveau.

De mars à mai 2011 en particulier, les communautés érythréennes exilées ont organisé des rassemblements pacifiques⁹ pour commémorer le 20^e anniversaire de l'indépendance du pays et protester contre le régime dictatorial. En Australie, en Grande-Bretagne, aux États-unis, en Égypte ou en Éthiopie, le mot d'ordre était "ASSEZ!". Ces manifestations ont été coordonnées notamment via le groupe Facebook "Ashab Yourid Isqat Isaias Afwerki" (The People want Isaias Afwerki to Step Down).

Les opposants à l'étranger ont aussi choisi d'impliquer les Érythréens restés au pays, d'une manière particulière. Les associations de jeunesse *Eritrean Youth for Change (EYC)* et *Eritrean Youth Solidarity for Change (EYSC)* ont appelé les Érythréens de l'intérieur à "vider les rues" d'Asmara dans le cadre de l'opération Arbi Harnet (Freedom Friday)¹⁰, lancée début février 2012.

Daniel Gebremichael, l'un des organisateurs, a souligné sur le site Awate.com "nous avons besoin d'une chaîne de communication entre les militants de la diaspora et les gens dans le pays afin de faciliter une ouverture progressive. Donc vous pouvez dire que [ce mouvement] a été inspiré par le printemps arabe, mais avec une forte influence de la culture politique érythréenne".

1 <http://fr.rsf.org/erythree-le-dictateur-issaias-afeworki-n-16-09-2011,40992.html>

2 <http://fr.rsf.org/erythree-erythree-11-03-2011,39726.html>

3 <http://assenna.com/>

4 <http://asmarino.com/>

5 <http://awate.com/>

6 <http://fr.rsf.org/soudan-dix-jours-apres-l-expulsion-de-27-10-2011,41297.html>

7 <http://adoulis.com/>

8 <http://www.hrw.org/news/2011/10/25/sudan-end-mass-summary-deportations-eritreans>

9 <http://awate.com/the-arab-spring-inspires-the-eritrean-spring/>

10 <http://awate.com/interview-with-eritreas-freedom-friday-organizers/>

Il précise que des centaines de coups de téléphone ont été passés en direction d'Asmara et d'autres villes, des SMS et des e-mails ont été envoyés pour informer la population de cette campagne et l'inviter à se mobiliser. Les plus de 10 000 abonnés de la page Facebook de [EYSC](#)¹ et de [EYC](#)² ont été sollicités. [Des vidéos YouTube](#)³ ont été téléchargées pour convaincre la population de prendre part à cet appel pour des changements démocratiques dans le pays. Daniel Gebremichael juge le bilan positif. L'initiative aurait reçu des messages de soutien d'individus contactés sur place. La plupart des interlocuteurs qui ont pu être joints, terrorisés, ont seulement écouté. Mais l'important est que le message passe. L'objectif affiché est d'appeler 5% des plus de 230 000 lignes téléphoniques du pays.

Yemane Gebreab, le principal conseiller politique du président et leader du parti au pouvoir, a été pris à partie, une fois repéré dans un pub à Manhattan, par des jeunes Érythréens qui l'ont interrogé sur les disparus dans le pays et ont dénoncé son soutien au dictateur. La scène a été filmée, postée sur YouTube, et relayée par des milliers de membres à la stupeur des autorités. La [vidéo](#)⁴ aurait, selon le site [Awate.com](#)⁵, été vue, sous différentes formes, plusieurs dizaines de milliers de fois. Un coup dur porté à la machine de propagande du pouvoir.

LES DÉBUTS D'UNE CYBERGUERRE ?

Le gouvernement continue de piloter une offensive en ligne contre ces critiques. Ali Abdu, le ministre de l'Information, et Yemane Gebreab coordonnent la propagande en ligne, les initiatives de désinformation sur Internet, les cyberattaques contre les sites de l'opposition, et les pressions et intimidations contre les opposants. Ils ont choisi d'occuper le terrain sur les réseaux sociaux et d'y confronter les opposants en diffusant leurs propres messages de promotion du régime. Parmi les pages Facebook concernées : [Eritrea First](#)⁶, qui compte plus de 2 500 amis début mars 2012 et dont la devise est "Nation always comes first" ("la Nation passe toujours d'abord").

Une vague de [cyberattaques sans précédent](#)⁷ a frappé plusieurs sites critiques du pouvoir début décembre 2011. La plupart des sites d'opposition, dont [Assenna.com](#), [Awate.com](#), [Asmarino.com](#), ont été bloqués pendant plusieurs jours. Les hackers auraient attaqué leurs bases de données et tenté, en vain, d'effacer leurs archives. En revanche, les sites pro-gouvernementaux comme [Meskerem.net](#)⁸, [Alenalki.com](#)⁹, et [Dehai.org](#)¹⁰ ont été épargnés. Un nouvel épisode de censure dans lequel il est difficile de ne pas voir la main d'Asmara.

Ces attaques sont intervenues à point nommé, alors que les sites visés spéculaient sur le discours de fin d'année du président et au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU [élargissait les sanctions imposées à l'Érythrée](#)¹¹ pour son soutien présumé aux insurgés islamistes de Somalie.

1 <https://www.facebook.com/pages/Eritrean-Youth-for-Change-EYC/95735347089>

2 <https://www.facebook.com/groups/eritreanyouth/>

3 http://www.youtube.com/watch?v=-_7wM6XRMw&feature=youtu.be

4 <http://www.youtube.com/watch?v=9rHKA-idvG8>

5 <http://awate.com/eritrea-anatomy-of-a-revolution/>

6 <https://www.facebook.com/eritreafirst>

7 <http://awate.com/awate-com-was-hacked/>

8 <http://meskerem.net/>

9 <http://alenalki.com/>

10 <http://dehai.org/>

11 <http://www.france24.com/fr/20111205-nouvelles-sanctions-erythree-afrique-conseil-securite-onu>

FRANCE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

Le gouvernement a pris le contre-pied de décisions judiciaires ou de recommandations internationales condamnant le filtrage ou la suspension de l'accès à Internet, et ce, dans un contexte de pressions sur les sources des journalistes. La France ne doit pas sacrifier la liberté d'expression en ligne et la neutralité du Net à la tentation sécuritaire ou à la protection du droit d'auteur.

QUAND L'INFORMATION BASCULE SUR LE NET

Le chapitre [France](#)¹ du rapport 2011 des Ennemis d'Internet, qui marquait son entrée dans la liste des pays "sous surveillance", pointait une année 2010 difficile pour les journalistes en ligne et leurs sources. L'année 2011 n'aura pas été meilleure, notamment en raison de la [multiplication des actions judiciaires contre les sources journalistiques](#)². Deux journalistes de Rue89 et un journaliste de *France Inter* ont été [mis en examen le 30 août 2011 sur plainte du groupe Bolloré](#)³, à la suite de leurs informations concernant les activités de ce groupe au Cameroun. Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a, quant à lui, [retiré sa plainte contre Médiapart](#)⁴ qui accusait les services de renseignements français d'espionner ses journalistes. [Des menaces de mort](#)⁵ ont été proférées à l'encontre d'un collaborateur de Mediapart qui couvrait notamment l'affaire Karachi ([Lire le rapport "La tentation du contrôle"](#)⁶, publié le 27 février 2012 par Reporters sans frontières).

Le ministère public manifeste trop souvent son embarras face aux nouvelles technologies, se fondant sur une conception restrictive de la mission d'information. Les poursuites engagées contre **Mikaël Chambru**, journaliste bénévole du site d'information [La Voix des Allobroges](#)⁷, pour sa couverture d'une manifestation, en sont la preuve. Assimilé à un manifestant au motif qu'il ne disposait pas de carte de presse, le journaliste a risqué jusqu'à six mois d'emprisonnement et 1 500 euros d'amende avant que le juge ne le relaxe en octobre 2011.

Parallèlement, la [Cour de cassation](#)⁸ a rappelé, en octobre 2011, que la loi sur la presse de 1881 s'applique aux blogueurs. Les juges du fond des tribunaux de grande instance (TGI), notam-

ment la 17^e chambre du TGI de Paris appliquent déjà cette loi en prenant en compte le profil spécifique de l'auteur de l'article incriminé, s'il est blogueur, notamment en matière de bonne foi.

HADOPI, L'HEURE DES MAUVAIS BILANS

Outre ses carences, la "loi Création et Internet", loi "favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet", ou Hadopi, va à l'encontre des libertés fondamentales, en prévoyant la coupure de l'accès à Internet. Reporters sans frontières continue de demander son abrogation.

Dans son [rapport](#)⁹ rendu public en juin 2011, Frank La Rue, rapporteur spécial pour la liberté d'expression des Nations unies, a affirmé que "couper l'accès Internet des utilisateurs, quelle que soit la justification fournie - et ceci inclut les lois relatives à la violation de la propriété intellectuelle - est une mesure disproportionnée. Cette disposition contrevient à l'article 19, paragraphe 3, du Pacte international sur les droits civils et politiques". Le rapporteur de l'ONU dénonce nommément dans son rapport "la riposte graduée en France".

Pourtant, le pays persiste dans son approche répressive de la protection du droit d'auteur. Le 11 juillet 2011, lors d'une conférence de presse, la Haute Autorité instituée par la nouvelle loi a annoncé avoir réalisé dix-huit millions de constats par les ayants droits (pour 22 millions d'abonnements français à Internet !) et un million d'identifications, adressé 470 000 recommandations et émis 20 598 avertissements. Dix abonnés ayant franchi le cap des "trois avertissements" devraient finalement être entendus par Hadopi. Leur dossiers pourront ensuite être transmis au parquet. S'ils sont condamnés, les internautes devront s'acquitter d'une amende pouvant atteindre 1 500 euros et seraient susceptibles de voir leur connexion Internet suspendue. [Lire l'interview exclusive](#)¹⁰ de Jérôme Bourreau-Guggenheim, cofondateur de [SOS Hadopi](#)¹¹, et de Robert Thollot, un internaute poursuivi par la Haute Autorité pour "négligence caractérisée": il est accusé de n'avoir pas suffisamment sécurisé son accès Internet FreeWifi.

Le Conseil d'État a rejeté, le 19 octobre 2011, les recours en annulation déposés par French Data Network (FDN) et Apple contre [plusieurs dispositions](#)¹² de la loi Hadopi. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a levé sa

1 <http://fr.rsf.org/surveillance-france,39712.html>

2 <http://fr.rsf.org/france-nouvelles-inquietudes-pour-le-14-10-2011,41199.html>

3 <http://www.rue89.com/making-of/2011/08/30/rue89-et-france-inter-mis-en-examen-sur-plainte-du-groupe-bolloré-219946>

4 <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20110630.OBS6220/gueant-retire-sa-plainte-pour-diffamation-contre-mediapart.html>

5 <http://fr.rsf.org/france-oui-ou-non-le-journalisme-d-102-09-2011,40889.html>

6 fr.rsf.org/IMG/pdf/rapport-france.pdf

7 <http://www.lavoixdesallobroges.org/>

8 www.rue89.com/2011/10/08/la-cour-de-cassation-etend-le-droit-de-la-presse-aux-blogs-225347

9 <http://documents.latimes.com/un-report-internet-rights/>

10 <http://fr.rsf.org/france-sos-hadopi-et-robert-thollot-20-10-2011,41247.html>

11 <http://www.sos-hadopi.fr/>

12 <http://www.numerama.com/magazine/20248-hadopi-les-recours-de-fdn-et-apple-rejetes-par-le-conseil-d-etat.html>

mise en demeure de la société Trident Media Guard (TMG), qui collecte les adresses IP des internautes, de les transmettre à l'Hadopi. Accusée "d'insuffisance de mesures de sécurité" après des fuites de données¹, TMG a mis en place des procédures qui semblent avoir donné satisfaction à la CNIL qui a clos le dossier².

Le gouvernement et la Hadopi ont entamé des réflexions destinées à étendre la lutte contre le téléchargement illégal au streaming³.

FILTRAGE À TOUT VA ?

Le filtrage du Net porte atteinte à la liberté d'information⁴, selon la Cour de justice de l'Union européenne. La CJUE a estimé que le filtrage généralisé du Net porte atteinte aux droits fondamentaux des citoyens européens, et notamment à la libre circulation de l'information sur le Net. Elle a également rappelé que la protection des droits d'auteur ne devait pas se faire au détriment d'autres libertés fondamentales, comme la liberté d'information et la protection des données personnelles. Dans l'arrêt⁵ de la Cour, il est clairement affirmé que "des mesures qui obligeraient un fournisseur d'accès à Internet (FAI) à procéder à une surveillance générale des informations qu'il transmet sur son réseau" sont contraires au droit européen, et violent les droits fondamentaux.

LA LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION POUR LA PERFORMANCE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE, LOPPSI 2

Pourtant, la France a continué de plus belle à faire avancer des méthodes de filtrage abusives. La Loppsi 2 consacrait déjà la mise en place d'un filtrage administratif⁶. D'autres textes sont venus appuyer cette perspective.

DÉCRET D'APPLICATION DE LA LCEN

Le projet de décret⁷ d'application de l'art. 18⁸ de la loi de 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) a été fustigé par le Conseil national du numérique⁹ en juin 2011. Il prévoit la possibilité de mettre en place un filtrage administratif du Net, selon des critères particulièrement larges et flous.

La procédure prévoit trois étapes¹⁰ basées sur le principe du "notice and take down". Toute opération de blocage ou de retrait de contenu devrait être strictement limitée et encadrée par une procédure judiciaire. Reporters sans frontières demande le retrait du décret.

L'ordre de filtrage ou de retrait peut être donné par plusieurs ministères, mais aussi par l'Autorité nationale de défense des systèmes d'information, agence chargée de la cyberdéfense du territoire. Le filtrage est prononcé sans contrôle de l'autorité judiciaire et aucun recours n'est prévu.

LOI DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Le projet de loi¹¹ de protection des consommateurs propose d'étendre le filtrage et le blocage aux violations du droit de la consommation et prévoit en son article 10 une disposition donnant à la DGCCRF (Direction général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) le pouvoir de saisir le juge pour faire bloquer les sites Internet violant les règles du droit à la consommation. Le surblocage de contenus licites est possible et la procédure judiciaire trop expéditive pour garantir le respect de la liberté d'information.

Lors de l'examen de la loi, le 4 octobre 2011, les députés ont rejeté l'amendement présenté par la députée socialiste Corinne Erhel, qui proposait un "moratoire sur les mesures de blocage et de filtrage d'Internet".

LES JEUX EN LIGNE NON AUTORISÉS

Le décret n° 2011-2122¹² du 30 décembre 2011 "*relatif aux modalités d'arrêt de l'accès à une activité d'offre de paris ou de jeux d'argent et de hasard en ligne non autorisée*" impose aux "*fournisseurs d'accès à Internet et hébergeurs de sites*" de procéder "*à cet arrêt en utilisant le protocole de blocage par nom de domaine (DNS)*", un mécanisme inefficace et dangereux¹³.

LA SAGA COPWATCH

Le traitement réservé au site Copwatch illustre très bien la banalisation du filtrage dans la conception que se font les autorités de la gestion des contenus en ligne potentiellement illégaux, quitte à envisager des mesures disproportionnées. Le tribunal

1 <http://www.01net.com/editorial/533009/fuite-de-donnees-tmg-le-chasseur-de-pirates-de-la-hadopi-porte-plainte/>

2 www.01net.com/editorial/544802/hadopi-la-cnil-ne-sanctionne-pas-tmg-pour-la-fuite-de-donnees/

3 <http://www.zdnet.fr/actualites/lutte-contre-le-streaming-illegal-la-hadopi-repond-present-39766029.htm>

4 <http://fr.rsrf.org/union-europeenne-le-filtrage-du-net-porte-atteinte-28-11-2011,41471.html>

5 http://www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id_article=3272

6 <http://fr.rsrf.org/surveillance-france,39712.html>

7 <http://owni.fr/2011/06/16/filtrage-par-decret/>

8 <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000801164&dateTexte=>

9 <http://fr.rsrf.org/france-le-conseil-national-du-numerique-16-06-2011,40469.html>

10 <http://www.pcinpact.com/news/64121-cnn-blocage-fai-hebergeur-editeur.htm>

11 http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/protection_information_consommateurs.asp

12 <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000025062583&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

13 <http://www.zdnet.fr/blogs/infra-net/blocage-dns-de-sites-web-un-decret-dangereux-inutile-et-susceptible-de-recours-39766999.htm>

de grande instance de Paris a ordonné, le 10 février 2011, le blocage du site Copwatch (copwatchnord-idf.eu.org), accusé de diffamer les policiers et de diffuser des informations personnelles susceptibles de les mettre en danger¹. Le blocage total du site a été ordonné, et non celui des seules pages incriminées comme le demandait le ministre.

En revanche, le ministère n'a obtenu gain de cause ni sur la demande de blocage des 34 "sites miroirs" qui, selon lui, reproduisaient les contenus, ni sur celle de blocage des "sites futurs". À la demande, déjà, du ministre de l'Intérieur, le tribunal de Paris avait ordonné une première fois le blocage complet du site, qui avait entre-temps refait surface². Reporters sans frontières tient néanmoins à rappeler la responsabilité des net-citoyens lors de leurs publication en ligne. L'organisation ne peut cautionner la collecte des informations personnelles concernant les policiers et gendarmes fichés dans le site. La diffusion de ces données représente une infraction à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, et peut occasionner un dommage pour les familles des policiers présentés sur le site, ainsi qu'un danger pour leur sécurité. Reporters sans frontières avait publié sur son site un "guide du blogueur"³, rappelant les droits, mais également les devoirs des net-citoyens.

NEUTRALITÉ DU NET EN DANGER

Le filtrage se banalise, même sans contrôle judiciaire suffisant. La privatisation croissante des réseaux et leur gestion potentiellement arbitraire et discriminatoire pèsent également sur la neutralité du Net. Le site d'informations Owni a notamment révélé, en novembre 2011, qu'Internet pourrait ne plus être illimité dans les foyers⁴.

La transposition en droit français du Paquet télécoms⁵, un ensemble de mesures européennes, en août 2011, s'est révélée décevante⁶ pour la neutralité du Net, qu'elle remet partiellement en cause. Aucun débat parlementaire n'a eu lieu, en dépit des enjeux de ce texte qui modifie la conception et la vision d'Internet en France, ce qui révèle un manque flagrant d'engagement réel en faveur des consommateurs de la part du gouvernement.

L'ordonnance reste très permissive concernant la neutralité du Net. L'article 3, qui prévoit que le ministre en charge des communications électroniques veille, avec l'Arcep (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes), à

"favoriser la capacité des utilisateurs finaux à accéder à l'information et à en diffuser (sic) ainsi qu'à accéder aux applications et services de leurs choix", n'a aucune valeur contraignante. L'article 33, qui décrit les informations devant figurer sur le contrat d'abonnement Internet, ne garantit pas non plus la neutralité du Net, mais se contente de l'encadrer, exigeant plus de transparence. Le contrat doit en effet informer les consommateurs des procédures qui pourront être mises en place "pour mesurer et orienter le trafic de manière à éviter de saturer ou sursaturer une ligne du réseau et sur leurs conséquences en matière de qualité du service". Une obligation qui entérine ces pratiques, alors qu'elles vont à l'encontre de la neutralité du Net. Cette disposition laisse craindre un bridage du débit ou des forfaits selon le volume de consommation, déjà évoqué par certains FAI.

Autres points particulièrement problématiques : l'absence de mesures contraignantes en termes de protection des données personnelles, l'obligation d'information des FAI sur les dangers du Web et leurs conséquences juridiques et l'utilisation des communications électroniques par l'État pour la sécurité et l'ordre public. En effet, dans un contexte comme celui qu'a récemment connu le Royaume-Uni, le gouvernement pourra avoir recours au brouillage des communications⁷.

DE LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES FRANÇAISES

En août dernier, le *Wall Street Journal* visitait un centre d'interception des télécommunications à Tripoli et confirmait⁸, photo du logo d'Amesys à l'appui, que cette société française appartenant au groupe Bull avait bien fourni à la Libye son système Eagle de surveillance massive de l'Internet, notamment l'interception des emails⁹ sur les messageries Hotmail, Gmail et Yahoo!, ainsi que la surveillance des messageries instantanées MSN et AIM. Parmi les personnes espionnées¹⁰ figuraient le journaliste libyen Khaled Mehiri et plusieurs opposants. France Telecom est actionnaire de Bull. Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a pour sa part rejeté la responsabilité potentielle de l'État français et déclaré qu'aucune commission ministérielle n'avait jamais été sollicitée¹¹ pour autoriser ou non la vente par des entreprises françaises de matériel de surveillance d'Internet à la Libye et la Syrie. L'association Sherpa a porté plainte¹² et entend ainsi obtenir l'ouverture d'une enquête qui permettrait de faire la lumière sur cette transaction et d'identifier, le cas échéant, les responsabilités.

1 <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20110930.OBS1485/police-des-plaintes-contre-un-site-qui-surveille-la-police.html>

2 <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120124.OBS9614/copwatch-gueant-demande-a-nouveau-le-blocage-du-site.html>

3 <http://fr.rsf.org/guide-pratique-du-blogueur-et-du-12-03-2009,14997.html>

4 <http://owni.fr/2011/08/19/fin-internet-illimite-fixe-orange-sfr-free-bouygues-telecom/>

5 www.arcep.fr/fileadmin/reprise/textes/communautaires/joe_20110826_0049.pdf

6 <http://fr.rsf.org/france-la-france-transpose-le-paquet-01-09-2011,40882.html>

7 <http://fr.rsf.org/france-la-france-transpose-le-paquet-01-09-2011,40882.html>

8 <http://owni.fr/2011/08/31/amesys-amnesie-dpi-libye-kadhafi-surveillance/>

9 <http://owni.fr/2011/12/14/al-jazeera-amesys-espionnage-spyfiles-libye/>

10 <http://bugbrother.blog.lemonde.fr/2012/01/17/longuet-sarkozy-et-lalibi-de-la-libye/>

11 http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/affaire-amesys-l-etat-francais-pas-responsable-selon-longuet_275799.html

12 <http://www.asso-sherpa.org/archives/1838>

Les entreprises Alcatel-Lucent, Eutelsat et Thalès ont également été épinglées par des ONG, dont Reporters sans frontières, pour leurs activités respectives en Birmanie, en Iran et en Chine notamment. Les Spyfiles de WikiLeaks ont mis en avant, comme le montre [la carte publiée par le site Owni](#)¹, la présence des entreprises Alcatel, Qosmos, Amesys, Vupen, Septier, Scan & Target et Aqsacom sur le marché de la surveillance. Reporters sans frontières demande aux autorités françaises de faire preuve de transparence sur leurs relations avec ces entreprises et de prendre des mesures concrètes, aux niveaux national, européen et international, pour empêcher l'exportation de matériel de surveillance, par des sociétés françaises, vers des pays où les droits de l'homme sont bafoués.

LA POSITION FRANÇAISE CONCERNANT INTERNET AU PLAN INTERNATIONAL : UNE SÉRIE DE RENDEZ-VOUS MANQUÉS

La France a choisi de s'écarter de la ligne suivie par une quarantaine de pays en matière de libertés fondamentales sur Internet. Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a en effet [refusé](#)² d'endosser la [déclaration](#)³ de l'ONU reconnaissant l'accès à Internet comme un droit fondamental, conditionnant sa signature à la reconnaissance de la propriété intellectuelle comme droit équivalent à la liberté d'expression.

Dans un tel contexte, la conférence de l'eG8, qui se tenait en mai 2011 à Deauville, ne pouvait aboutir qu'à [un rendez-vous manqué](#)⁴. La société civile y a donné de la voix et dénoncé les tentatives abusives de régulation du Net. Le discours officiel a évolué de la notion d'Internet "civilisé" à celle d'Internet "responsable". Priorité doit être donnée à la défense d'un Internet libre et accessible à tous.

Fin février dernier, Reporters sans frontières a demandé aux candidats à la présidentielle de 2012 de signer le "[Pacte pour la liberté de la presse en France](#)"⁵ et notamment de s'engager "à assurer le libre accès à Internet, à en garantir la neutralité et à renoncer au recours au filtrage administratif, en privilégiant les solutions concertées avec les hébergeurs, afin de faciliter la circulation de l'information en ligne".

1 <http://owni.fr/2011/12/01/spy-files-wikileaks/>

2 <http://www.numerama.com/magazine/19589-la-france-pretend-defendre-les-libertes-sur-internet-mais.html>

3 <http://fr.rsf.org/l-onu-rend-son-rapport-sur-la-03-06-2011,40398.html>

4 <http://fr.rsf.org/une-trentaine-d-ong-interpellent-25-05-2011,40346.html>

5 pacte2012.rsf.org/




NOUVEAU PAYS SOUS SURVEILLANCE

Depuis les attentats de Bombay en 2008, les autorités ont renforcé leur surveillance du Web et la pression sur les intermédiaires techniques, tout en rejetant publiquement les accusations de censure. La politique de sécurité nationale de la plus grande démocratie du monde fragilise la liberté d'expression en ligne et la protection des données personnelles des internautes érythréenne".

UNE POPULATION DE PLUS EN PLUS CONNECTÉE

Internet connaît un essor considérable en Inde. D'ici 2014, le pays devrait compter près de 300 millions d'internautes, contre environ 100 millions fin 2011. L'Internet sans fil, notamment sur les téléphones portables, est en plein développement, alors que le prix des smartphones devient abordable.

Cette évolution a amené les autorités à surveiller de plus près ce qui se passe sur le Web. Selon le site [Google Transparency](#)¹, qui répertorie les demandes de censure du Net émanant des gouvernements, l'Inde aurait, à de multiples reprises (67 fois précisément, entre juillet et décembre 2010), demandé à Google de retirer de Youtube et de plusieurs blogs des vidéos critiques vis-à-vis de différents politiciens. Les demandes concerneraient 282 contenus ; l'entreprise en aurait supprimé 22%.

UNE NET-CITOYENNE PERD LA VIE

Le 16 août 2011, **Shehla Masood**, blogueuse et militante du Right to Information (RIT), a été tuée par balle devant son domicile, à Bhopal (centre du pays), alors qu'elle se rendait à une manifestation de soutien à Anna Hazare, figure de la société civile à l'origine d'une campagne anti-corruption et arrêtée le même jour. Reporters sans frontières a demandé aux autorités indiennes de ne pas laisser ce crime impuni.

1 <http://www.google.com/transparencyreport/?hl=fr>

2 <http://india.blogs.nytimes.com/2011/12/05/india-asks-google-facebook-others-to-screen-user-content/>

3 <http://www.youtube.com/watch?v=Lx5lh03YhYM&feature=youtu.be>

PRESSIONS DES AUTORITÉS SUR LES FOURNISSEURS DE SERVICES D'HÉBERGEMENT

Des réunions ont été organisées à plusieurs reprises, au cours de l'année 2011, entre le ministre des Télécommunications, Kapil Sibal, et les représentants du secteur. D'après [The New York Times](#)², le ministre aurait souhaité que les hébergeurs et fournisseurs de services sur Internet pré-visualisent tous les contenus transitant par leurs services et bannissent ceux qui "menacent l'unité, l'intégrité, la défense, la sécurité ou la souveraineté de l'Inde, ses relations avec les États étrangers ou l'ordre public". Ce à quoi les entreprises lui auraient opposé une fin de non-recevoir en raison du volume des informations à traiter. Kapil Sibal a ensuite nié avoir formulé une telle demande dans une [interview](#)³ accordée à la chaîne NDTV.

Les autorités ont d'ores et déjà sévi contre plusieurs sites, notamment de téléchargement et de streaming, sans qu'un jugement n'ait tranché sur leur illégalité. [Le caricaturiste anti-corruption Aseem Trivedi](#)⁴, "Cartoons Against Corruption", qui rassemble des dessins humoristiques dénonçant la corruption, a vu son site suspendu par son hébergeur fin 2011. Le caricaturiste a transféré ses dessins vers un [nouveau site](#)⁵.

Las de chercher à convaincre les entreprises de s'autoréguler, le gouvernement a choisi les voies législative et judiciaire pour arriver à ses fins.

UNE LÉGISLATION DANGEREUSE

Les "IT Rules 2011"⁶, [dangereuses pour la liberté d'expression en ligne](#)⁷, ont été adoptées en avril 2011, en complément de l'Information Technology Act (ITA) de 2000, amendé en 2008. Celles-ci imposent notamment aux entreprises du Net de retirer, 36 heures maximum après notification par les autorités, tout contenu jugé choquant, notamment à caractère "diffamatoire", "haineux", "nocif pour les mineurs", "violant le droit d'auteur" etc., et ce, sous peine de poursuites. Les intermédiaires techniques deviennent ainsi des auxiliaires de police de la censure du Web.

De plus, si certaines catégories de contenus sont légitimement répréhensibles, d'autres, trop vagues ou trop subjectives, pourraient porter atteinte à du contenu informationnel.

4 <http://fr.rsf.org/inde-un-debut-d-annee-marque-par-des-13-01-2012,41670.html>

5 <http://cartoonsagainstcorruption.blogspot.com/>

6 <http://fr.rsf.org/inde-de-nouvelles-regulations-19-05-2011,40316.html>

7 http://www.nytimes.com/2011/04/28/technology/28internet.html?_r=3&scp=1&sq=vikas%20bajaj%20Internet%20india&st=cse

Ces mesures ont suscité de vives réactions de la part des entreprises concernées. La Internet and Mobile Association of India (IAMAI) a estimé qu'elles entraveraient le développement des médias sociaux en Inde : "Les réglementations semblent pencher en faveur du plaignant. Avant même qu'un cas ne soit porté en justice, le site doit en retirer le contenu. Cela pourrait porter atteinte à la liberté d'expression sur Internet". Des entreprises du secteur ont souligné les risques d'autocensure et de réduction de la libre circulation de l'information.

Les IT rules instaurent également des règles drastiques pour les cybercafés, qui violent la protection des données privées et font peser une présomption de culpabilité sur tous les internautes indiens : photographie obligatoire pour les clients, consignes d'ameublement pour assurer la visibilité des écrans, conservation pendant un an des copies de leurs pièces d'identité et de l'historique de leur navigation, et envoi de ces données au gouvernement tous les mois.

Cette nouvelle législation a permis à des individus de poursuivre en justice une vingtaine d'entreprises du Web, au civil et au pénal.

DES POURSUITES JUDICIAIRES SUSCEPTIBLES DE CRÉER DE DANGEREUX PRÉCÉDENTS

Reporters sans frontières a appelé la justice, dans le cadre des procédures engagées, à ne pas faire peser sur les entreprises la responsabilité des contenus postés par des tiers sur les plateformes web.

Une première procédure au civil¹ concerne 21 entreprises du Net (parmi lesquelles Google, Yahoo !, Facebook, Youtube, Blogspot, le réseau social Orkut et le forum Exbii), accusées d'héberger des contenus "choquants". Elle a été lancée par un certain Mufti Aizaz Arshad Kazmi, qui estime que ces entreprises hébergent des contenus froissant le sentiment religieux. Un tribunal civil de New Delhi avait ordonné, le 23 décembre 2011, la suppression des contenus "obscènes", avant le 6 février 2012. Le juge Suresh Kait a même menacé, au cours d'une audience, de mettre en place des blocages "comme en Chine" pour les plate-formes web récalcitrantes qui ne mettraient pas en place un mécanisme de censure à priori de leurs contenus.

Les filiales indiennes de Google et Facebook ont cédé aux injonctions de la justice indienne et supprimé de leurs domaines indiens les contenus incriminés. La société mère Facebook a pour sa part déclaré qu'elle ne pouvait se plier aux exigences de la justice indienne car ses serveurs étaient situés aux États-Unis. Yahoo!, Microsoft et Google ont également demandé à ce que les accusations portées contre leurs services soient retirées car ils n'étaient pas responsables des contenus hébergés sur leurs domaines indiens. Le 6 février, le juge a demandé aux 22 sociétés de rendre sous quinze jours un rapport détaillé sur les mesures prises pour bloquer les contenus "choquants".

En parallèle de cette procédure civile, des poursuites pénales ont été lancées, par Vinay Rai, un journaliste, contre les dirigeants de ces mêmes entreprises du Net. Le gouvernement a donné son aval en janvier 2012. Il est reproché à ces sociétés d'héberger des contenus critiques de la religion ou de politiques, que l'accusation considère "choquants" et pouvant susciter des troubles à l'ordre public. La Haute Cour de New Delhi, saisie par Google et Facebook, a refusé de mettre un terme à ces poursuites. Google Inde, par exemple, argue que, en tant que filiale distributrice de Google Inc, elle n'a pas la main sur tous les contenus postés sur Google, Youtube, Orkut, et Blogger en Inde. Google a fait valoir au cours des débats l'impossibilité de contrôler ou de filtrer la masse de documents qui transitent par ses services. 48 heures de vidéo sont téléchargées chaque minute sur YouTube.

Au cours des audiences du 14 et du 15 février derniers, la défense a soulevé plusieurs points problématiques, affaiblissant les accusations portées contre les entreprises du Net. La procédure de "notice-and-take-down" (suppression du contenu par l'hébergeur suite à une notification des autorités) prévue par les IT Rules n'a pas été respectée. Les sites accusés n'ont pas reçu de demande de retrait de contenus de la part des autorités compétentes, le plaignant, Vinay Rai, ayant directement saisi un tribunal pénal. Les avocats des entreprises ont également invoqué la section 79 de l'IT Act, qui prévoit qu'aucun intermédiaire ne peut être tenu responsable de contenus répréhensibles postés par des tiers via ses services, s'il prouve qu'il n'en avait pas connaissance ou qu'il a pris les mesures nécessaires pour éviter ce genre d'infraction. L'avocat de la police de New Delhi a cependant déclaré que les entreprises avaient été informées par le Département des technologies de l'information de la présence de contenus "choquants" sur leurs services, et que par conséquent l'exception prévue par la section 79 n'était pas valable. Le juge a demandé au ministère de fournir les documents prouvant cette allégation.

1 <http://fr.rsf.org/inde-la-justice-obtient-d-entreprises-09-02-2012,41831.html>

Les avocats de Google et Facebook ont enfin objecté que le gouvernement indien ne pouvait se constituer partie civile dans un procès entre parties privées. Reporters sans frontières s'inquiète des conséquences de l'intrusion de l'État dans une procédure judiciaire, menaçant l'indépendance de la justice.

Pure coïncidence ? Le *Wall Street Journal* a révélé, le 13 février dernier, qu'une enquête avait été ouverte sur les filiales indiennes de Google et Yahoo!, soupçonnées de violer les réglementations indiennes de commerce international.

LE BRAS DE FER ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES ENTREPRISES DU WEB CONTINUE

Les plate-formes et intermédiaires techniques expliquent qu'ils ne peuvent s'exécuter car leurs serveurs ne sont pas basés en Inde ? Les autorités ont alors annoncé qu'elles les obligeraient à les installer sur le sol national. Les entreprises étrangères offrant des services de messagerie électronique, dont Yahoo! et Google, doivent désormais faire en sorte que tous les messages échangés via leurs services transitent par des serveurs locaux. La presse indienne¹ rapporte que, lors d'une réunion au bureau du secrétaire d'État à l'Intérieur, le Département des technologies de l'information a été chargé de prendre contact avec ces sociétés dans les plus brefs délais pour leur faire part de cette nouvelle directive.

Pour le moment, Yahoo! fait transiter les mails échangés par des comptes enregistrés en Inde via des serveurs locaux. Les messages envoyés par des comptes enregistrés à l'étranger (des adresses finissant en yahoo.fr par exemple) passent en revanche par des serveurs situés à l'étranger, et les services de sécurité indiens ne peuvent y avoir accès sans commission rogatoire internationale.

Les services de renseignements auraient également pris contact avec les opérateurs de téléphonie mobile pour leur demander de mettre en place un système de surveillance de leurs clients, selon *The Economic Times of India*². Certains opérateurs de téléphonie mobile sont par ailleurs soupçonnés d'avoir collaboré avec ces mêmes services. Les États-Unis enquêteraient sur le hacking potentiel de comptes email³ de membres d'une commission parlementaire.

LES SMARTPHONES ET LA VOIP SOUS HAUTE SURVEILLANCE ?

Depuis des mois, les autorités font pression sur l'entreprise RIM (Research In Motion), fabricant du BlackBerry, mais aussi sur Google et Skype, pour avoir accès aux communications échangées par leurs utilisateurs. Le ministère de l'Intérieur, en charge de la sécurité nationale, cherche à obtenir l'accès en temps réel, à tout type de communication qui transite par le réseau indien, y compris la téléphonie par Internet (VoIP).

Lors d'une réunion au ministère des Télécommunications en janvier 2012, les services de sécurité ont fait part de leur volonté d'avoir accès aux communications chiffrées échangées via le service de messagerie pour entreprises (BlackBerry Enterprise Service) de BlackBerry⁴. L'entreprise Research in Motion (RIM), le fabricant de BlackBerry, affirme qu'elle n'a pas accès aux clés de chiffrement utilisées par les clients de BlackBerry Enterprise (BES). Pour ce faire, ils prévoient donc de négocier directement avec les 5000 entreprises⁵ qui utilisent BES en Inde, afin que les autorités puissent prendre contact avec les sociétés concernées et requérir leur clé de chiffrement propre.

L'Inde semble engagée sur la voie d'un renforcement de la surveillance, inquiétant pour les libertés individuelles mais aussi pour l'innovation et les affaires, au vu du traitement réservé aux entreprises du secteur d'Internet, notamment étrangères. Le ministre des Télécommunications, Kapil Sibal, a affirmé, en février 2012, que l'Inde ne censurerait pas les médias sociaux⁶. Il ne faudrait pas que ces promesses restent lettre morte.

1 <http://www.ndtv.com/article/india/yahoo-gmail-asked-to-route-all-mails-through-servers-in-india-178397>

2 http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-02-22/news/31087115_1_phones-ip-addresses-internet-usage

3 <http://www.rediff.com/news/report/us-probes-alleged-hacking-by-india-spy-unit/20120110.htm>

4 <http://fr.rsf.org/inde-nouvelle-offensive-du-gouvernement-23-02-2012,41928.html>

5 <http://www.livemint.com/Articles/PrintArticle.aspx?artid=A3CE0414-566E-11E1-9D71-000B5DABF613>

6 <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-17024957>

KAZAKHSTAN

NOUVEAU PAYS SOUS SURVEILLANCE



Le Kazakhstan, qui se veut un modèle régional après avoir assumé la présidence tournante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2010, semble mettre de côté ses belles promesses pour s'engager résolument sur le chemin de la cybercensure. En 2011, un mouvement social inédit prolongé par une violente émeute, une vague d'attentats étranges et les ennuis de santé du chef de l'État, ont contribué à crispier les autorités encore davantage et à renforcer le contrôle de l'information, notamment en ligne.

FILTRAGE ET LISTES NOIRES DE SITES

Une vingtaine de sites jugés "extrémistes"¹ a été bloquée, le 20 août 2011, sur décision d'un tribunal de district d'Astana (capitale). Selon ce dernier, ces sites ont aidé à promouvoir "le terrorisme et l'extrémisme religieux" et contenaient "des appels à commettre des actes terroristes et à fabriquer des engins explosifs". Pourtant, parmi les sites bloqués figurent notamment les très populaires plate-formes de blogs en langue russe, LiveJournal et LiveInternet. Le blocage de ces plate-formes apparaît complètement disproportionné, censurant de nombreux contenus qui ne sont absolument pas concernés par les termes de la décision. Il a été dénoncé par les blogueurs², notamment via une pétition en ligne.

D'après le rapport Central Asia : Censorship and Control of the Internet and Other New media³, le filtrage du Net se fait en collaboration avec le principal fournisseur d'accès à Internet, Kazakh Telecom, qui contrôle la majeure partie de la bande passante.

Le rapport souligne le manque de transparence du fonctionnement des "Centres pour les incidents informatiques", censés dresser une liste noire des sites "destructeurs". Une instance rattachée à la présidence, le Conseil de sécurité, compile déjà une liste de sites qui devraient être bloqués. Selon cet organisme, 125 sites contenant des éléments "extrémistes" ont été bloqués au 1er octobre 2011. Des mesures sont en cours pour en bloquer 168 de plus.

LES SITES D'INFORMATION DANS LE COLLIMATEUR DES AUTORITÉS

Le prétexte de la lutte contre le terrorisme est régulièrement utilisé pour justifier le blocage temporaire ou prolongé de sites d'information indépendants comme eurasia.org.ru, respublikakaz.info, kplustv.net et krasnoetv.kz, qui apportent un éclairage alternatif sur la lutte pour la succession du chef de l'État, Nursultan Nazarbaïev, en mauvaise santé, ou sur le mouvement social le plus suivi et le plus long de l'histoire du Kazakhstan et les émeutes qu'il a provoquées. La censure a gagné du terrain dans le pays au cours de l'année passée. Elle a notamment tenté de passer sous silence les informations sur les grèves en cours dans le secteur pétrolier, et les débats autour de l'affirmation d'une menace "terroriste" dans un pays jusqu'alors épargné par ce phénomène : des explosions à Aktobé (Ouest) en mai 2011, puis à Taraz (Nord) en novembre 2011, ont alimenté les spéculations sur la stratégie du crime organisé, d'insurgés islamistes ou des services secrets kazakhs.

Le site d'informations guljan.org, très critique des autorités dont il dénonce les dysfonctionnements et la corruption, est régulièrement bloqué. Il a essuyé des cyberattaques massives⁴ peu de temps après son lancement. Le site et sa rédactrice en chef, Guljan Ergalieva, ont été condamnés à 5 millions de tenge (25 200 euros) de dommages et intérêts pour "atteinte à l'honneur et à la réputation" d'un haut fonctionnaire, Sarybay Kalmurzaev, en janvier 2012.

Le site d'information Stan TV est victime d'un véritable acharnement de la part des autorités⁵ : "inspections" de toutes natures, tentatives de corruption, menaces, agressions, recours à la justice pour obtenir la fermeture des locaux... Le portail réalise des reportages qui sont régulièrement diffusés sur la chaîne satellitaire indépendante K+, consacrée à l'actualité centre-asiatique et très critique des autorités kazakhs. Il constitue une source d'information privilégiée sur le conflit qui oppose depuis plusieurs mois le pouvoir aux salariés en grève des compagnies Karajambasmunai et Uzenmunaigaz, dans la région de Mangistau (Ouest). Deux journalistes de Stan TV ont été violemment agressés alors qu'ils couvraient ces événements.

1 <http://fr.rsf.org/kazakhstan-internet-le-kazakhstan-bientot-26-08-2011,40857.html>

2 <http://globalvoicesonline.org/2011/09/03/kazakhstan-bloggers-denounce-repeated-blockage-of-livejournal/>

3 <http://www.chrono-tm.org/en/wp-content/uploads/ENG-internet-briefing-paper-Nov-2011.pdf>

4 http://www.rferl.org/content/prominent_kazakh_journalist_website_attacked_blocked/24273734.html

5 <http://fr.rsf.org/kazakhstan-acharnement-contre-le-principal-29-09-2011,41072.html>

LIVRÉE À LA RÉPRESSION, UNE RÉGION COUPÉE DU MONDE

Le 16 décembre 2011, les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan ont été perturbées par des salariés en grève depuis plusieurs mois à Janaozen (région de Mangistau, ouest du pays). Dans des circonstances encore floues, la police a tiré à balles réelles sur la foule et l'émeute s'est étendue à toute la ville, où la plupart des bâtiments officiels ont été incendiés. Le bilan est officiellement d'au moins 15 morts, mais des sources alternatives font état de chiffres plus élevés. Les autorités ont répondu en décrétant l'état d'urgence et en instaurant un véritable blackout de l'information et des communications¹, empêchant d'estimer l'état réel de la situation. L'épicentre de la contestation, Janaozen, et les villes environnantes dans un rayon d'au moins 65 km, ont été totalement coupés du monde, privés d'Internet et de télécommunications. Dans le reste de la région, et notamment dans la ville d'Aktau (capitale régionale), où des manifestations se sont poursuivies plusieurs jours dans un climat très tendu, il était très difficile voire impossible d'échanger des SMS, ou d'accéder à Internet à partir d'un mobile.

En l'absence d'informations de la part de l'agence de presse d'État, débordée par la fête de l'Indépendance, Twitter, Facebook, et les vidéos étiquetées "K+" sur Youtube sont devenus les seules sources d'informations - et de désinformation, comme le signale Global Voices. Les 16 et 17 décembre, sur Twitter, le mot clé #zhanaozen débordait de tweets alarmants sur "des massacres" et "la guerre civile à Zhanaozen". L'incertitude a encore augmenté quand Twitter a été bloqué, ainsi qu'un certain nombre de médias russes et kirghizes, au soir du 16 décembre. Les débats sur une éventuelle opération de propagande ou de contre-propagande ont enflammé la Toile kazakhe.

Si Twitter a rapidement été rétabli, plusieurs sites d'information de référence sont très régulièrement bloqués, comme le site Guljan.org, l'agence de presse citoyenne russe Ridus.ru, ou le portail du journal d'opposition Respublika. Durant plusieurs jours, les services de sécurité ont d'abord empêché les journalistes d'accéder aux lieux concernés, en les retenant voire en les interpellant sur la route. Ils les ont ensuite laissé passer en tentant d'encadrer au maximum leur travail, en leur imposant une escorte ou en interdisant certaines rencontres. Dans plusieurs cas, le contenu des ordinateurs, clés USB et dictaphones des journalistes a été passé au peigne fin. Le blogueur **Murat Tungichbaev** a été violemment agressé alors qu'il filmait un contrôle de police.

Le Parquet a annoncé, le 26 janvier 2012, des poursuites contre les organisateurs du mouvement social² qui a dégénéré en émeutes, les opposants qui les ont soutenu, et le journaliste Igor Vinyavsky³, rédacteur en chef du journal *Vzglyad*. Les autorités se sont aussi engagées à poursuivre des policiers accusés de la mort de manifestants, des hauts-fonctionnaires jugés corrompus, dont le maire de Janaozen, et des responsables des sociétés pétrolières employant les grévistes. Ces dernières mesures sont vues comme une manière de calmer un peuple qui supporte de plus en plus mal la corruption rampante des fonctionnaires. Mais en parallèle, une véritable chasse à l'homme s'est mise en place pour identifier les auteurs des vidéos accablantes prouvant que les forces de l'ordre avaient tiré dans la foule. Les collaborateurs de *Stan TV*, qui les avaient diffusées, ont du faire face à des pressions encore accrues. Le 13 janvier 2012, la quasi totalité de la rédaction a été convoquée par le KNB (Comité de sécurité de l'État) pour un interrogatoire.

DES RÉGULATIONS LIBERTICIDES

Une loi sur Internet, adoptée en 2009, assimile pénalement les blogueurs aux journalistes et rend les administrateurs de sites Internet et les hébergeurs responsables du contenu posté par d'autres internautes sur leurs plate-formes. Ils ont donc dû engager des modérateurs.

La criminalisation de la diffamation a des conséquences sur la liberté d'expression en ligne, avec un traitement particulier réservé aux officiels. Les médias et journalistes critiques en font souvent les frais, comme l'a récemment montré l'affaire Guljan.org⁴ (voir plus haut).

Dans le cadre de la politique de centralisation de toute source d'information à l'intérieur du pays, un décret datant de septembre 2010 a imposé aux sites utilisant le suffixe .kz de passer par des serveurs basés au Kazakhstan. D'abord mis en place pour les sites nouvellement créés, il a progressivement été appliqué rétroactivement. En mai 2011, le gouvernement avait exigé que Google n'utilise que des serveurs basés sur le territoire kazakh, afin de pouvoir contrôler au mieux les informations y transitant. Il est cependant revenu sur sa décision après que Google a annoncé quitter le pays et suspendre google.kz⁵, en juin 2011.

Le 30 décembre 2011, de nouvelles régulations répressives sur l'accès à Internet⁶ ont été adoptées. Un décret⁷ instaure la vidéo-surveillance et le filtrage obligatoires dans les cybercafés. Les visiteurs doivent y présenter une pièce d'identité, les gérants conserver l'historique des sites visités. Surtout, le propriétaire

1 <http://fr.rsf.org/kazakhstan-livree-a-la-repression-une-region-19-12-2011,41574.html>

2 http://www.lexpress.fr/actualites/1/economie/kazakhstan-deux-opposants-et-un-journaliste-emprisonnes_1076157.html

3 <http://fr.rsf.org/kazakhstan-un-journaliste-independant-dans-la-26-01-2012,41768.html>

4 <http://www.guljan.org/>

5 <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702304259304576373830026880042.html>

6 <http://www.fergananews.com/article.php?id=7265>

7 <http://medialawca.org/?cat=154>

du cybercafé est tenu de fournir aux services de sécurité, sur simple demande, l'accès au registre des visiteurs, à l'historique et aux enregistrements de vidéosurveillance. Il répertorie aussi les demandes des services de sécurité. Il est désormais obligatoire d'installer un programme permettant de bloquer l'accès aux sites interdits. L'utilisation des proxys est prohibée. Les sanctions ne sont pas précisées. Elles feront sûrement l'objet d'un prochain décret d'application. Cette nouvelle régulation porte un coup sévère aux cybercafés, qui ferment déjà les uns après les autres à mesure que les abonnements individuels à Internet et l'accès par téléphone portable se développent.

LA FÉBRILITÉ DES AUTORITÉS CONTRASTE AVEC LE SILENCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

L'intensification de la cybercensure est l'un des symptômes du durcissement de la répression orchestrée par un régime rendu fébrile par la fin du mythe de la "stabilité kazakhe". Mais le pouvoir d'Astana reste néanmoins solide. Malgré des fraudes attestées par les observateurs de l'OSCE lors des dernières élections, la rue ne s'est pas mobilisée. La communauté internationale reste discrète sur les questions de droits de l'homme. Noursoultan Nazarbaïev peut compter sur les énormes ressources naturelles du Kazakhstan pour atténuer les critiques internationales. En témoigne le partenariat conclu en février 2012 entre le Kazakhstan et l'Allemagne¹, à hauteur de 3 milliards de dollars.

1 http://www.rtbf.be/info/economie/detail_1-allemande-et-le-kazakhstan-signent-un-vaste-partenariat?id=7535813

MALAISIE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

Les émules malaisiens du Printemps arabe ont pris de court les autorités de Kuala Lumpur, qui ont tout fait pour étouffer le mouvement de protestation Bersih 2.0. Les arrestations préventives, les pressions sur les blogueurs et médias, ainsi que des blocages de sites lors d'élections locales laissent présager le pire pour les élections générales. La campagne devrait se jouer principalement sur Internet, qui reste un espace d'expression privilégié dans un pays où la presse traditionnelle est régulièrement muselée par le pouvoir.

Lire le chapitre [Malaisie](#)¹ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES À HAUT RISQUE ?

Campagne politique et liberté d'information ne font pas bon ménage en Malaisie. À l'approche des élections locales à Sarawak (île de Borneo), en avril 2011, [de nombreux sites Internet de l'opposition ou d'information ont été victimes de cyberattaques](#)² de type DDoS, parmi lesquels les sites Sarawak Report, [Radio Free Sarawak](#)³, [Dayak Baru Blog](#)⁴ et [Malaysiakini](#)⁵. Le recours à des cyberattaques pour réguler le contenu sur Internet est de mauvaise augure pour les élections générales qui devraient se tenir en 2012, à un moment où les blogueurs et journalistes en ligne auront un rôle crucial à jouer pour informer la population. Certains blogueurs se sont également vu refuser le droit d'entrer sur l'île malaisienne, dont le chercheur [Wong Chin Huat](#)⁶, l'avocat et membre du parlement [Sivarasa](#)⁷, ou encore l'avocat [Haris Ibrahim](#)⁸.

En juillet 2011, 30 000 Malaisiens, représentant toutes les couches de la population, sont descendus dans la rue à l'appel du mouvement [Bersih 2.0](#)⁹, réclamant des élections transparentes. Un scrutin général doit se tenir avant mars 2013. Les autorités ont arrêté des centaines d'opposants ou militants des droits de l'homme la veille de la manifestation, qui a réuni toute

la société civile, puis le jour J. Elles ont aussi menacé de poursuites les médias ayant dénoncé les violences policières. La capitale Kuala Lumpur a été littéralement fermée, la veille du 9 juillet 2011, par des barrages de police organisant des fouilles systématiques de tous les véhicules ; le port de T-shirt à l'effigie de Bersih et même de T-shirt de couleur jaune (couleur du logo de l'organisation) a été banni. Le site Malaysiakini, critique du gouvernement, a alors fait face à une nouvelle vague de cyberattaques.

BLOGUEURS ET NET-CITOYENS SOUS PRESSION

Un précédent dangereux pour les journalistes et blogueurs qui mettent à jour des scandales politiques : le [blogueur](#)¹⁰ Amizudin Ahmat a été [condamné à payer des dommages et intérêts exorbitants](#)¹¹, à hauteur de 300 000 ringgits malaisiens (environ 100 000 USD) au ministre de la Culture, de l'Information et de la Communication, Rais Yatim, pour un article jugé diffamatoire, malgré ses excuses et le retrait de l'article incriminé.

Une procédure judiciaire en diffamation a été lancée contre un autre [blogueur](#)¹², Ahmad Sofian Yahya (Sekupangdua) qui dénonçait un abus de pouvoir, accusant le député Nga Kor Ming d'avoir favorisé la société dirigée par son épouse pour un contrat avec l'État du Perak. Le blogueur a répliqué en [attaquant le politicien en justice](#)¹³.

Les charges contre le [blogueur](#)¹⁴ satirique **Irwan Abdul Raman**, connu sous le nom d'**Hassan Skodeng**, ont été [abandonnées](#)¹⁵ en mars 2011. Il était poursuivi pour diffusion de fausses informations, après avoir publié un message humoristique sur le "réchauffement étatique". Il a remercié la communauté des blogueurs pour leur soutien. Son avocat a déclaré espérer que de tels cas ne "tuent pas le talent satirique du pays".

Le caricaturiste politique Zunar, [accusé de "sédition" pour avoir publié des dessins critiques sur la situation politique et sociale dans son pays](#)¹⁶, et dont les ouvrages restent interdits de publication en Malaisie, a organisé, en février 2012, une [exposition](#)¹⁷ de 80 de ses caricatures à Londres, intitulée "Se battre avec des caricatures".

1 <http://fr.rsf.org/surveillance-malaisie,39707.html>

2 <http://fr.rsf.org/malaisie-elections-locales-de-nombreux-15-04-2011,40032.html>

3 <http://radiofreesarawak.org/>

4 <http://dayakbaru.com/cgi-sys/suspendedpage.cgi>

5 <http://www.malaysiakini.com/>

6 <http://chinhuatw.wordpress.com/>

7 <http://sivarasa.blogspot.com/>

8 <http://harismibrahim.wordpress.com/>

9 <http://bersih.org/>

10 <http://sharpshooterblogger.blogspot.com/>

11 <http://fr.rsf.org/malaisie-le-blogueur-amizudin-ahmat-23-01-2012,40656.html>

12 <http://www.sekupangduas.blogspot.com/>

13 <http://www.nst.com.my/local/politics/blogger-responds-by-suing-nga-1.40743>

14 <http://nose4news.wordpress.com/>

15 <http://fr.rsf.org/malaisie-les-charges-contre-le-blogueur-16-03-2011,38310.html>

16 <http://fr.rsf.org/malaisie-appel-a-la-levee-de-l-interdiction-02-11-2010,38721.html>

17 <http://zunarkartunis.blogspot.com/2012/01/announcement-of-zunars-cartoon.html>

RÉVISION LÉGISLATIVE OU SIMPLE “ACCROS” AUX MÉDIAS SOCIAUX ? EFFET D'ANNONCE ?

Le Premier ministre, Najib Tun Razak, soucieux de cultiver une image de réformateur, a annoncé en septembre 2011 une révision de la sévère loi sur la sécurité nationale, (ISA)¹, utilisée jusqu'ici par les autorités pour poursuivre et enfermer à des fins politiques des journalistes, des blogueurs et des leaders de l'opposition. Un an plus tôt, des veillées pacifiques avaient été organisées dans ce but. Cette déclaration a été bien accueillie par les médias traditionnels, mais aussi certaines médias internationaux², alors que l'opposition et les médias en ligne³ appellent à la vigilance ou n'y voient qu'un effet d'annonce. À peine quelques mois auparavant, en décembre 2010, un projet de loi sur la sédition sur Internet avait été présenté au Conseil des ministres.

D'après comScore⁴, l'un des spécialistes de la mesure d'audience d'Internet, un tiers du temps passé en ligne en Malaisie est consacré à l'utilisation des réseaux sociaux. Facebook a dépassé la barre des 12 millions d'utilisateurs⁵, contre 470 000 pour Twitter.

Les nouveaux médias apparaissent comme le remède le plus efficace pour pallier à l'autocensure. Des pronostics électoraux, mais aussi des affaires de corruption, ou des discussions sur la prochaine installation d'une centrale nucléaire y sont abordés comme nulle part ailleurs. Le vrai débat politique se joue en ligne et non dans les médias traditionnels, ce qui laisse Internet et les blogueurs particulièrement exposés dans un contexte d'élections générales.

1 <http://fr.rsf.org/malaisie-mobilisation-pour-l-abolition-de-30-07-2010,38066.html>

2 http://online.wsj.com/article/SB10001424053111903927204576571934144265052.html?mod=WSJASIA_hpp_MIDDLETopNews

3 <http://globalvoicesonline.org/2011/09/19/malaysia-to-overhaul-security-and-censorship-laws/>

4 www.comscore.com/Press_Events/Press_Releases/2011/10/Social_Networking_Accounts_for_One_Third_of_All_Time_Spent_Online_in_Malaysia

5 <http://thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/2/3/focus/10659596&sec=focus>

RUSSIE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

Les autorités ont instrumentalisé la question sécuritaire pour accroître la censure et la surveillance de RuNet, tout en continuant de promouvoir et de développer l'accès à Internet pour la population. Le Web a joué un rôle clé dans le débat autour des rendez-vous électoraux et dans la mobilisation de l'opposition et de la société civile lors de ces élections, provoquant une réponse forte de l'État. La blogosphère est devenue plus solide et organisée face à l'agression étatique.

LUTTE CONTRE "L'EXTRÉMISME", RETRAITS DE CONTENUS ET BLOCAGES

Vladimir Poutine a déclaré, le 9 février 2012¹ : "les phénomènes négatifs, que l'on retrouve évidemment partout, y compris sur Internet, ne doivent pas être utilisés comme un prétexte pour limiter la liberté du Net". Pourtant, les autorités se sont justement servies de la prévention des violences pour renforcer leur gestion sécuritaire du Net. La plupart des groupes en ligne dont les services de sécurité russes (FSB) ont exigé la fermeture² fin 2011 appellent clairement leurs membres à respecter la loi et à ne pas répondre aux provocations.

La liste fédérale des contenus "extrémistes" ne cesse de s'allonger et le type de contenus concernés de grandir, pour inclure tout ce qui concerne de près ou de loin la religion ou les questions ethniques, les véritables sujets tabous sur RuNet, du nom donné à l'Internet russe. Cette liste sert de base aux demandes de retraits de contenus et de blocages de sites (Lire le chapitre Russie³ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet).

La gestion des noms de domaine pourrait affecter la liberté d'expression en ligne en augmentant le nombre de fermetures de sites. De nouvelles règles introduite par Nic.ru⁴, la plus grande société russe en charge de l'enregistrement des noms de domaines, permettent l'annulation du nom de domaine en cas d'incitation à la violence, à une activité "extrémiste", à la prise du pouvoir, à une activité en contradiction avec les intérêts sociaux ou la morale, à des activités qui porteraient atteinte à la dignité humaine ou aux sentiments religieux. Ces nouvelles règles interviennent en réponse à l'introduction de nouvelles régulations⁵. Les entreprises qui gèrent les noms de domaines sont désormais en mesure de suspendre un nom de domaine .ru et .rf (.рф) sur simple notification écrite des "organes menant une enquête". Ceci autoriserait potentiellement le parquet,

le FSB, la police, l'agence de lutte contre le trafic de drogue (FSKN) etc, à ordonner une telle mesure.

L'antenne du service fédéral de surveillance des communications Roskomnadzor à Tomsk (Sibérie) a récemment fait pression sur la chaîne de télévision régionale TV-2 pour qu'elle cesse de rediffuser deux programmes d'information de Dojd, première chaîne télévisée sur Internet en Russie, dont le contenu est critique vis-à-vis des autorités.

Anatoly Baranov, propriétaire de la plateforme de discussion forum.msk.ru, affirme également que le moteur de recherche Yandex filtrerait les résultats de Yandex.News afin de ne pas afficher les actualités en provenance de son site.

DANGER DE GÉNÉRALISATION DE LA SURVEILLANCE EN LIGNE ET DE LA CENSURE

Roskomnadzor, le service fédéral de surveillance des communications, des technologies de l'information et des communications de masse, a annoncé la mise en place d'un logiciel de recherche en ligne des propos qualifiés d'"extrémistes"⁶. Les sites identifiés auront trois jours pour retirer le contenu incriminé selon des critères flous. En cas de refus, deux avertissements supplémentaires seront envoyés, avant la fermeture du site. Le logiciel, en phase de test, devait être utilisé dès décembre 2011. Sa mise en service a été repoussée à une date encore indéterminée. Elle risque d'instaurer une surveillance généralisée du Web russe, et pourrait conduire, à terme, au retrait de tout contenu gênant pour les autorités.

Le ministère de la Justice a, quant à lui, publié un appel d'offres public pour créer son propre système de surveillance des contenus circulant sur Internet. Toute publication concernant le gouvernement et la justice russes ou toute déclaration de l'Union européenne concernant la Russie seront ainsi passées au crible.

LES BLOGUEURS RUSSES SOUS PRESSION

Si les cas de condamnations à des peines de prison ferme ou de violences physiques - hors période électorale - ont été moins nombreux qu'en 2010, en revanche les poursuites et pressions en tout genre continuent. Surtout quand les activités des net-citoyens concernent des sujets sensibles et se heurtent à de puissants groupes d'intérêts.

1 <http://www.interfax.ru/news.asp?id=230240>

2 <http://fr.rsf.org/russie-le-reseau-social-vkontakte-dans-le-09-12-2011,41518.html>

3 <http://fr.rsf.org/surveillance-russie,39704.html>

4 <http://www.cctld.ru/ru/docs/rules.php>

5 <http://www.cctld.ru/ru/docs/rules.php>

6 <http://fr.rsf.org/russie-danger-de-generalisation-de-la-30-03-2011,39909.html>

Le commandant **Igor Matveev** est poursuivi par la justice sur un dossier vraisemblablement monté de toute pièce après avoir dénoncé, en juin 2011, les pratiques ayant cours dans la base militaire de Vladivostok, où les soldats auraient reçu de la nourriture pour chien en lieu et place du ragoût de bœuf annoncé sur les boîtes de conserve. Il risque dix ans de prison.

Yuri Yegorov, ancien employé du gouvernement régional du Tatarstan, a été condamné à six mois de prison avec sursis, peine assortie d'une période probatoire de deux ans, pour diffamation, le 9 juin 2011. Il avait révélé une affaire de corruption au sein du bureau du médiateur du Tatarstan, Rashit Vagizov, de février à juillet 2007.

Le célèbre blogueur **Leonid Kaganov** s'est vu contraint de faire héberger son site à l'étranger en mai 2011. Les services de renseignement (FSB) lui ont en effet demandé, par l'intermédiaire de son hébergeur, en 2009, de supprimer de son blog un poème antisémite dont il se moquait.

Roman Hoseev est la cible d'une procédure administrative pour avoir cité des passages de "Mein Kampf" sur un site local, en 2005, avant l'interdiction du livre en Russie, en 2010. Il y comparait des propos du président américain Georges W. Bush à ceux tenus par Hitler dans son livre.

On est actuellement sans nouvelles d'un blogueur engagé dans la Marine, **Basile**, publiant sur Twitter sous le nom de **Sosigusyan**. Il dénonçait les bizutages et les mauvaises conditions de vie dans son unité. Son compte Twitter a été piraté et le contenu relatif à l'armée supprimé, à l'exception des trois derniers posts, rédigés par une autre personne.

PROPAGANDE ET CYBERATTAQUES

En plus de lutter contre la contestation en ligne, le Kremlin utilise ses propres armes cybernétiques. Plusieurs milliers de comptes Twitter auraient ainsi été piratés fin 2011 pour poster des messages pro-gouvernement, en utilisant les hashtags (mots-clés) populaires des contestataires (notamment les hashtags #navalny, du nom du célèbre blogueur de l'opposition, ou #триумфальная, la place Triumfalnaya à Moscou) afin de saturer le flux d'information sur le réseau social.

Plusieurs blogueurs russes ont signalé une vague de "bots" contre le réseau de LiveJournal. **Oleg Kozyrev**, blogueur de l'opposition, en a déjà dénombré plus de 2000.

La boîte mail d'Alexeï **Navalny** aurait également été piratée. Son contenu aurait été publié sur le site navalymail.kz. D'après plusieurs blogueurs, ce piratage pourrait faire partie d'une campagne de discrédit organisée contre Alexeï Navalny par le gouvernement.

La vague de cyberattaques a connu un pic au moment des élections législatives de décembre 2011. Une série d'attaques DDoS a paralysé des sites critiques du pouvoir en amont et durant les élections législatives, tentant ainsi de réduire les dissidents au silence. La plateforme de blogs LiveJournal qui héberge des blogs critiques à l'égard du Kremlin, a été rendue inaccessible pendant 3 jours, à partir du 1er décembre 2011. Elle avait déjà subi une attaque de déni de service le 28 novembre dernier. Parmi les autres sites visés : le site de la radio *Echo de Moscou*, Echo.msk.ru ; le site du quotidien indépendant *Kommersant*, kommersant.ru ; le site de l'ONG de monitoring des élections, *Golos.org* ; le site d'information générale *Gazeta.ru* ; *KartaNarusheniy.ru*, une carte interactive créée par Golos pour répertorier les fraudes électorales ; le site d'information indépendante de Saint-Petersbourg, *Lenizdat.ru* ; les sites d'opposition *Slon.ru*, *Newtimes.ru* (qui relayaient la carte de Golos depuis que *Gazeta.ru* avait décidé de s'en séparer) et *Ridus.ru* ; le site du magazine indépendant d'information sur le Caucase russe *Dosh*, *Doshdu.ru* ; le site d'information politique de la région Nord-Ouest, *Zaks.ru*, etc. Le 4 décembre, la plupart de ces sites sont redevenus consultables.

Certains médias et groupes d'opposition, qui avaient anticipé ces perturbations, ont migré vers les réseaux sociaux et appelé leurs lecteurs à les suivre sur Twitter et Facebook au cas où leur site viendrait à tomber. Pour retracer le déroulement de ces cyberattaques, [lire l'article d'Alexey Sidorenko¹](#) pour Global Voices.

Dans le même temps, ces cyberattaques ont eu des conséquences positives inattendues. Elles ont permis la restructuration de la blogosphère, qui est passée d'un modèle centralisé autour de la plate-forme Livejournal, à un modèle plus décentralisé. Et créent un véritable sentiment de solidarité entre les sites touchés.

ÉLECTIONS CONTROVERSÉES, VOLONTÉ DE CONTRÔLE DU DÉBAT POLITIQUE EN LIGNE

Alors que la plupart des médias traditionnels, notamment les chaînes de télévision, sont sous la coupe du Kremlin, les véritables discussions politiques n'ont pu se tenir qu'en ligne. Mais tous les procédés ont été bons pour soutenir l'homme fort du pays, Vladimir Poutine.

Déjà, en amont et pendant les élections législatives de décembre 2011, les débats ont été entravés par des cyberattaques et par des arrestations de journalistes et de blogueurs comme le rédacteur en chef du site d'information indépendante *Besttoday.ru*, **Alexeï Sotchnev**, la célèbre blogueuse ossète

¹ <http://globalvoicesonline.org/2011/12/05/russia-election-day-ddos-alyipse/>

Maria Plieva ou la présidente de Golos, **Lilia Chibanova**. La carte interactive des dénonciations de fraudes électorales mise en place par l'ONG russe Golos, KartaNarusheniy.ru, a connu un grand succès au moment des élections. Des milliers de vidéos montrant des irrégularités dans les bureaux de vote y ont été postées, alors que les Russes sont descendus en masse dans la rue pour dénoncer des élections truquées par "le parti des voleurs et des escrocs". Au cours de ces manifestations post-électorales de début décembre 2011, plusieurs journalistes et le célèbre blogueur d'opposition Alexei Navalny ont été arrêtés.

La grande majorité des médias traditionnels, et en particulier les chaînes de télévision, ont passé sous silence ces différents incidents. Elles ont au contraire accordé une couverture largement positive au parti de Vladimir Poutine, Russie unie, qui avait remporté ces élections législatives.

Le réseau social VKontakte, qui compte plus de 5 millions d'utilisateurs en Russie, s'est retrouvé dans le collimateur des autorités¹. Pavel Durov, son fondateur et directeur général, a été enjoint par le Service fédéral de sécurité (FSB) de procéder à la fermeture de sept groupes ou événements appelant à manifester en décembre 2011 (dont un groupe appelant à défendre le parti au pouvoir). Un porte-parole de VKontakte a publiquement déclaré que cette requête ne serait pas appliquée et qu'il n'y aurait pas de censure. Suite à ces déclarations, Pavel Durov a été convoqué au parquet de Saint-Petersbourg le 9 décembre 2011. Selon les estimations d'un blogueur russe, jusqu'à 185 000 internautes seraient inscrits dans des groupes ou des événements de protestation.

Les forums de discussions régionaux, très populaires au niveau local et majoritairement anonymes, sont un lieu de débat politique privilégié pour les internautes russes, et un cauchemar pour les autorités. Moins puissants que les médias nationaux, ils sont faciles à censurer, ce qui n'empêche toutefois pas les internautes de poursuivre leurs débats sur d'autres sites, hébergés à l'étranger. Au moins trois forums ont été fermés ou suspendus² au cours du mois précédant les élections législatives du 4 décembre 2011. L'un d'eux est le forum régional Kostroma Jedis, suite à la publication sur ce forum de deux vidéos satiriques³ critiquant le gouverneur, Igor Slyunyaev. D'autres forums ont été fermés ou purgés de tout contenu politique par leurs administrateurs courant novembre, comme dans la région centrale d'Arzamas (mcn.nnov.ru), ou dans la ville de Miass (Sud) (forum.miass.ru). Injonction des autorités locales ou auto-censure ? Toujours est-il que la fermeture de ces forums signifie que le champs du débat politique sur la Toile russe se rétrécit. En amont du scrutin présidentiel de mars 2012, l'ONG russe Golos a mis en place une nouvelle version, mieux protégée

contre les cyberattaques, de son projet interactif pour recenser les fraudes. Alexei Navalny a de son côté mis en place le site Rosvybory.org pour aider les citoyens qui le souhaitent à devenir observateurs pour la présidentielle.

La répression autour des élections législatives a constitué les prémisses de la réponse des autorités à la contestation, censée créer un effet dissuasif avant la présidentielle du 4 mars 2012. Les tensions n'ont fait que s'accroître entre les deux scrutins. Le 17 février dernier, Reporters sans frontières avait fait état des manœuvres d'intimidation en cascade qui visaient les médias indépendants nationaux, notamment la station de radio indépendante Echo de Moscou⁴, le journal indépendant Novaïa Gazeta et la chaîne de télévision en ligne Dojd. Cette dernière a reçu, le 16 février 2012, un fax du parquet de Moscou, l'enjoignant de fournir des informations détaillées sur "le financement de la chaîne pour la couverture des manifestations de masse des 10 et 24 décembre 2011". Les accusations contre Dojd s'inscrivent dans la droite ligne des déclarations du premier ministre Vladimir Poutine, qui avait publiquement accusé les manifestants d'avoir été encouragés par le Département d'État américain. Dojd avait déjà dû rendre compte au Service fédéral de surveillance des communications (Roskomnadzor) de sa couverture des rassemblements contestataires des 5 et 6 décembre 2011. Après avoir examiné en détail les images diffusées par la chaîne, l'autorité de régulation avait finalement conclu qu'elles ne contenaient rien de répréhensible.

Des journalistes ont encore été arrêtés et passés à tabac⁵ au cours des manifestations post-électorales du 5 mars 2012, dans le but très clair de les empêcher de couvrir la contestation. En revanche, contrairement au mois de décembre, les cyberattaques semblent être passées au second plan. Pour le moment.

EXPORTATION DU MODÈLE RUSSE DE CONTRÔLE DU WEB ?

La Russie a pris l'offensive sur la scène internationale afin de promouvoir sa vision du Net et d'exporter le modèle russe de contrôle du Web. Moscou a signé, avec la Chine, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, un code de bonne conduite sur Internet⁶ destiné à garantir la "cybersécurité", que ces pays souhaiteraient faire adopter aux Nations unies.

Les prises de position du Kremlin ont d'autant plus d'impact que la sphère d'influence de RuNet s'étend sur toute la région, et sont susceptibles d'inspirer d'autres pays comme le Bélarus ou le Kazakhstan dans leur gestion de la surveillance et la censure du Net.

1 <http://fr.rsf.org/russie-le-reseau-social-vkontakte-dans-le-09-12-2011,41518.html>

2 <http://fr.rsf.org/russie-le-debat-politique-perturbe-par-05-12-2011,41488.html>

3 <http://www.youtube.com/watch?hl=en&v=JCG5w9SQYs&gl=US>

4 <http://echo.msk.ru/>

5 <http://fr.rsf.org/apres-une-election-controversee-la-07-03-2012,42032.html>

6 <http://www.numerama.com/magazine/19924-la-chine-et-la-russie-reclament-un-code-de-bonne-conduite-sur-le-net.html>

SRI LANKA PAYS SOUS SURVEILLANCE

Violences, menaces et propagande à l'encontre des journalistes et défenseurs des médias, jugés trop critiques, se sont succédées en 2011. Sur la toile, "censure" et "désinformation" sont les maîtres mots. La censure des sites Internet, notamment ceux basés à l'étranger, s'est même fortement intensifiée depuis 2011. Le gouvernement a ordonné le blocage de sites critiques à son égard et tenté de justifier ses actes par la loi.

LES MÉDIAS SOMMÉS DE S'ENREGISTRER AUPRÈS DES AUTORITÉS, UN PAS DE PLUS VERS LA SURVEILLANCE ?

Le 5 novembre, le ministère des Médias a ordonné aux sites d'information de s'enregistrer, un pas de plus vers une plus grande restriction des médias¹ (lire le chapitre Sri Lanka du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet). Kusal Perera, directeur du Center for Social Democracy, considère cette mesure comme inutile : "des dispositions sont déjà prévues dans la loi pour empêcher les publications obscènes et contraires à l'éthique". Début 2012, environ 70 sites avaient fait leur demande d'enregistrement. Seules 27 ont été acceptées. Ceux qui n'ont pas cherché à s'enregistrer invoquent la nécessité de ne pas divulguer des informations sensibles à un gouvernement auquel il ne fait pas confiance.

Cette annonce officielle a constitué un prélude au renforcement de la mainmise du gouvernement sur les médias.

LE BLOCAGE DE SITES EN RÉPONSE AUX CRITIQUES DU GOUVERNEMENT

En effet, le lendemain, le 6 novembre 2011, quatre sites d'information indépendants majeurs, critiques envers le gouvernement, SriLankaMirror², SriLankaGuardian, Paparacigossip9, et LankaWayNews, ont été bloqués sur ordre du ministère de l'Information, de manière totalement arbitraire, pour insultes envers des leaders politiques³. Le gouvernement est impliqué dans

de nombreuses affaires de corruption et tente de les étouffer en renforçant son contrôle sur les médias. SriLankaMirror a été rendu à nouveau accessible après avoir saisi la cour suprême.

Le nombre de sites censurés au Sri Lanka n'a cessé d'augmenter ces derniers mois. Plusieurs, dont Sri Lanka Guardian, et TamilNet, sont bloqués de façon permanente. Groundviews et son site partenaire Vikalpa ont été temporairement bloqués en juin 2011, de même que le site de Transparency International.

LANKA-E-NEWS, BOUC ÉMISSAIRE DES AUTORITÉS ?

Lanka-e-News⁴ avait été bloqué dès la fin du mois d'octobre 2011 par Sri Lanka Telecom (SLT), détenu par l'État, et le fournisseur d'accès à Internet privé Dialog Axiata PLC, sans qu'aucune explication ne soit fournie à la direction du site (lire l'interview⁵ de Sandaruwan Senadheera, rédacteur en chef de Lanka-e-News). Ce blocage a été confirmé par une décision de la justice sri lankaise rendue le 8 novembre 2011.

Lanka-e-news avait été le seul site à publier des informations, le 15 octobre, au sujet d'une fusillade impliquant des membres du Parlement proches du ministre de la Défense Gothabaya Rajapaksa, frère du président Mahinda Rajapaksa. La pression sur Lanka-e-News n'a pas faibli⁶ depuis l'incendie de ses locaux en janvier 2011. Des menaces ont été postées sur la porte des nouveaux locaux le jour de l'arrestation de son rédacteur, Ben-net Rupesinghe, le 7 avril, relâché sous caution. Par ailleurs, le caricaturiste et journaliste politique de Lanka-e-News, **Prageeth Eknaligoda**⁷, est toujours porté disparu depuis le 24 janvier 2010 (Voir la campagne de soutien⁸).

CYBERATTAQUES DÉVASTATRICES

Le 25 février 2012, le site d'information TamilNet a été victime d'attaques de déni de service (Distributed Denial-of-Service Attack, DDoS). La rédaction lutte pour maintenir le site en ligne (voir le communiqué sur TamilNet⁹). En 2011, Lanka News Web et Lanka-e-news ont également dû faire face à ce genre de situation.

1 <http://en.rsf.org/surveillance-sri-lanka,39720.html>

2 <http://english.srilankamirror.com/>

3 <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15621160>

4 <http://lankaenews.com/>

5 <http://fr.rsf.org/sri-lanka-sandaruwan-senadheera-redacteur-en-26-10-2011,41276.html>

6 <http://fr.rsf.org/sri-lanka-les-membres-du-journal-en-ligne-29-03-2011,39905.html>

7 <http://fr.rsf.org/sri-lanka-interview-de-l-epouse-du-08-06-2011,40422.html>

8 <http://fr.rsf.org/sri-lanka-ou-est-prageeth-23-01-2011,39351.html>

9 <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34927>

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DOIT INTENSIFIER SES PRESSIONS

À l'occasion de la 19^e session du Conseil des droits de l'homme fin février 2012, à Genève, Reporters sans frontières a appelé l'ensemble de ses membres à adopter une résolution condamnant les violations de la liberté de l'information par le gouvernement sri lankais¹, et à exiger la fin des violences et menaces à l'encontre des médias et des défenseurs des droits de l'homme au Sri Lanka.

¹ <http://fr.rsf.org/sri-lanka-medias-museles-ou-menaces-pas-de-28-02-2012,41945.html>

THAÏLANDE



PAYS SOUS SURVEILLANCE

Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau Premier ministre Yingluck Shinawatra en juillet 2011, la situation de la liberté d'expression en ligne s'est dégradée. Le recours abusif à la loi sur le lèse-majesté, instrumentalisée politiquement, conduit à la multiplication des poursuites et au renforcement de la censure. La condamnation de "Uncle SMS" a mis le feu aux poudres et suscité de nombreuses réactions dans le pays et à l'étranger. Le gouvernement a oublié ses promesses d'amender l'article 112 du Code pénal.

LE BILAN PEU GLORIEUX DU NOUVEAU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LIBERTÉ D'INTERNET

Le Premier Ministre Yingluck Shinawatra avait affirmé, en prêtant serment le 10 août 2011, que "le crime de lèse-majesté ne [devait] pas [être] utilisé de façon inappropriée". Une déclaration contredite le 26 août 2011 par le vice-Premier ministre Chalerm Yubamrung, qui a fait de la lutte contre le crime de lèse-majesté sa priorité.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement du Premier ministre Yingluck Shinawatra se montre pire que son prédécesseur en terme de filtrage du Web. Le ministre de l'Information et de la Communication¹, Anudith Nakornthap, a revendiqué, à partir de sa prise de fonction, le blocage de plus de 60 000 pages web, en seulement un mois, contre 70 000 les trois années précédentes. Preuve selon lui de la loyauté du gouvernement envers le roi. Selon le Bangkok Post, l'augmentation du nombre d'URL bloquées est liée à l'usage de plus en plus courant des réseaux sociaux et à leur capacité de diffusion de l'information. D'après le ministre, alors qu'auparavant le ministère demandait aux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) de bloquer des sites sur ordre judiciaire, il demande désormais directement aux FAI et aux directeurs de sites hébergés à l'étranger de fermer les sites ou de les rendre inaccessibles, afin que le contenu "dangereux" ne soit plus accessible aux Thaïlandais qui vivent à l'étranger. Le ministre a tenu ces propos dans le cadre de l'inauguration, le 1er décembre 2011, du Centre opérationnel de la Cyber Sécurité (CSOC)².

Selon des photocopies de documents officiels communiqués par le Kwanraevee Wangudom Institute, du département Human Rights and Peace Studies de l'université Mahidol, entre janvier et octobre 2011, 122 affaires de lèse-majesté ont été traitées par les tribunaux d'instance (qui ont poursuivi ou pas), huit par des cours d'appel et trois par la Cour suprême.

Le Premier ministre adjoint, Chalerm Yubamrung, a annoncé le renforcement de la surveillance du Net au nom du lèse-majesté³, avec le but de la rendre effectif 24 heures sur 24. Le gouvernement aurait l'intention d'investir 10 millions d'euros dans le filtrage⁴, afin de bloquer les sites de lèse-majesté.

Autre exemple du caractère disproportionné du lèse-majesté et de ses dérives : les autorités ont fait savoir que le simple fait, sur Facebook, de cliquer sur les boutons "like" ou "share"⁵ liés à du contenu potentiellement en violation du lèse-majesté pouvait conduire à des poursuites judiciaires.

LA CHAÎNE SANS FIN DES POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE DES NET-CITOYENS POUR LÈSE-MAJESTÉ

Le 8 décembre 2011, le blogueur **Joe Gordon** a été condamné par le tribunal de Bangkok⁶ à deux ans et demi de prison ferme, accusé de crime de lèse-majesté pour avoir traduit des passages de la biographie interdite du roi Bhumibol Adulyadej ("Le roi ne sourit jamais", de Paul Handley) sur son blog. Cet Américain né en Thaïlande a plaidé coupable, espérant bénéficier de la grâce royale.

Le cas d'**Ampon Tangnoppakul**, surnommé "Uncle SMS"⁷, condamné le 23 novembre 2011 à vingt ans de prison pour des SMS "insultants à l'égard des monarques", mais qu'il nie avoir envoyés, a suscité de vives réactions dans le pays. C'est la première fois que la presse thaïe couvre le sujet en profondeur. Des condamnations internationales ont aussi vu le jour, notamment de la part des États-Unis et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies⁸, jugeant que la loi sur le lèse-majesté avait un "effet glacial" sur la liberté d'expression.

Le procès⁹ de la rédactrice en chef du site d'information Prachatai¹⁰, **Chiranuch Premchaiporn**, plus connue sous le nom de **Jiew**, a repris le 14 février 2012 à Bangkok. Les cinq

1 <http://www.prachatai.com/english/node/2930>

2 <http://www.prachatai.com/english/node/2930>

3 www.bangkokpost.com/breakingnews/271898/ict-to-monitor-websites-24-7

4 <http://www.bangkokpost.com/news/local/270812/web-censor-system-hits-protest-firewall>

5 www.zdnetasia.com/thais-to-unlike-anti-monarch-facebook-content-62303031.htm

6 <http://fr.rsf.org/thailande-un-net-citoyen-americain-condamne-08-12-2011,41525.html>

7 <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15850068>

8 <http://www.bangkokpost.com/news/local/270159/un-criticises-lese-majeste-law>

9 <http://fr.rsf.org/thailande-reprise-du-proces-de-jiew-audition-17-02-2012,41896.html>

10 www.prachatai.com

témoins présentés par la défense ont été auditionnés par la cour d'assises de la capitale, qui a annoncé, le 16 février, que le verdict serait rendu le 30 avril 2012. Accusée de violation de l'article 15 du Computer Crimes Act¹ et du paragraphe 112 du Code pénal, Chiranuch Premchaiporn risque jusqu'à vingt ans de prison pour des commentaires insultant envers la monarchie postés sur le site Prachatai, et qu'il lui est reproché de ne pas avoir supprimés assez rapidement. (Lire les précédents communiqués de Reporters sans frontières au sujet de cette affaire)².

Ce procès met en lumière la responsabilité des intermédiaires techniques. Les cinq témoignages de la défense ont joué en faveur de Jiew, selon son avocat. À l'issue de l'audience du 14 février, la directrice de *Prachatai* a fait part à Reporters sans frontières de sa satisfaction³, les témoins présentés par la défense ayant pu être entendus par la cour.

Somyot Prueksakasemsuk, ancien rédacteur en chef du journal *Voice of Thaksin*, interdit depuis 2010, est quant à lui en détention provisoire⁴ depuis sept mois pour "insulte à la monarchie".

Plusieurs net-citoyens sont toujours emprisonnés pour des crimes de lèse-majesté. **Surapak Phuchaisaeng** est en attente de son jugement pour des messages postés sur Facebook. **Thanthawut Thawevarodomkul** a été condamné⁵, le 15 mars 2011, à treize ans d'emprisonnement pour des articles publiés sur un site web lié aux "Chemises rouges", Nor Por Chor USA⁶. **Norawase Yotpiyasathien**, étudiant et blogueur, arrêté le 5 août 2011, a finalement été libéré sous caution trois jours plus tard. **Akechai Hongkangwarn** et **Wiphath Raksakunthai** sont également en liberté surveillée dans l'attente de leur procès.

LE DÉBAT SUR LE LÈSE-MAJESTÉ S'ENVENIME AUTOUR DE "CAMPAIGN 112"

La Commission vérité pour la réconciliation (TRCT), mise en place sous le gouvernement précédent, a préconisé en janvier 2012 une réforme de la loi contre le lèse-majesté, considérant que les textes sont "trop sévères". Le puissant chef de l'armée, le général Prayut Chan-ocha, a estimé que le débat n'avait pas lieu d'être et incité les critiques à quitter le pays.

1 www.sinenix.com/resource/Computer_Crimes_Act_B.E._2550_Eng.pdf

2 <http://fr.rsf.org/thailande-la-directrice-de-prachatai-risque-01-09-2011,40894.html>

3 <http://fr.rsf.org/thailande-reprise-du-proces-de-jiew-audition-17-02-2012,41896.html>

4 <http://fr.rsf.org/thailande-le-lese-majeste-utilise-comme-02-05-2011,40120.html>

5 <http://fr.rsf.org/thailande-13-ans-de-prison-pour-3-messages-17-03-2011,39816.html>

6 <http://www.norporchorusa.com/>

7 <http://www.enlightened-jurists.com/>

Une initiative académique pour la révision du lèse-majesté a donné naissance à une véritable tempête politique. Composé de sept universitaires de Thammasat, spécialistes du droit, le groupe Nitirat⁷ a commencé, malgré les pressions, à collecter des signatures⁸, début 2012, afin de déposer une demande d'assouplissement de la législation protégeant la monarchie, ce qui avait provoqué la colère du chef de l'armée. L'université avait interdit au groupe d'utiliser ses locaux pour travailler sur ce sujet, en évoquant le risque de violences, puis était revenue sur sa décision⁹. Cette interdiction avait suscité de nombreuses tensions, des groupes d'étudiants manifestant pour ou contre les activités du groupe.

224 universitaires du monde entier¹⁰, parmi lesquels Noam Chomsky et Paul Handley, ont rendu publique, début 2012, une lettre ouverte soutenant la proposition d'un amendement à la loi sur le lèse-majesté (article 112 du Code pénal) et le groupe Nitirat qui le pilote. L'article 112 est dénoncé comme "un puissant moyen de réduire au silence la dissidence politique".

Le gouvernement a pris ses distances vis-à-vis de cette initiative¹¹ en déclarant ne pas vouloir toucher à l'article 112. La Chambre pourrait bloquer le débat même si le nombre de signatures requises était atteint.

CENSURE GÉOLOCALISÉE

La Thaïlande a été le premier pays à se féliciter de l'adoption, par Twitter, de nouvelles règles¹² permettant de bloquer des contenus au niveau national. Le ministre de l'Information et de la Communication a déclaré qu'il travaillerait avec Twitter¹³ pour s'assurer que les tweets diffusés en Thaïlande respectent la loi locale. Les responsables de Twitter doivent donc s'attendre à de nombreuses demandes de retraits.

À l'exception des questions liées à la monarchie, les médias sont relativement libres en Thaïlande. Mais la menace permanente de poursuites pour lèse-majesté et l'autocensure qu'elle génère ne cessent de s'accroître. Toute forme de dissidence peut désormais être interprétée comme déloyale à la monarchie. Le pays semble lancé dans une course sans fin pour la purification du web de tout contenu lié, de près ou de loin, au lèse-majesté. Une approche répressive vouée à l'échec et qui ne peut que diviser davantage la population et éroder la cohésion nationale.

8 <http://www.bangkokpost.com/lite/topstories/277182/nitirat-defiant-amid-criticism>

9 <http://www.lepetitjournal.com/societe/societe-en-bref-bangkok/95682-lese-majeste-groupe-nitirat-reprend-ses-activites-mais-sous-controle.html>

10 <http://www.nationmultimedia.com/politics/Some-224-international-scholars-back-Campaign-112-30174946.html>

11 <http://www.nationmultimedia.com/politics/Govt-House-rule-out-article-112-amendment-30175442.html>

12 <http://fr.rsf.org/eporters-sans-frontieres-ecrit-a-27-01-2012,41774.html>

13 <http://www.bangkokpost.com/news/local/277391/ict-to-lay-down-law-on-twitter-accounts>

TUNISIE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

La chute du dictateur Ben Ali avait laissé espérer la disparition d'Amman 404, le système de censure mis en place par l'ancien régime. Ce dernier pourrait cependant renaître de ses cendres suite à une série de décisions judiciaires sur le filtrage, alors que la situation de la liberté d'information reste fragile dans le pays.

UNE LIBERTÉ D'INFORMATION FRAGILE, À PRÉSERVER

Le Printemps arabe, dont la Tunisie a été l'initiatrice, a apporté d'incroyables changements dans toute la région. Cependant, beaucoup reste à faire pour préserver les acquis de cette révolution, notamment la liberté d'expression et d'information en ligne. En témoignent [l'attaque des locaux de la chaîne Nessma TV¹](#) pour la diffusion du film Persépolis, [l'arrestation du directeur d'Attounissia²](#) pour avoir publié la photographie montrant le joueur de football germano-tunisien Sami Khedira enlaçant un mannequin dénudé, et l'agression, par les forces de l'ordre, de journalistes couvrant des manifestations.

Si la liberté de ton est réelle, les nouvelles lignes rouges signalées dans le chapitre [Tunisie³](#) du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet (violences commises par la police et l'armée, corruption, difficultés du gouvernement) restent d'actualité. Le blog Nawaat a désigné [la justice comme le nouveau fer de lance de la censure⁴](#) qui devient moins politique mais plus morale et religieuse.

À Médenine, Maître Mabrouk Korchide a déposé trois plaintes contre un blogueur et deux citoyens tunisiens suite à leurs publications et réactions rendant compte de la mobilisation contre sa nomination au poste de conseiller du gouverneur. Le blogueur **Riadh Sahli** est poursuivi pour "diffamation" sur Internet suite à la simple reprise, sur sa page *Facebook Medenine informative*, d'un communiqué envoyé par des manifestants. **Youssef Fillali**, simple citoyen ayant commenté cette publication, est également poursuivi par Maître Korchide pour "diffamation". Le procès, premier procès en diffamation de l'ère post-Ben Ali, qui devait se tenir le 22 février, a été reporté au 14 mars. Par ailleurs, l'avocat poursuit également un autre blogueur de Médenine, **Marwane Athemna**, pour "diffamation" et "diffusion de tracts" portant atteinte à sa personne.

Le cas de Riadh Sahli démontre que la loi est muette sur la responsabilité des médias en ligne alors qu'un régime de responsabilité spécifique au web s'avère indispensable.

LES MÉDIAS EN LIGNE, LE WEB ET LA LOI SUR LA PRESSE

Le décret-loi n°2011-115 du 2 novembre 2011 relatif à la liberté de la presse, de l'impression et de l'édition va s'appliquer à la presse en ligne. Cela est confirmé par l'article 7, qui utilise la notion d'"établissement d'information électronique", ou l'article 2, qui fait référence aux "œuvres numériques". Pourtant, aucun régime de responsabilité spécifique à Internet n'est prévu. Or la question de la responsabilité est spécifique dans un contexte qui inclut les commentaires des lecteurs, les forums de discussions, etc. Le principe de la courte prescription devra s'appliquer de la même manière aux articles publiés en ligne, à partir de la date de la mise en ligne.

VERS LE RETOUR DU FILTRAGE ?

La première alerte a sonné en mai 2011. Le tribunal militaire permanent de Tunis a alors ordonné la censure de cinq pages Facebook. L'Agence tunisienne d'Internet (ATI) décidant de jouer la transparence a [rendu publique la liste des sites concernés⁵](#).

Le tribunal de première instance de Tunis a ordonné, le 26 mai 2011, [le blocage de sites à caractère pornographique par l'ATI⁶](#), suite à une plainte déposée par des avocats estimant qu'ils présentaient un danger pour les mineurs et ne convenaient pas aux valeurs musulmanes du pays. Une décision que l'ATI a promis de combattre. Reporters sans frontières s'est entretenue, en juin 2011, avec le président de l'ATI, Moez Chakchouk, qui a réaffirmé que l'agence se revendique neutre et transparente et refuse de poursuivre le filtrage.

Son appel ayant été rejeté en août 2011, l'ATI s'est pourvu en cassation. Le 22 février 2012, la cour de cassation a [cassé le jugement sur le filtrage des contenus⁷](#) à caractère pornographique et renvoyé le procès en appel. L'ATI a dû entretemps commencer à filtrer le Net en application de la décision de justice. Elle a communiqué sur les restrictions engagées et prévenu les utilisateurs que la réactivation du filtrage allait provoquer des dégradations de la qualité de service, notamment en raison des problèmes de maintenance du réseau. Les erreurs de filtrage peuvent être déclarées à l'adresse email filtrage@ati.tn, mais l'ATI déclare dans ses communiqués ne pas les assumer.

1 <http://fr.rsf.org/tunisie-reporters-sans-frontieres-condamne-13-10-2011,41187.html>

2 fr.rsf.org/tunisie-le-directeur-du-journal-17-02-2012,41899.html

3 <http://fr.rsf.org/surveillance-tunisie,39699.html>

4 <http://nawaat.org/portail/2011/12/30/liberte-dexpression-en-tunisie-la-justice-nouveau-fer-de-lance-de-la-censure/>

5 <http://filtrage.ati.tn/>

6 <http://fr.rsf.org/tunisie-ae-une-decision-judiciaire-01-07-2011,40565.html>

7 <http://fr.rsf.org/tunisie-la-cour-de-cassation-casse-le-22-02-2012,41802.html>

Pourtant, à l'heure de mettre en place ce filtrage, l'ATI a été limitée par des contraintes techniques. Son directeur, Moez Chakchouk, a déclaré à Reporters sans frontières, le 27 février 2012: "nos services techniques n'ont pu l'appliquer que pour les établissements et les réseaux communautaires publics. Quant aux cinq fournisseurs de services Internet, toutes les tentatives ont débouché sur de graves dégradations au niveau de la qualité de service (fluidité du trafic Internet au niveau du nœud de transit)". Il explique que ces problèmes sont dus à la "croissance exponentielle" (augmentation de 60% en 2011 par rapport à 2010) de la bande passante internationale, "une évolution pour laquelle l'ATI ne dispose plus de moyens financiers (autrefois subventionnés par l'État tunisien) pour remettre en œuvre les équipements de filtrage".

Reporters sans frontières a dénoncé le retour potentiel du filtrage comme un recours aux anciennes méthodes répressives et détaillé les risques techniques, juridiques et financiers¹ qu'ils induisent, notamment le surblocage, un surcoût important et la privatisation de la censure, déléguée à un intermédiaire technique. Reporters sans frontières s'inquiète du retour à des pratiques de l'ère Ben Ali et craint que le filtrage de ces sites, dont la définition demeure incertaine, ne soit le prélude à la censure élargie. Le filtrage généralisé s'inscrit en contradiction avec la neutralité du Net et les valeurs de liberté d'expression prônées par la Commission pour la réalisation des objectifs de la révolution et la transition démocratique.

E-GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT DES LOGICIELS LIBRES ?

Les réseaux sociaux deviennent partie intégrante de la vie politique tunisienne. Global Voices souligne le fait que, désormais, les gouvernants utilisent les mêmes outils que ceux réprimés auparavant par l'État pour faire passer ses messages aux citoyens² : "Twitter est aussi l'arène où les politiques tunisiens expriment leurs frustrations devant la désorganisation de leurs propres partis ou les lenteurs du gouvernement actuel". "Les responsables politiques en Tunisie tiennent à avoir une relation plus transparente avec leurs électeurs, et désormais, cela semble passer par les médias sociaux."

L'ATI vient de lancer officiellement tor.mirror.tn³, un site miroir du site web du fameux logiciel Tor, de contournement et d'anonymisation, autrefois utilisés par les cyberdissidents contre Ammar 404. Moez Chakchouk a expliqué au site webdo.tn⁴ qu'il "veut encourager l'utilisation des plate-formes des logiciels libres, ainsi qu'offrir un produit qui garantisse une meilleure sécurité de navigation contre les scripts malveillants". L'installation du site miroir Tor en Tunisie est une première dans le monde arabe, en Afrique et voir même en Asie, selon M. Chakchouk. De nombreux internautes considèrent cette initiative comme un moyen de mesurer la réussite de la révolution tunisienne, autrefois le fief des essais des logiciels de censure.

LE FUTUR DE L'INTERNET TUNISIEN : PROJETS ET RÉFLEXIONS

La restructuration de l'ATI sous l'égide du ministère des Technologies de l'information et de la communication, fait partie des sujets sur lesquels le gouvernement de transition travaille. D'après Moez Chakchouk, ainsi, "l'ATI pourra opérer conformément aux bonnes pratiques internationales en tant que point d'échange Internet". L'ATI est selon lui est candidate pour devenir membre de l'association [EuroIX](http://euro-ix.net)⁴, qui regroupe les point d'échange Internet et met en relation les fournisseurs d'accès à Internet au niveau européen.

La libéralisation du marché du Net reste un objectif majeur, parallèlement à la lutte contre la ré-émergence de techniques de filtrage qui appartiennent à une époque révolue. L'inscription, dans la nouvelle Constitution, de l'accès à Internet comme un droit fondamental, ainsi que sa mise en application pratique, accroîtrait davantage en Tunisie la défense de la liberté d'Internet.

1 <http://fr.rsf.org/tunisie-la-cour-de-cassation-casse-le-22-02-2012,41802.html>

2 <http://fr.globalvoicesonline.org/2012/02/06/97128/>

3 <http://tor.mirror.tn/>

4 <https://www.euro-ix.net/>

TURQUIE

PAYS SOUS SURVEILLANCE

La polémique a été intense, sur plusieurs projets tentant d'encadrer le Net, allant d'une liste outrancière de mots clés interdits à un système de filtrage centralisé optionnel. Les net-citoyens, toujours sous pression, se sont mobilisés contre la mise en place d'une censure masquée du Web.

LE FILTRAGE CONTINUE

Au 10 février 2012, le site engelliweb.com a recensé 15 596 sites suspendus par les autorités turques, suite à une décision de justice ou à l'initiative de la Haute Instance de la Télécommunication (TIB), c'est-à-dire près du double par rapport à l'année passée (Lire le chapitre [Turquie](#)¹ du rapport 2011 sur les Ennemis d'Internet). La grande majorité concerne les sites de jeux, des sites pornographiques et à contenus pédophiles ou des sites qui violent les droits de retransmission.

Cependant, une quinzaine de sites d'information jugés prokurdes ont été interdits sur décision de justice en 2011, tels [Firat News](#)², [Gundem-online](#)³ et [Welat.org](#)⁴. Parmi les sujets tabous et donc censurés : Atatürk et la question des minorités, notamment kurde. Le filtrage de la plate-forme Blogger a été levé le 14 mars 2011, après deux semaines de blocage et de fortes mobilisations en ligne et hors ligne.

POLÉMIQUES SUR L'ENCADREMENT DU NET

La polémique autour de la loi 5651⁵, qui régule Internet, est quelque peu retombée. L'essentiel des débats sur la question a porté sur le filtrage optionnel et une liste de mots-clés interdits.

La TIB a fait parvenir, en avril 2011, aux hébergeurs et fournisseurs d'accès à Internet, [une liste de 138 mots-clés à bannir des noms de domaine turcs](#)⁶, au nom de la lutte contre la pornographie. Cette liste, qui frisait déjà le ridicule, en comprenant des mots comme "jupe" (etek), "belle-sœur" (baldiz) ou "animaux"

(hayvan), posait de sérieux problèmes pour l'accès à l'information sur Internet : l'interdiction des mots "free" et "pic" aurait ainsi radié du Net turc de nombreuses références aux libertés ou à des images d'actualité. Lorsque les médias ont commencé à couvrir cette affaire, la TIB a déclaré que cette liste de mots n'était apparue qu'à titre indicatif, dans une correspondance avec les acteurs chargés de la censure. Pour le moment, il semblerait qu'il n'y ait pas eu de suite quant à cette liste.

Le nouveau système de filtrage centralisé⁷ "pour un Internet sûr", mis en place par le Conseil de la Communication et de l'Information Technologiques (BTK), le 22 novembre dernier, a lui aussi suscité de fortes réactions dans le pays et à l'international. Son application, initialement prévue pour le 22 août 2011, a été repoussée de trois mois pour consultation publique. Le projet initial prévoyait l'installation obligatoire par les internautes d'un logiciel de filtrage sur leur ordinateur, afin de les protéger, en particulier les mineurs, contre tout contenu "choquant". Il a été modifié. L'installation n'est plus obligatoire. Le système de quatre forfaits a également été réduit à deux, les forfaits "famille" et "enfant". Les sites pornographiques, comme les autres portails "suspects", étaient auparavant bloqués sur décision de justice. Ils seront désormais automatiquement filtrés pour les internautes ayant souscrit le forfait, selon une procédure encore peu claire que Reporters sans frontières a demandé aux autorités de préciser. Début décembre 2011, seuls 22 000 internautes, sur un total de 11,5 millions, avaient demandé à bénéficier de l'un de ces forfaits.

Le Conseil d'État a été saisi, le 4 novembre dernier, pour demander la suppression du dispositif, qui, s'il est facultatif, n'en reste pas moins liberticide. Des tests réalisés par Reporters sans frontières⁸ ont montré que certains sites étaient abusivement bloqués, comme le [site de l'évolutionniste Richard Dawkins](#)⁹ ou celui de [Yasam Radyo](#)¹⁰ ("Radio Vie", qui diffuse des programmes culturels sur les minorités). Le forfait enfant ne donne pas accès à Youtube ou Facebook. Le réseau social n'est d'ailleurs accessible avec le forfait famille que si l'internaute en fait la demande. La solution du filtrage est inadaptée et menace la liberté d'expression en ligne, comme l'a récemment affirmé la [Cour de Justice de l'Union Européenne](#)¹¹, notamment en raison des risques de surblocage. C'est aux familles de choisir ce que leurs enfants peuvent consulter ou non.

1 <http://fr.rsf.org/surveillance-turquie,39738.html>

2 <http://www.firatnews.ws/>

3 <http://www.gundem-online.net/>

4 <http://www.azadiyawelat.org/>

5 fr.rsf.org/surveillance-turquie,39738.html

6 <http://fr.rsf.org/turquie-la-censure-du-net-en-turquie-29-04-2011,40192.html>

7 <http://fr.rsf.org/turquie-le-filtrage-du-net-du-btk-une-01-12-2011,41496.html>

8 <http://fr.rsf.org/turquie-le-filtrage-du-net-du-btk-une-01-12-2011,41496.html>

9 <http://richarddawkins.net/>

10 <http://yasamradyo.com.tr/>

11 <http://fr.rsf.org/union-europeenne-le-filtrage-du-net-porte-atteinte-28-11-2011,41471.html>

UN POINT SUR LES POURSUITES CONTRE DES CONTRIBUTEURS DE SITES INTERNET

Le journaliste en ligne **Baris Yarkadas**, poursuivi pour "offense à la personne" par Nur Birgen, présidente de la section d'expertise de la médecine légale, a été relaxé en septembre 2011¹. Il n'est pas pour autant sorti d'affaire, un député lui demande des dommages et intérêts pour l'avoir offensé pendant un débat télévisé.

Halil Savda, responsable du site des pacifistes et objecteurs de conscience Savaskarsitlari.org, a été condamné, fin février 2012, à cinq mois de prison pour avoir critiqué le service militaire.

Un écrivain du site Eksisozluk² (Eksi Sözlük, dictionnaire amère), est jugé pour "atteinte aux valeurs religieuses" pour avoir écrit, le 10 août 2011, un article intitulé "Stupidité de la religion". Le procès intenté contre l'experte de la Médecine légale et présidente de la Fondation des droits de l'homme turque, **Sebnem Korur Fincanci** et le rédacteur en chef du site taraf.com.tr ("Camps") Adnan Demir, continuera le 10 avril prochain.

Le journaliste **Serdar Tuncer** a porté plainte contre un utilisateur de Twitter et ses 200 000 abonnés³. Il reproche au propriétaire du compte satirique @allah (cc) et à ses lecteurs de se moquer de l'Islam et des religions et d'humilier les croyants.

LA MOBILISATION EN LIGNE CONTINUE, LES PRESSIONS INTERNATIONALES PORTENT LEURS FRUITS

Des manifestations contre le filtrage se sont déroulées le 15 mai 2011 dans 31 villes turques. Plusieurs sites ayant soutenu les manifestations anti-censure ont été victimes de cyberattaques. L'ampleur de la mobilisation, ainsi que les réactions de l'OSCE et de l'Union européenne⁴, ont contraint les autorités à faire des concessions (voir ci-dessus).

Parmi les initiatives en ligne les plus marquantes : le site "Touche pas à mon Internet"⁵ a sensibilisé les internautes sur les risques du système de filtrage. Le site Senin Yüzünden⁶ ("À cause de toi") a invité les net-citoyens à poster des photos avec les yeux bandés.

1 <http://fr.rsf.org/turquie-le-journaliste-en-ligne-baris-21-09-2011,36590.html>

2 <http://www.eksisozluk.com/>

3 <http://bianet.org/english/religion/135999-allah-cc---criminal-complaint-about-200-000-twitter-users>

4 <http://fr.rsf.org/turquie-le-filtrage-internet-en-question-30-05-2011,40237.html>

5 <http://internetimedokunma.com/>

6 <http://www.seninyuzunden.org/>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

47 rue vivienne, 75002 Paris - France - Tel. 33 1 44 83 84 84 - Fax. 33 1 45 23 11 51 - Web : www.rsf.org - E-mail : rsf@rsf.org - Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org - Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org - Benjamin Ismaïl - Bureau Asie : asie@rsf.org - Johann Bihl - Bureau Europe : europe@rsf.org - Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org - Lucie Morillon - Bureau Internet : internet@rsf.org - Martial Tourneur - Bureau Assistance : assistance@rsf.org - Comité juridique : justice@rsf.org - Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **Olivier Basille** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**